

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2009 — 639

[2009/200642]

**5 DECEMBRE 2008. — Décret relatif à la gestion des sols (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

*Section 1<sup>re</sup> — Objectifs*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret vise à prévenir l'appauvrissement du sol, l'apparition de la pollution du sol, à identifier les sources potentielles de pollution, à organiser les investigations permettant d'établir l'existence d'une pollution et à déterminer les modalités de l'assainissement des sols pollués.

*Section 2 — Définitions*

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° "sol" : la couche superficielle de la croûte terrestre, y compris les eaux souterraines au sens du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, et les autres éléments et organismes qui y sont présents;

2° "polluant" : produit, préparation, substance, déchet, composé chimique, organisme, ou micro-organisme responsable d'une pollution et généré par l'activité humaine;

3° "pollution du sol" : la présence sur ou dans le sol de polluants qui sont préjudiciables ou peuvent être préjudiciables, directement ou indirectement, à la qualité du sol;

4° "pollution nouvelle du sol" : pollution du sol causée par une émission, un événement ou un incident survenu à partir du 30 avril 2007;

5° "pollution historique du sol" : pollution du sol causée par une émission, un événement ou un incident survenu avant le 30 avril 2007;

6° "pollution du sol constituant une menace grave" :

a) pollution du sol qui, eu égard aux caractéristiques du sol et aux fonctions remplies par celui-ci, à la nature, à la concentration et au risque de diffusion des polluants présents, constitue ou est susceptible de constituer une source de polluants transmissibles aux hommes, aux animaux et aux végétaux, portant certainement ou probablement préjudice à la sécurité ou à la santé de l'homme ou à la qualité de l'environnement;

b) pollution du sol susceptible de porter préjudice aux réserves en eau potabilisable;

7° "terrain" : le sol, en ce compris les constructions et installations érigées dans ou sur le sol;

8° "terrain pollué" : le terrain où la pollution du sol est avérée;

9° "terrain potentiellement pollué" : terrain où une pollution du sol est suspectée, notamment en raison de la présence ou de l'occurrence par le passé d'une activité ou installation identifiée susceptible de polluer le sol ou de la connaissance d'un accident particulier ou de la présence de déchets, non encore confirmée par des analyses;

10° "assainissement du terrain" : le fait de traiter, d'éliminer, de neutraliser, d'immobiliser, de confiner sur place la pollution du sol;

11° "mesures de sécurité" : mesures, en ce compris des restrictions d'accès et d'utilisation, à l'exception des actes et travaux d'assainissement, destinées à maîtriser les effets d'une pollution du sol ou à en prévenir l'apparition;

12° "mesures de suivi" : mesures visant à s'assurer de la maîtrise des risques et de l'efficacité des mesures de sécurité ou des actes et travaux d'assainissement du sol;

13° "meilleures techniques disponibles" : le stade de développement le plus efficace et avancé des installations et activités et de leurs modes de conception, de construction, d'exploitation et d'entretien dans le secteur de l'assainissement des sols démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs établies en exécution du présent décret et visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les préjudices à la santé de l'homme ou à la qualité de l'environnement, à condition que ces techniques soient mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le secteur concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables et soient accessibles dans des conditions raisonnables;

14° "administration" : le service administratif désigné par le Gouvernement;

15° "fonctionnaire chargé de la surveillance" : le fonctionnaire désigné à cette fin par le Gouvernement;

16° "SPAQuE" : la Société Publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

17° "expert" : expert en gestion des sols pollués agréé pour l'exécution des missions prévues par le présent décret;

18° "organisme de contrôle" : organisme indépendant, sans activité de conception, d'étude ou de laboratoire, chargé de valider la conception et la réalisation des actes et travaux d'assainissement;

19° "concentration de fond" : concentration ambiante d'un polluant dans le sol; les concentrations ambiantes peuvent indiquer des variations géologiques naturelles ou l'influence d'une activité agricole, industrielle ou urbaine généralisée;

20° "valeur de référence" : valeur indicative des concentrations de fond en polluants attendues dans le sol en l'absence de variations géologiques naturelles et en l'absence d'influence d'une activité agricole, industrielle ou urbaine généralisée; cette valeur correspond en principe à l'objectif à atteindre par l'assainissement;

21° "valeur seuil" : concentration en polluants dans le sol correspondant à un niveau au-delà duquel une étude de

caractérisation doit être entreprise, ainsi qu'en cas de menace grave ou de pollution nouvelle, un assainissement et, le cas échéant, des mesures de sécurité ou des mesures de suivi;

22° "valeur d'intervention" : concentration en polluants dans le sol correspondant à un niveau au-delà duquel une intervention est systématiquement entreprise, laquelle peut prendre la forme, le cas échéant simultanément :

- a) d'un assainissement;
- b) de mesures de sécurité;
- c) de mesures de suivi;

23° "valeur particulière" : valeur constatée suite à une étude d'orientation, à une étude de caractérisation ou atteinte suite à un assainissement et déterminée dans le certificat de contrôle du sol;

24° "certificat de contrôle du sol" : certificat dont le Gouvernement établit le contenu minimal consignait la décision par laquelle il est établi qu'un terrain a fait l'objet d'une étude d'orientation, d'une étude de caractérisation, d'un assainissement ou d'une intervention d'office de la SPAQuE conformément au présent décret et que les concentrations en polluants mesurées sont conformes aux exigences du décret et de ses arrêtés d'exécution;

25° "CWATUPE" : Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

26° "cession" : tout acte translatif, constitutif, déclaratif ou abdicatif de droit réel, leur prolongation ainsi que la constitution, la cession ou la prolongation de droits personnels de plus de neuf ans, en ce compris le leasing immobilier et les apports et transferts de patrimoine en société, à l'exclusion des actes à caractère familial énumérés par le Gouvernement;

27° "ISSeP" : l'Institut scientifique de service public créé par le décret du 7 juin 1990, notamment l'article 4, § 3, modifié par le décret du 9 avril 1998.

### Section 3 — Prévention et information

**Art. 3.** Toute personne est tenue de prendre les mesures appropriées afin de préserver le sol et de prévenir toute pollution nouvelle du sol.

**Art. 4.** Aux fins de protéger le sol et d'en assurer une utilisation durable et respectueuse de l'environnement, de préserver et de restaurer sa qualité et de prévenir les processus de dégradation et d'altération qui l'affectent, le Gouvernement peut prendre certaines mesures nécessaires en vue de réglementer :

- les mouvements de terres et la gestion des terres excavées;
- l'utilisation des matières organiques ou des fertilisants destinés à être épandus dans le cadre d'activités agricoles ou de matières ou substances destinées à entrer dans leur composition.

A cette fin, il peut prendre les mesures suivantes :

- 1° fixer les méthodes d'échantillonnage et d'analyse de ces matières ou substances, ainsi que des sols;
- 2° agréer des laboratoires, prestataires de services et intervenants selon les règles qu'il détermine;
- 3° imposer des obligations de rapportage, de transmission de données et constituer une banque de données authentiques;
- 4° interdire ou restreindre l'épandage de matières organiques ou de fertilisants destinés à être épandus dans le cadre d'activités sur certaines parcelles selon une procédure qu'il détermine;
- 5° réglementer, aux conditions qu'il fixe, certains usages du sol et l'utilisation des matières organiques ou les fertilisants destinés à être épandus dans le cadre d'activités agricoles, selon des modes d'usage du sol et d'utilisation déterminés, en ce compris au moyen d'un certificat d'utilisation, d'un enregistrement ou d'une autorisation administrative;
- 6° interdire, modaliser ou restreindre, aux conditions qu'il fixe et selon les règles de procédure qu'il détermine, l'introduction en Région wallonne des matières organiques ou de fertilisants destinés à être épandus dans le cadre d'activités agricoles en provenance d'autres États ou de régions, lorsqu'il constate que la capacité d'absorption des sols de tout ou partie de la Région wallonne est dépassée;
- 7° organiser la gestion des matières organiques, en ce compris par leur utilisation différenciée en fonction de leurs caractéristiques et des caractéristiques des milieux récepteurs;
- 8° organiser la gestion des terres excavées, en ce compris par leur utilisation différenciée en fonction de leurs caractéristiques et des caractéristiques des milieux récepteurs;
- 9° organiser l'agrément des organismes chargés de gérer les terres excavées.

Quiconque modifie ou exploite un sol veille à prévenir l'érosion qui pourrait menacer la qualité du sol à long terme, par des techniques de génie rural et d'exploitation appropriées, telles qu'un aménagement antiérosif des parcelles, des techniques culturales antiérosives, une rotation des cultures.

**Art. 5.** L'exploitant au sens de l'article D.94, 6° du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement et celui qui a la garde d'un terrain dans lequel se trouvent soit des pollutions dont la concentration excède les critères fixés aux articles 47 à 49, soit des déchets abandonnés, sont tenus, s'ils sont informés de la présence de ces polluants, d'en aviser sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance, ainsi que le collège communal de la ou des commune(s) concernée(s).

Il lui est également fait obligation de notifier au fonctionnaire chargé de la surveillance, ainsi qu'au propriétaire et à la (les) commune(s) concernée(s), sitôt qu'il en est informé, tout risque de migration de la pollution hors du terrain.

### Section 4. — Expropriation et charges

**Art. 6.** D'initiative ou à la demande du titulaire d'une des obligations visées à l'article 18, le Gouvernement peut procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique des biens immeubles pour l'exécution des actes et travaux d'assainissement du terrain. Le cas échéant, l'expropriation se fait au nom et pour compte du titulaire.

**Art. 7.** Les terrains faisant l'objet de mesures d'investigation, de mesures de sécurité ou d'un assainissement, ainsi que les biens voisins, subissent les charges nécessaires à assurer leur bonne fin, en ce compris l'accès, les restrictions d'utilisation, l'exécution ou le maintien d'ouvrages, actes et travaux.

Les propriétaires et occupants de ces biens sont informés préalablement à la réalisation de ces mesures.

Aucune indemnisation n'est due aux titulaires de droits réels ou personnels sur ces biens, sauf leur recours contre le responsable.

## CHAPITRE II. — Valeurs, registre des concentrations de fond et banque de données

Section 1<sup>re</sup> — Valeurs

**Art. 8.** Sans préjudice des valeurs particulières fixées dans le certificat de contrôle du sol, sont déterminées en annexe 1 du présent décret :

- les valeurs de référence qui trouvent à s'appliquer quel que soit l'usage du terrain;
- les valeurs seuil, les valeurs d'intervention et leur champ d'application en fonction de la situation de fait et de droit, actuelle ou future, notamment les types d'usage naturel, agricole, résidentiel, récréatif ou commercial et industriel du terrain, tels que déterminés à l'annexe 2 du présent décret.

Le Gouvernement est habilité à compléter et modifier par arrêté les annexes 1<sup>re</sup> et 2 moyennant motivation. Ces modifications ou compléments doivent être ratifiés par décret dans les douze mois de l'entrée en vigueur dudit arrêté.

Le Gouvernement peut fixer les règles de pondération par les concentrations de fond des valeurs de référence et des valeurs seuil.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le type d'usage naturel s'applique aux terrains situés dans un site Natura2000 et aux terrains qui bénéficient d'un statut de protection au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et le type d'usage agricole s'applique aux terrains situés en zone de prévention d'un ouvrage de prise d'eau souterraine.

Lorsque ni le présent décret ni le Gouvernement n'ont arrêté la valeur de référence, la valeur seuil et la valeur d'intervention relatives à un polluant conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'administration peut les établir dans sa décision visée à l'article 61 sur avis des organes désignés par le Gouvernement wallon.

## Section 2. — Concentrations de fond

**Art. 9.** L'administration établit et actualise la carte régionale des concentrations de fond sur la base des meilleures données disponibles, y compris celles fournies par les experts dans le cadre des études d'orientation ou de caractérisation.

Cette carte est mise à disposition du public.

## Section 3. — Banque de données de l'état des sols

**Art. 10.** La banque de données de l'état des sols comprend notamment :

- 1° des inventaires de terrains pollués et de terrains potentiellement pollués;
- 2° des données relatives au sol dont dispose l'administration, notamment suite aux études d'orientation et aux études de caractérisation effectuées ou encore au terme des actes et travaux d'assainissement sur la base des évaluations finales visées à l'article 67, § 3, ou suite à la réalisation de travaux complémentaires visés par la même disposition;
- 3° les certificats de contrôle du sol des terrains étudiés ou assainis dans le cadre du présent décret, ainsi que les documents attestant la bonne exécution d'un assainissement en application :
  - d'un plan de réhabilitation tel que visé à l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou de l'article 35, § 2, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne;
  - d'un plan d'assainissement tel que visé à l'article 681bis/67 du Règlement général pour la protection du travail;
  - d'un plan de remise en état pris en application de l'article 71 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

**Art. 11.** L'administration gère la banque de données, ainsi que l'obligation de transmission des informations aux autorités publiques et au public.

**Art. 12.** L'administration est assistée d'un comité de gestion qui lui fait des propositions concernant :

- les modalités d'alimentation et de gestion de la banque de données de l'état des sols, ainsi que de communication de ces données;
- les informations contenues dans chaque inventaire visé à l'article 10 comprenant au minimum pour chaque terrain repris à l'inventaire :
  - 1° les références cadastrales;
  - 2° l'identité du propriétaire, de l'emphytéote, du superficiaire, du lessee, de l'usufruitier ou de l'exploitant de l'établissement comportant l'installation ou l'activité;
  - 3° les données relatives à la qualité du sol dont disposent les autorités, services administratifs ou acteurs publics ressortissant aux compétences de la Région;
- les délais endéans lesquels les inventaires sont réalisés et communiqués aux communes.

**Art. 13.** Le comité de gestion comprend :

- deux représentants de l'administration de l'environnement dont l'un assure la présidence du comité;
- deux représentants de l'administration de l'aménagement du territoire;
- deux représentants de la SPAQuE;
- un représentant de l'ISSEP.

Le Gouvernement nomme les membres effectifs et suppléants du comité de gestion. Il arrête les modalités de fonctionnement du comité de gestion.

Le comité de gestion soumet à l'approbation du Gouvernement son règlement d'ordre intérieur.

Le comité de gestion établit un rapport annuel d'activités qu'il présente au Gouvernement. Il le transmet également au Parlement.

**Art. 14.** Les autorités, services administratifs ou acteurs publics ressortissant aux compétences de la Région, transmettent à première demande à l'administration et selon les modalités qu'elle fixe, les informations en leur possession susceptibles de permettre l'établissement des inventaires.

**Art. 15.** L'administration envoie les informations pertinentes aux communes concernées en les informant de son intention d'inscrire les terrains repris dans les inventaires dans la banque de données de l'état des sols, visés à l'article 10, 1°.

Dans les trente jours de la réception, le collège communal de chaque commune concernée notifie les données qui les concernent :

1° aux propriétaires, ainsi qu'aux emphytéotes, superficiaires, lessees et usufruitiers;

2° aux exploitants des établissements d'installations ou activités listées à l'annexe 3.

Les personnes visées à l'alinéa 2 font valoir leurs observations à la commune dans les trente jours de la notification visée à l'alinéa 2. A défaut, elles sont présumées n'avoir aucune objection à formuler.

Dans les cent-vingt jours de la réception des informations de l'administration, le collège communal transmet à l'administration les observations des personnes visées à l'alinéa 2, complétées par les observations qu'il juge utiles et par les informations dont il a connaissance permettant de compléter les inventaires.

Les délais visés aux alinéas précédents sont suspendus entre le 16 juillet et le 15 août, ainsi qu'entre le 24 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier.

Après examen des observations, l'administration modifie, s'il échet, les données reprises à l'inventaire et complète la banque de données. Concomitamment, elle notifie aux personnes visées à l'alinéa 2 les modifications apportées aux données ou les raisons pour lesquelles elle a estimé ne pas devoir les modifier.

**Art. 16.** Les autorités, services administratifs ou acteurs publics ressortissant aux compétences de la Région wallonne alimentent directement et actualisent la banque de données de l'état des sols par la liste des terrains pollués et potentiellement pollués dont ils ont connaissance dans le cadre de l'exercice de leurs compétences.

**Art. 17.** L'administration organise l'accès à la banque de données de l'état des sols dans les conditions et selon les modalités de la législation concernant le droit d'accès du public à l'information relative à l'environnement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le titulaire d'obligations, les autorités, services administratifs ou acteurs publics ressortissant aux compétences de la Région, les comités d'acquisition, les notaires, ainsi que les experts et les organismes de contrôle ont accès direct aux informations relatives aux terrains qui les concernent, contenues dans la banque de données de l'état des sols selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Les informations reprises dans la banque de données valent jusqu'à preuve du contraire.

Dans les trente jours de l'acte, le notaire instrumentant avertit l'administration de toute cession intervenue relativement à un terrain inscrit dans la banque de données de l'état des sols. Cette information est communiquée selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

### CHAPITRE III. — *Eléments générateurs et titulaires*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 18.** Le présent chapitre identifie les éléments générateurs et les titulaires des obligations :

1° conformément aux dispositions des sections II et III du chapitre IV du présent décret :

a) de procéder à une étude d'orientation;

b) le cas échéant, de procéder à une étude de caractérisation;

c) le cas échéant, de procéder à un assainissement;

2° conformément aux articles 39, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, a., et alinéa 4, 44, alinéas 4 et 5, et 67, § 3, alinéa 2, de prendre des mesures de sécurité;

3° conformément à l'article 67, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de prendre des mesures de suivi.

#### *Section 2. — Eléments générateurs*

**Art. 19.** Quiconque le souhaite peut individuellement se soumettre aux dispositions du chapitre IV par notification envoyée à l'administration. A défaut d'une telle notification, la soumission volontaire est présumée être survenue par l'envoi de l'étude d'orientation selon les formes et modalités prescrites à l'article 39.

Lorsque le souhait de se soumettre aux dispositions du chapitre IV se rapporte à plusieurs terrains dans lesquels le sol est pollué ou à plusieurs zones dans lesquelles des déchets ont été abandonnés, la personne physique ou morale soumet à l'autorisation de l'administration un programme d'investigations et d'assainissements comprenant la liste, la priorité et les dates de réalisation des investigations et assainissements qu'elle s'engage à respecter.

L'application des dispositions du chapitre IV peut également faire l'objet d'une convention environnementale conformément au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. En ce cas, la convention environnementale comporte un programme d'investigations et d'assainissements qui contient la liste, la priorité et les dates de réalisation des investigations et assainissements que l'organisme représentatif d'entreprises s'engage à respecter.

Dans les deux cas, par dérogation aux articles 39, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, b., et 62, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, c., aucune sûreté n'est constituée.

**Art. 20.** Les obligations visées à l'article 18 naissent à tout moment, sur décision de l'administration, qui fait état d'un abandon de déchets ou mentionne les indications sérieuses qu'une pollution du sol dépasse ou risque de dépasser les valeurs seuil. En outre, cette décision identifie le terrain potentiellement pollué et précise en quelle qualité le titulaire est désigné.

Hormis en cas de pollution postérieure, l'administration ne prend pas la décision visée à l'alinéa premier dans les cas suivants :

1° lorsqu'un projet d'assainissement a été approuvé ou un certificat de contrôle délivré en vertu du présent décret;

2° lorsqu'un plan de réhabilitation au sens de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou de l'article 35, § 2, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et au sens de l'article 42 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, a été déclaré recevable;

3° lorsqu'une étude indicative du site au sens de l'article 681bis/63 du titre III du RGPT a été approuvée;

4° lorsqu'un plan de remise en état pris en application de l'article 71 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement a été approuvé;

5° lorsque le dépassement des valeurs seuil est dû à un apport de matière conforme au certificat d'utilisation délivré conformément à l'article 3 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

6° en cas de soumission volontaire aux dispositions du chapitre IV.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Les obligations visées à l'article 18 naissent d'office du fait de :

- la cession d'un terrain sur lequel est ou a été implantée une installation ou une activité susceptible de polluer le sol figurant dans la liste établie en annexe 3 du présent décret, sauf si elle a pour objet exclusif la réalisation d'un réseau de distribution ou d'assainissement d'eau, d'électricité, de gaz, de télécommunication, de téléinformatique ou de télédistribution;

- la demande de permis d'environnement relatif à une installation ou à une activité sise sur un terrain visé dans la liste établie en annexe 3 du présent décret;
- la faillite ou la liquidation d'une activité figurant dans la liste établie en annexe 3 du présent décret, auquel cas les obligations du failli sont prises en charge par le curateur à charge du failli;
- toute cessation d'exploitation d'une activité ou d'une installation visée dans la liste établie en annexe 3 du présent décret;
- un dommage environnemental affectant les sols au sens de l'article D.94, 1<sup>er</sup>, c) du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Dans ce cas, le titulaire en informe immédiatement l'administration.

Le Gouvernement est habilité à compléter et modifier par arrêté l'annexe 3 moyennant motivation. Ces modifications ou compléments doivent être ratifiés par décret dans les douze mois de l'entrée en vigueur dudit arrêté.

§ 2. Par dérogation, hormis en cas de pollution postérieure, ces obligations ne naissent pas d'office dans les cas suivants :

- 1<sup>o</sup> lorsqu'un projet d'assainissement a été approuvé ou un certificat délivré en vertu du présent décret;
- 2<sup>o</sup> lorsqu'un plan de réhabilitation au sens de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou de l'article 35, § 2, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et au sens de l'article 42 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, a été déclaré recevable;
- 3<sup>o</sup> lorsqu'une étude indicative du site au sens de l'article 681bis/63 du titre III du RGPT a été approuvée;
- 4<sup>o</sup> lorsqu'un plan de remise en état pris en application de l'article 71 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement a été approuvé;
- 5<sup>o</sup> lorsque le dépassement des valeurs seuil est dû à un apport de matière ayant fait l'objet d'un certificat d'utilisation conformément à l'article 3 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- 6<sup>o</sup> en cas de soumission volontaire aux dispositions du chapitre IV.

§ 3. Pour vérifier si la cession fait naître d'office les obligations visées à l'article 18, le notaire consulte la banque de données de l'état des sols.

§ 4. Toute cession faisant naître d'office les obligations visées à l'article 18 est irréfragablement réputée conclue sous condition suspensive de :

- la réalisation d'une étude d'orientation par un bureau agréé, permettant notamment de déterminer la présence d'une éventuelle pollution du terrain;
- le cas échéant, l'obligation de réaliser une étude de caractérisation;
- et, si l'assainissement s'impose, de ce que le coût de celui-ci, cumulé aux mesures de sécurité voire de suivi, n'excède pas un montant arrêté entre les cocontractants et à défaut, un montant au moins équivalent à cinq douzièmes du prix de cession ou de la contrepartie de celle-ci ou à défaut, de la valeur vénale du terrain concerné telle que fixée dans les déclarations fiscales de l'acte.

§ 5. Sauf stipulation contraire, la durée de cette condition suspensive est réputée conclue pour deux ans à dater de la formation du contrat et, à défaut de preuve de celle-ci, la date de signature du premier instrumentum; à l'échéance du délai assigné à cette condition, la cession est annulable à la demande du cessionnaire ou du Gouvernement, si une des obligations énoncées aux articles 18, 1<sup>o</sup>, a et b, ainsi qu'au § 1<sup>er</sup> du présent article a été méconnue, sous réserve de l'application du § 6.

§ 6. Postérieurement à la réalisation de l'étude de caractérisation, le Gouvernement peut, à la demande de toutes les parties, confirmer la cession et, s'il échet, lui conférer un caractère définitif, moyennant la constitution par le cédant dans les mains du notaire instrumentant du gage visé au § 7.

§ 7. Dans l'hypothèse visée au § 6, l'administration est habilitée à autoriser la constitution d'un gage de titres ou de sommes tel que régi par la loi du 15 décembre 2004 sur les sûretés financières, ou d'une hypothèque destinés à couvrir le coût de l'assainissement, le cas échéant, cumulé aux mesures de sécurité voire de suivi, en ce compris les frais afférents à la constitution de ces sûretés, dans les mains du notaire instrumentant, dont il fixe le montant.

Le gage visé à l'alinéa précédent est constitué par le seul dépôt sur un compte rubriqué au nom du cédant, en l'étude du notaire instrumentant. Le notaire libère les titres ou les sommes concernés, à première demande du Gouvernement, sans que le cédant ne puisse faire valoir un motif d'opposition à la libération du gage.

L'inscription, le renouvellement, la réduction et la radiation totale ou partielle de l'hypothèque visée à l'alinéa premier sont opérés conformément aux dispositions des chapitres IV et V de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire.

§ 8. En cas de cession faisant naître d'office les obligations visées à l'article 18, la mise en œuvre desdites obligations ainsi que la prise en charge des frais afférents à celles-ci incombent au cédant et, en cas de partage, à la masse, sans préjudice des recours contre les titulaires des obligations désignés à l'article 22 et sous réserve de l'application de l'article 19.

### Section 3. — Titulaires des obligations

#### Sous-section 1<sup>re</sup> — Identification des titulaires

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Les titulaires des obligations visées à l'article 18 sont, le cas échéant simultanément :

- 1<sup>o</sup> celui qui, conformément à l'article 19, fait application des dispositions du chapitre IV;
- 2<sup>o</sup> l'auteur ou l'auteur présumé de la pollution du sol ou de l'abandon de déchets désigné par l'administration;
- 3<sup>o</sup> l'exploitant au sens de l'article D.94, 6<sup>o</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :
  - a) lorsqu'aucun auteur ou auteur présumé ne peut être identifié ou tous les auteurs présumés sont difficilement identifiables;
  - b) lorsqu'aucun auteur ou auteur présumé ne peut se voir imputer la responsabilité ou lorsque la responsabilité de tous les auteurs est difficile à établir;
  - c) lorsque l'auteur ou l'auteur présumé est insolvable ou dispose de sûretés financières insuffisantes;
- 4<sup>o</sup> à défaut, le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire, l'usufruitier, le lessee du terrain désigné par l'administration :
  - a) lorsqu'aucun autre titulaire ne peut être identifié ou est difficilement identifiable;

b) lorsque tout autre titulaire est insolvable ou dispose de sûretés financières insuffisantes.

§ 2. Lorsqu'une société de droit public est chargée de réaménager un site au sens de l'article 167, 2°, du CWATUPE, en cas de menace grave et à défaut pour le responsable de la pollution d'avoir assaini lui-même, la société de droit public peut être chargée par le Gouvernement d'en réaliser, le cas échéant, l'assainissement conformément au présent décret.

§ 3. Si le titulaire des obligations visées à l'article 18 est failli, saisi ou en règlement collectif de dettes, l'accomplissement des démarches liées aux obligations prévues par cette disposition, est respectivement initié d'office par :

- le curateur, pour compte de la masse;
- le notaire commis, pour compte des créanciers saisissant;
- le médiateur, pour compte de la personne bénéficiant de la médiation de dette.

Les dettes afférentes à l'accomplissement de l'étude d'orientation, l'étude de caractérisation, l'assainissement, ainsi que les mesures de sécurité et de suivi, en ce compris les frais afférents à la constitution des sûretés visées à l'article 21, sont à charge de la masse.

§ 4. Le Gouvernement dispose d'un privilège général sur tous les biens meubles des titulaires des obligations visées à l'article 18 et peut constituer une hypothèque légale sur tous les biens de ces personnes. Le privilège prend rang immédiatement après les privilèges visés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851.

#### Sous-section 2. — *Motifs d'exonération*

**Art. 23.** Est exonéré des obligations visées à l'article 18 le titulaire qui démontre qu'un tiers s'est substitué à lui dans les conditions suivantes :

1° le tiers s'est engagé formellement, inconditionnellement et irrévocablement à exécuter toutes les obligations du titulaire;

2° l'administration a donné acte au tiers suivant les modalités prévues à l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

3° le tiers a fourni la sûreté éventuellement requise du titulaire.

Si le tiers qui s'est substitué au titulaire est une organisation d'assainissement du sol agréée par le Gouvernement aux conditions et selon la procédure qu'il détermine, cette organisation soumet annuellement à l'autorisation de l'administration un programme d'investigation et d'assainissement qui comprend la liste, la priorité et les dates de réalisation des investigations et assainissements qu'elle s'engage à respecter.

Est également exonéré des obligations visées à l'article 18 le titulaire désigné conformément à l'article 22, § 1<sup>er</sup>, 2°, 3° ou 4°, lorsqu'il remplit les conditions visées aux articles 24 et 25.

**Art. 24.** Sans préjudice de l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, pour bénéficier de l'exonération visée à l'article 23, alinéa 3, l'auteur ou l'auteur présumé de la pollution du sol ou de l'abandon de déchets ou l'exploitant au sens de l'article D.94, 6° du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement démontre se trouver dans l'un des cas suivants :

1° la pollution du sol ou l'abandon de déchets sont dus au fait d'un tiers à l'exclusion d'un cessionnaire de permis, en dépit des mesures de sécurité appropriées prises par l'auteur ou l'auteur présumé;

2° il a obtenu préalablement un document de l'autorité publique compétente attestant la bonne exécution d'un assainissement en application des dispositions de la législation en matière de permis d'environnement, de déchets, d'eaux souterraines, de carrières ou de terrils;

3° il n'a pas commis de faute ou de négligence et la pollution ne constituait pas une menace grave en l'état des connaissances scientifiques et techniques au moment où la pollution a été générée;

4° il apporte la preuve qu'il n'a pas commis de faute ou de négligence et que le dommage causé à l'environnement est dû à une émission ou un événement postérieur au 30 avril 2007, expressément autorisé et respectant toutes les conditions liées à une autorisation ou un permis qui est d'application à la date de l'émission ou de l'événement.

**Art. 25.** Sans préjudice de l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, pour bénéficier de l'exonération visée à l'article 23, alinéa 3, le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire, l'usufruitier, le lessee du terrain démontre se trouver dans l'un des cas suivants :

1° la présence des polluants est la résultante d'une migration en provenance de l'extérieur;

2° un certificat de contrôle du sol a été délivré;

3° il a obtenu préalablement un document de l'autorité publique compétente attestant la bonne exécution d'un assainissement en application des dispositions de la législation en matière de permis d'environnement, de déchets, d'eaux souterraines, de carrières ou de terrils;

4° il n'a pas commis de faute ou de négligence et la pollution ne constituait pas une menace grave en l'état des connaissances scientifiques et techniques au moment où la pollution a été générée;

5° il apporte la preuve qu'il n'a pas commis de faute ou de négligence et que le dommage causé à l'environnement est dû à une émission ou un événement expressément autorisé et respectant toutes les conditions liées à une autorisation ou un permis qui est d'application à la date de l'émission ou de l'événement, délivré après le 30 avril 2007 conformément à une réglementation visée à l'annexe I<sup>re</sup> de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement pour l'exploitation d'une activité qui y est énumérée.

**Art. 26.** La procédure d'exonération se déroule comme suit :

1° dans les soixante jours à dater de la notification de la décision de l'administration visée à l'article 20, le titulaire adresse à l'administration une demande d'exonération motivée accompagnée de tout document justificatif qu'il juge utile; ce délai est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août et entre le 24 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier;

2° à peine d'irrecevabilité de sa demande, le titulaire, en informe simultanément le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire, l'usufruitier, le lessee et, s'il échet, l'exploitant au sens de l'article D.94, 6° du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement et en apporte la preuve à l'administration;

3° le titulaire et, le cas échéant, l'exploitant au sens de l'article D.94, 6° du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire, l'usufruitier ou le lessee sont entendus, à leur demande, par l'administration;

4° l'administration indique dans sa décision, le cas échéant, les raisons pour lesquelles elle considère que l'assainissement réalisé en application d'une autre législation environnementale constitue un assainissement approprié au regard des objectifs du présent décret;

5° l'administration notifie sa décision au titulaire et, le cas échéant, à l'exploitant au sens de l'article D.94, 6° du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, au propriétaire, à l'emphytéote, au superficiaire, à l'usufruitier, ou au lessee dans les nonante jours à dater de la réception de la demande visée au 1° ou, en cas d'audition du titulaire, dans les trente jours à dater de celle-ci. A défaut, le titulaire peut adresser une mise en demeure de statuer. Si l'administration ne notifie pas sa décision sur la demande d'exonération dans les trente jours de la réception de la mise en demeure, la demande est réputée être rejetée.

Le dépôt de la demande d'exonération suspend les obligations de l'article 18 jusqu'à décision de l'administration.

#### CHAPITRE IV. — *Déroulement des investigations et de l'assainissement du terrain*

##### *Section 1<sup>re</sup> — Laboratoires et experts*

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. La réalisation d'une étude d'orientation, d'une étude de caractérisation, d'un projet d'assainissement et la surveillance d'actes et travaux d'assainissement du terrain est effectuée par un expert agréé conformément au présent décret.

Les analyses prévues par le présent décret sont réalisées par des laboratoires agréés.

Le Gouvernement peut établir les modalités relatives aux prélèvements d'échantillons.

§ 2. Le Gouvernement détermine les conditions auxquelles est subordonnée la délivrance d'un agrément.

Ces conditions portent en tout cas sur :

1° les compétences que doit présenter le demandeur;

2° les moyens techniques dont il dispose;

3° les garanties morales requises.

**Art. 28.** La demande d'agrément est, sous peine d'irrecevabilité, envoyée à l'administration au moyen du formulaire arrêté par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine le contenu de la demande.

La demande d'agrément de laboratoire comporte une enquête technique et un audit réalisés par l'ISSeP.

Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, la demande d'agrément est envoyée cent-vingt jours avant le terme de l'agrément en cours.

**Art. 29.** L'administration envoie par lettre recommandée à la poste ou par envoi conférant date certaine au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'agrément dans un délai de trente jours à dater du jour où elle reçoit cette demande.

Si la demande est incomplète, l'administration indique au demandeur les documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour fournir à l'administration les compléments demandés par envoi recommandé ou par envoi conférant date certaine.

Dans les trente jours suivant la réception des compléments, l'administration envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si l'administration estime une seconde fois que la demande est incomplète, elle la déclare irrecevable. Si la demande est irrecevable, l'administration indique au demandeur, dans les conditions et délais prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou, le cas échéant, dans le délai prévu à l'alinéa 2, les motifs de l'irrecevabilité.

Si l'administration n'a envoyé au demandeur aucune décision dans les conditions et délais prévus à l'alinéa 3, la demande est considérée comme recevable et l'instruction est poursuivie.

**Art. 30.** L'administration envoie sa décision par lettre recommandée à la poste ou par envoi conférant date certaine au demandeur dans un délai de soixante jours à dater :

1° du jour où elle a envoyé sa décision attestant le caractère recevable de la demande;

2° à défaut, à dater du jour suivant le délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision sur le caractère recevable de la demande.

A défaut d'envoi dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'agrément est censé être refusé.

**Art. 31.** La durée de l'agrément est limitée à cinq ans renouvelables. L'agrément contient un numéro qui figure sur tout document que son titulaire adresse à l'administration.

**Art. 32.** En cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément dont le contenu est déterminé par le Gouvernement, le titulaire de l'agrément en avise immédiatement l'administration.

Si celle-ci juge que les modifications indiquées sont de nature à justifier une modification, une suspension ou un retrait de l'agrément, elle en fait part, dans les trente jours, au titulaire de l'agrément.

Le titulaire de l'agrément dispose, à dater de la réception de ce courrier, d'un délai de soixante jours pour notifier à l'administration les mesures qu'il envisage de prendre pour donner suite aux observations de celle-ci.

**Art. 33.** L'administration peut, lorsqu'elle juge un ou plusieurs rapports ou études insuffisants ou incomplets, adresser au titulaire de l'agrément un avertissement. Sa décision est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par envoi conférant date certaine.

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. L'agrément peut être suspendu ou retiré :

1° si les conditions d'agrément ne sont plus remplies;

2° si les prestations fournies par le titulaire de l'agrément sont considérées par l'administration comme de qualité manifestement insuffisante;

3° si les règles imposées par le Gouvernement au titulaire de l'agrément ne sont pas respectées.

§ 2. Si l'administration a l'intention de suspendre ou de retirer un agrément, elle en informe par voie recommandée ou par envoi conférant date certaine le titulaire en :

1° précisant les motifs de suspension ou de retrait;

2° indiquant la durée de la suspension de l'agrément;

3° invitant le titulaire de l'agrément à faire valoir ses observations dans un délai de quinze jours à dater de la notification de la lettre l'informant de l'intention de suspendre ou de retirer l'agrément.

En cas de suspension, elle précise la durée de celle-ci.

§ 3. L'administration envoie sa décision statuant sur la suspension ou le retrait au titulaire de l'agrément par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par envoi conférant date certaine dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la notification de la lettre visée au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

En cas de suspension, elle précise la durée de celle-ci.

**Art. 35.** Le demandeur peut introduire un recours auprès du Gouvernement contre la décision ou l'absence de décision visée à l'article 30 ou contre la décision visée à l'article 34, § 3.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est adressé au Gouvernement par lettre recommandée à la poste ou toute autre modalité conférant date certaine dans un délai de vingt jours à dater du jour de la réception de la décision ou de l'échéance endéans laquelle elle aurait dû intervenir. Ce délai est suspendu du 16 juillet au 15 août.

Le Gouvernement notifie sa décision dans un délai de trente jours à dater de la réception du recours.

A défaut de notification dans le délai susvisé, le recours est rejeté.

**Art. 36.** Le Gouvernement peut fixer des conditions auxquelles des personnes physiques ou morales disposant d'un agrément ou d'un titre équivalent pour exercer des activités similaires à celles prévues à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, dans une autre Région ou dans un autre État membre de l'Union européenne peuvent être assimilées aux personnes disposant d'un agrément en tant qu'expert au titre du présent décret.

## Section 2. — Des investigations

### Sous-section 1<sup>re</sup> — Etude d'orientation

**Art. 37.** L'étude d'orientation a pour objectif de vérifier la présence éventuelle d'une pollution du sol et de fournir, le cas échéant, une première description et estimation de l'ampleur de cette pollution.

**Art. 38.** L'étude d'orientation est envoyée par le titulaire, en trois exemplaires, à l'administration, dans les nonante jours de la survenance de l'élément générateur des obligations visées à l'article 18. Si l'élément générateur est une décision de l'administration, ce délai court à dater de sa notification.

Elle comporte :

1° des renseignements généraux et notamment les données éventuelles relatives au terrain concerné reprises dans la banque de données de l'état des sols et les valeurs applicables, en ce compris les concentrations de fond reprises dans la carte régionale des concentrations de fonds;

2° un historique du site et de l'exploitation en cours;

3° des renseignements pédologiques, géologiques, hydrologiques et hydrogéologiques;

4° des informations relatives aux stratégies et plans d'échantillonnage, aux forages, aux prélèvements et au conditionnement des échantillons, ainsi qu'aux méthodes et résultats d'analyse;

5° des recommandations quant aux mesures de sécurité à mettre éventuellement en place;

6° une analyse concernant la nécessité ou non de procéder à une étude de risque;

7° les conclusions et propositions de l'expert. Si l'expert propose des mesures de sécurité, elles sont prises par le titulaire d'obligations sans attendre la décision de l'administration statuant sur l'étude;

8° des éventuelles propositions de concentrations de fonds;

9° le cas échéant, une proposition de certificat de contrôle du sol.

Le Gouvernement peut préciser le contenu de l'étude d'orientation.

Le rapport et une synthèse des données sont fournis également sur support informatique selon les modalités définies par l'administration.

Sur demande motivée, l'administration peut proroger le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 39.** Dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'étude d'orientation, l'administration envoie au titulaire sa décision statuant sur l'étude.

Cette décision conclut soit :

1° à la non-conformité de l'étude si le contenu de celle-ci ne répond pas à l'objectif visé à l'article 37 ou ne comprend pas les éléments visés à l'article 38, alinéa 2;

2° à l'imposition d'un complément à l'étude;

3° qu'aucune autre investigation n'est nécessaire;

4° à la nécessité de réaliser une étude de caractérisation si, pour une ou plusieurs des substances analysées, les valeurs seuil ou les valeurs particulières, pondérées par les concentrations de fond, sont dépassées. Dans ce cas, elle peut en outre :

a) imposer des mesures de sécurité jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'étude de caractérisation;

b) imposer au titulaire dans le délai qu'elle fixe la constitution d'une sûreté financière suivant les modalités prévues à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

c) imposer la réalisation d'une étude de risque.

5° à la nécessité de réaliser un projet d'assainissement en cas de dépôt de déchets au sens du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, si les valeurs seuil ou les valeurs particulières ne sont pas dépassées en périphérie des déchets, auquel cas l'administration détermine le délai dans lequel ce projet d'assainissement doit lui être soumis.

Dans ce cas, elle peut en outre :

a) imposer des mesures de sécurité jusqu'à ce qu'il soit statué sur le projet d'assainissement;

b) imposer au titulaire dans le délai qu'elle fixe la constitution d'une sûreté financière suivant les modalités prévues à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

c) conclure à la nécessité de réaliser une étude de risque.

6° à la nécessité d'étendre les limites du terrain potentiellement pollué. Le cas échéant, pendant la période nécessaire à la réalisation de l'étude d'orientation complémentaire et à l'envoi de la décision de l'administration sur cette étude d'orientation complémentaire, la procédure est suspendue.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 3°, un certificat de contrôle du sol qui impose, le cas échéant, des mesures de sécurité ou des mesures de suivi est annexé à la décision. L'administration adresse le même jour un certificat de contrôle du sol au propriétaire s'il n'est pas le titulaire.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la décision est censée être arrêtée suivant les conclusions de l'étude d'orientation. Un recours est ouvert conformément au chapitre V.

**Art. 40.** Si l'administration impose un complément à l'étude conformément à l'article 39, alinéa 2, 2°, elle précise le délai endéans lequel le complément lui est adressé. Elle envoie sa décision dans un délai de trente jours à dater du jour de la réception du complément.

**Art. 41.** Aucune étude d'orientation n'est réalisée sur le terrain concerné lorsque :



1° une étude d'orientation telle que visée aux articles 37 et 38 a déjà été effectuée sur le terrain moins de deux ans avant le jour de la survenance de l'élément générateur de l'obligation de réaliser une telle étude;

2° des actes et travaux d'assainissement en application d'un plan de réhabilitation tel que visé à l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou de l'article 35, § 2, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne, ou d'un plan d'assainissement tel que visé à l'article 681bis/67 du RGPT ou d'un plan de remise en état pris en application de l'article 71 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, sont en cours de réalisation;

3° l'administration dispense de réaliser une telle étude, soit sur demande du titulaire de l'obligation, soit d'initiative. Dans ce cas, la décision de l'administration expose les motifs pour lesquels elle considère qu'une telle étude n'est pas nécessaire. Les articles 42 et suivants sont d'application.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, l'administration peut imposer une étude d'orientation s'il apparaît que des éléments significatifs sont intervenus et que ceux-ci n'ont pas été ou n'ont pas pu être pris en considération lors de la réalisation de la précédente étude, des actes et travaux d'assainissement ou de la délivrance du certificat de contrôle du sol. Dans les trente jours de la réception de ladite étude, l'administration peut modifier ou abroger la décision visée aux articles 39, 40, 45 et 67, § 3.

*Sous-section 2. — Etude de caractérisation*

**Art. 42.** L'étude de caractérisation a pour objectifs de :

1° connaître de manière exacte la nature et le niveau de la pollution et, le cas échéant, établir si elle constitue une menace grave;

2° déterminer la nécessité d'assainir ainsi que les délais dans lesquels l'assainissement devrait être réalisé;

3° fournir les éléments nécessaires à la réalisation des actes et travaux d'assainissement en :

a) délimitant les poches de pollution et le volume du terrain à assainir;

b) délimitant le volume et le pourtour des eaux souterraines à assainir.

**Art. 43.** L'étude de caractérisation décrit et localise de façon détaillée la pollution du sol afin de permettre à l'administration de se prononcer sur la nécessité et les modalités d'un assainissement du terrain.

Dans un délai de nonante jours à dater de la réception de la décision visée à l'article 39, alinéa 2, 4°, ou, à défaut, de l'écoulement du délai prévu à l'article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, l'étude de caractérisation est adressée à l'administration, en trois exemplaires.

Sur demande motivée, l'administration peut :

1° proroger le délai visé à l'alinéa 2;

2° permettre le phasage de l'étude de caractérisation en plusieurs études partielles concernant les poches distinctes de pollution.

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. L'étude de caractérisation comporte un rapport et, le cas échéant, une étude de risque.

§ 2. Le rapport contient en tout cas :

1° l'analyse des conclusions de l'étude d'orientation et l'inventaire des connaissances actuelles du site;

2° la description de la stratégie d'investigation;

3° le rapport des travaux d'observation et d'analyse;

4° un tableau récapitulatif séparé d'analyse des échantillons du sol et d'eau souterraine;

5° l'examen de la nécessité de procéder à l'assainissement du terrain;

6° les différents procédés techniques d'assainissement envisageables au regard des objectifs de l'assainissement visés aux articles 50 à 52;

7° le cas échéant, la partie du terrain affectée d'une pollution nouvelle et celle affectée d'une pollution historique;

8° les recommandations quant aux mesures de sécurité ou aux mesures de suivi éventuellement à mettre en place;

9° les recommandations quant aux délais endéans lesquels les travaux d'assainissement doivent être entamés et terminés;

10° l'estimation du coût d'établissement du projet d'assainissement;

11° les objectifs de l'assainissement;

12° les conclusions et propositions de l'expert.

Le Gouvernement peut préciser le contenu de l'étude de caractérisation.

Le rapport et une synthèse des données sont fournis également sur support informatique, selon les modalités définies par l'administration.

§ 3. L'étude de risque détermine en vue, notamment, d'identifier une éventuelle pollution du sol constituant une menace grave :

1° le niveau de risque encouru pour la santé de l'homme et la qualité de l'environnement, eu égard notamment à la mobilité éventuelle des polluants et à l'usage du terrain;

2° la nécessité et l'urgence de l'assainissement et, dans l'affirmative, les recommandations quant aux dates auxquelles les actes et travaux d'assainissement doivent être entamés et terminés;

3° les recommandations quant aux mesures de sécurité ou aux mesures de suivi éventuelles.

Le rapport d'étude de risques contient les propositions et recommandations de l'expert.

§ 4. Lorsque l'expert conclut qu'aucun assainissement n'est requis, le rapport propose des valeurs particulières et un certificat de contrôle du sol.

**Art. 45.** Dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'étude de caractérisation, l'administration envoie au titulaire sa décision statuant sur l'étude de caractérisation.

Cette décision peut soit :

1° conclure à la non-conformité de l'étude si le contenu de celle-ci ne répond pas à l'objectif visé à l'article 42 ou ne comprend pas les éléments visés à l'article 44;

2° imposer un complément à l'étude;

3° conclure qu'aucune autre investigation n'est nécessaire et que l'assainissement n'est pas requis;

4° conclure à la nécessité de réaliser un assainissement;

5° conclure à la nécessité d'étendre les limites du terrain dans lequel le sol est pollué ou la zone dans laquelle des déchets ont été abandonnés. Le cas échéant, pendant la période nécessaire à la réalisation de l'étude d'orientation complémentaire et pendant la période nécessaire à la réalisation de l'étude de caractérisation complémentaire, ainsi qu'à l'envoi de la décision de l'administration sur cette étude d'orientation complémentaire et sur cette étude de caractérisation complémentaire, la procédure est suspendue.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 3° :

- la sûreté éventuellement constituée est libérée;
- en cas de dépassement des valeurs d'intervention, la décision prescrit des mesures de sécurité ou de suivi;
- un certificat de contrôle du sol est annexé à la décision qui détermine les valeurs particulières et qui prescrit, le cas échéant, des mesures de sécurité ou de suivi. L'administration adresse le même jour un certificat de contrôle du sol au propriétaire s'il n'est pas le titulaire.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 4°, la décision détermine le délai dans lequel le projet d'assainissement est réalisé et déposé auprès de l'administration. Cette décision mentionne, le cas échéant, si le projet d'assainissement est suivi par un organisme de contrôle.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la décision est censée être arrêtée suivant les conclusions de l'étude d'orientation. Un recours est ouvert conformément au chapitre V.

**Art. 46.** Aucune étude de caractérisation n'est réalisée sur le terrain concerné lorsque :

1° une étude de caractérisation telle que visée aux articles 42 à 44 a déjà été effectuée sur le terrain moins de deux ans avant le jour de la survenance de l'élément générateur de l'obligation de réaliser une telle étude;

2° des actes et travaux d'assainissement en application d'un plan de réhabilitation tel que visé à l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou de l'article 35, § 2, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne ou d'un plan d'assainissement tel que visé à l'article 681bis/67 du RGPT ou encore d'un plan de remise en état pris en application de l'article 71 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement sont en cours de réalisation;

3° l'administration juge que les objectifs de l'étude de caractérisation tels que visés à l'article 42 sont rencontrés au terme de l'étude d'orientation et dispense de réaliser une telle étude, soit sur demande du titulaire de l'obligation, soit d'initiative. Dans ce cas, la décision de l'administration expose les motifs pour lesquels elle considère qu'une telle étude n'est pas nécessaire. Les articles 47 et suivants sont d'application.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'administration peut imposer une étude de caractérisation s'il apparaît que des éléments significatifs sont intervenus et que ceux-ci n'ont pas été ou n'ont pas pu être pris en considération lors de la réalisation de la précédente étude, des actes et travaux d'assainissement ou de la délivrance du certificat de contrôle du sol.

### Section 3. — De l'assainissement des terrains

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Des cas dans lesquels l'assainissement est requis

**Art. 47.** Si le terrain fait l'objet d'une pollution nouvelle, un assainissement est requis si l'étude de caractérisation révèle que, suivant le cas :

1° pour les terrains pollués qui ont fait l'objet d'un certificat de contrôle du sol visé aux articles 39, 45 et 67 assorti de valeurs particulières, les valeurs particulières à respecter sont dépassées pour au moins un des paramètres analysés;

2° pour les autres terrains pollués, les valeurs seuil pondérées par les concentrations de fond, déterminées en exécution de l'article 8, applicables à ceux-ci, sont dépassées pour au moins un des paramètres analysés.

**Art. 48.** Si le terrain fait l'objet d'une pollution historique, un assainissement est requis si, simultanément :

1° l'étude de caractérisation révèle que les valeurs seuil, pondérées par les concentrations de fond, sont dépassées pour au moins un des paramètres analysés;

2° la décision de l'administration indique que la pollution du sol constitue une menace grave.

Si la pollution historique ne requiert pas d'assainissement et qu'il y a dépassement des valeurs d'intervention pour au moins un des paramètres analysés, le terrain fait l'objet de mesures de sécurité ou de mesures de suivi.

**Art. 49.** Les dispositions relatives à chaque type de pollution sont d'application respectivement là où les deux types de pollution ont pu être distingués.

A défaut, les dispositions relatives à la pollution nouvelle sont d'application.

#### Sous-section 2. — Des objectifs de l'assainissement

**Art. 50.** L'assainissement d'un terrain affecté d'une pollution nouvelle restaure le sol, pour les polluants qui dépassent les valeurs seuil, au niveau des valeurs de référence pondérées par les concentrations de fond ou, à défaut, au niveau le plus proche de ces valeurs que les meilleures techniques disponibles permettent d'atteindre. Dans ce dernier cas, des mesures de réparation complémentaire et compensatoire sont prises conformément au chapitre II du titre V de la partie VII du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les valeurs à atteindre sont les valeurs particulières fixées dans le certificat de contrôle du sol.

**Art. 51.** L'assainissement d'un terrain affecté d'une pollution historique restaure le sol, pour les polluants qui répondent aux conditions visées à l'article 48, au niveau déterminé par l'administration sur proposition de l'expert.

Ce niveau tend vers les valeurs de référence pondérées par les concentrations de fond et permet au minimum de supprimer l'existence d'une menace grave pour la santé humaine et l'environnement en tenant compte des caractéristiques du terrain.

Ce niveau est fixé au niveau que les meilleures techniques disponibles permettent d'atteindre lorsque le niveau déterminé ne peut être atteint.

**Art. 52.** En cas de dépôt de déchets au sens de l'article 39, alinéa 2, 5°, l'assainissement du terrain vise à l'évacuation complète des déchets et à restaurer le sol affecté par les déchets conformément aux articles 50 et 51.

S'il s'avère impossible de procéder à l'évacuation complète des déchets, l'assainissement vise à permettre un usage déterminé en fonction de la situation de fait et de droit, actuelle ou future, et à supprimer l'existence d'une menace grave pour l'environnement et la santé humaine.

Sous-section 3. — *Des actes et travaux d'assainissement*

**Art. 53.** Un projet d'assainissement déterminant le mode d'exécution de l'assainissement du terrain est adressé à l'administration.

Sans préjudice de l'alinéa 3, ce projet comporte en tout cas :

- 1° les conclusions, propositions et recommandations de l'expert figurant dans l'étude de caractérisation;
- 2° l'identification des polluants décelés dans l'étude de caractérisation dont les concentrations répondent aux critères fixés aux articles 47 et 48, les volumes de sols contaminés par ces polluants et le degré d'urgence de l'assainissement à effectuer;
- 3° un descriptif des différents procédés techniques d'assainissement pertinents accompagnés pour chacun :
  - a) d'une estimation des résultats attendus par référence aux articles 50 à 52;
  - b) d'une estimation de son coût, en ce compris le coût des mesures de suivi éventuelles;
- 4° une justification du procédé d'assainissement ou, le cas échéant, de la combinaison de procédés préconisés par l'expert et des variantes éventuelles;
- 5° une description des travaux, de leur phasage éventuel, des délais dans lesquels ils sont réalisés incluant le mode de traitement ou de transformation des substances ou parties du sol ou bâtiments à enlever à titre temporaire ou définitif;
- 6° la description des mesures qui sont prises pour assurer la sécurité lors de l'exécution des travaux;
- 7° l'impact des actes et travaux d'assainissement du terrain sur les parcelles avoisinantes;
- 8° un descriptif des risques résiduels et le cas échéant, des restrictions d'utilisation, pour l'usage futur du terrain faisant l'objet des actes et travaux;
- 9° les mesures de suivi à prendre après l'assainissement du terrain, le délai pendant lequel elles sont maintenues et une estimation de leur coût;
- 10° une notice des incidences sur l'environnement conformément aux dispositions du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement;
- 11° un résumé non technique des données précitées;
- 12° s'il échet, l'avis de l'organisme de contrôle choisi par le titulaire, concernant les éléments visés aux points précédents.

Le cas échéant, le projet comporte :

- 1° les mesures de sécurité auxquelles seront soumis les terrains après assainissement;
- 2° les mentions précisées par le Gouvernement requises par ou en vertu de l'article 115, alinéa 2, du CWATUPE, des articles 17 et 83 alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- 3° les mesures de réparation complémentaire et compensatoire visées à l'article 51.

Si le projet d'assainissement est réalisé en application de l'article 39, alinéa 2, 5°, en lieu et place des informations visées à l'alinéa 2, 1° et 2°, il comporte :

- les conclusions, propositions et recommandations de l'expert figurant dans l'étude d'orientation;
- la synthèse des travaux d'observation et d'analyse en ce compris l'identification des polluants et les volumes correspondants.

Le rapport et une synthèse des données sont également fournis sur support informatique selon les modalités définies par l'administration.

**Art. 54.** A peine d'irrecevabilité, le projet d'assainissement est introduit en sept exemplaires auprès de l'administration.

**Art. 55.** L'administration envoie sa décision par envoi recommandé à la poste ou par envoi conférant date certaine statuant sur le caractère complet et recevable du projet d'assainissement dans un délai de trente jours à dater du jour où elle reçoit le projet d'assainissement. Si la demande est incomplète, elle adresse, de la même manière, au titulaire un relevé des documents et informations manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

Si l'administration n'a pas envoyé sa décision au titulaire dans ce délai, le projet est considéré comme recevable. La procédure est poursuivie.

**Art. 56.** Dans la décision par laquelle elle déclare le projet d'assainissement complet et recevable, l'administration :

- 1° indique, conformément aux dispositions du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement relatives à l'évaluation des incidences, si le projet est susceptible d'avoir des effets notables sur l'environnement;
- 2° désigne les instances qui doivent être consultées.

**Art. 57.** Le jour où elle envoie au titulaire sa décision attestant le caractère complet et recevable du projet d'assainissement, conformément à l'article 55, l'administration transmet celui-ci pour avis aux différentes instances qu'elle désigne et au collège communal de la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles le projet est envisagé.

Une enquête publique est organisée par la ou les commune(s) concernée(s) selon les modalités définies au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

**Art. 58.** Les instances envoient leur avis dans un délai de trente jours à dater de leur saisine.

A défaut d'envoi d'avis ou de remise contre récépissé, l'avis est réputé favorable.

**Art. 59.** Si une instance consultée souhaite la tenue d'une réunion de concertation des instances consultées et de l'administration, elle en informe l'administration par pli recommandé ou tout autre modalité conférant date certaine dans un délai de 15 jours à dater de la demande d'avis.

Si l'administration souhaite la tenue d'une réunion de concertation, elle en informe de la même manière les instances consultées.

**Art. 60.** Les délais de procédure jusqu'à la prise de décision visée à l'article 61 se calculent :

- à dater du jour où l'administration a envoyé sa décision attestant le caractère recevable du projet;
- à défaut, à dater du jour suivant l'expiration du délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision sur le caractère recevable de la demande.

**Art. 61.** L'administration envoie sa décision statuant sur le projet d'assainissement au titulaire dans un délai de cent vingt jours à dater du jour où elle a envoyé sa décision attestant le caractère recevable du projet.

**Art. 62.** § 1<sup>er</sup>. Si l'administration approuve le projet d'assainissement :

1° elle fixe le délai endéans lequel les actes et travaux d'assainissement doivent être entamés et terminés;

2° elle peut imposer au titulaire :

a) toute condition qu'elle juge utile en vue de s'assurer que le projet d'assainissement rencontre les objectifs du présent décret;

b) toute condition qu'elle juge utile en vue d'éviter que le projet d'assainissement ne puisse, pendant ou après sa réalisation, causer des dangers, nuisances ou inconvénients pour l'homme ou l'environnement;

c) la constitution d'une sûreté suivant les modalités prévues à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement; la sûreté éventuellement constituée en application de l'article 40 est adaptée le cas échéant;

d) la supervision en tout ou en partie des actes et travaux d'assainissement par un organisme de contrôle;

3° elle indique, le cas échéant, les mentions précisées par le Gouvernement requises par ou en vertu de l'article 133 du CWATUPE, de l'article 45 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

§ 2. Si l'administration refuse d'approuver le projet d'assainissement, elle énonce les modifications à apporter au projet en vue d'un nouveau dépôt conformément à l'article 53.

§ 3. Si l'administration ne s'est pas prononcée dans le délai qui lui est imparti, le projet d'assainissement est censé refusé. L'absence de décision dans le délai de cent vingt jours ouvre le droit dans le chef du demandeur à une indemnité forfaitaire de 2.500 euros. Les demandes d'indemnité sont de la compétence des cours et tribunaux.

**Art. 63.** L'approbation du projet d'assainissement vaut permis d'environnement, permis d'urbanisme, permis unique, déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, déclaration urbanistique préalable et enregistrement.

Par dérogation à l'article 53 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à l'article 87 du CWATUPE, l'approbation du projet d'assainissement ne se périmé que pour la partie restante des actes et travaux d'assainissement non exécutés que si ceux-ci n'ont pas été exécutés dans les deux ans qui suivent la date à laquelle ils devaient l'être.

**Art. 64.** Par dérogation aux articles 53 à 63, le titulaire des obligations introduit une demande de permis unique comportant les mentions du projet d'assainissement si sa demande a pour objet soit un projet ou un projet mixte au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, soit des actes et travaux soumis à permis d'urbanisme, comprenant notamment des actes et travaux d'assainissement.

La procédure de demande de permis est instruite conformément aux dispositions du décret du 11 mars 1999 pour les établissements de classe 1. La décision accordant le permis comporte les mentions prévues à l'article 62, § 1<sup>er</sup>, du présent décret. La décision refusant le permis pour des motifs ayant trait à l'assainissement énonce les modifications à apporter au projet en vue d'un nouveau dépôt conforme à l'article 53 du présent décret.

Le permis délivré est exécuté suivant les dispositions du présent décret en ce qu'il tient lieu de décision sur le projet d'assainissement.

Pour les actes et travaux autres que ceux ayant trait à l'assainissement, le délai de péremption visé aux articles 97 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et 87 du CWATUPE, ne court qu'à dater de la réception de l'évaluation finale.

#### Sous-section 4. — *De la surveillance des actes et travaux d'assainissement*

**Art. 65.** Dans le cas visé à l'article 62, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, d, les actes et travaux d'assainissement sont effectués sous la surveillance de l'organisme de contrôle qui a donné son avis sur le projet d'assainissement. L'organisme de contrôle se prononce sur :

- la bonne exécution des actes et travaux d'assainissement;

- la stabilité du terrain assaini;

- les résultats des essais et analyses réalisés par des laboratoires indépendants du titulaire, de l'expert et de l'organisme de contrôle.

En cours d'assainissement, l'organisme de contrôle transmet un rapport sur l'état d'avancement des actes et travaux à l'administration à sa demande.

Dans les soixante jours à dater de la fin des actes et travaux d'assainissement, l'organisme de contrôle transmet à l'administration un rapport d'évaluation des travaux comprenant notamment :

- les résultats des mesures et contrôles effectués;

- toute remarque utile concernant le déroulement des travaux.

**Art. 66.** § 1<sup>er</sup>. Les titulaires de l'obligation de procéder aux actes et travaux d'assainissement informent régulièrement l'administration de l'évolution des actes et travaux et de tout accident ou incident susceptible d'affecter leur bon déroulement.

Le Gouvernement peut fixer le contenu du document relatant l'état d'avancement que communiquent les personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modalités et les échéances suivant lesquelles il est transmis.

§ 2. En cas d'éléments nouveaux apparus après approbation du projet d'assainissement, l'administration peut, soit à la demande du titulaire ou de l'expert ou de l'organisme de contrôle, soit d'initiative, modifier les prescriptions du projet d'assainissement ou celles imposées en vertu de l'article 62, § 1<sup>er</sup>.

Elle envoie au titulaire sa décision par lettre recommandée à la poste ou tout autre modalité conférant date certaine.

**Art. 67.** § 1<sup>er</sup>. A l'issue des actes et travaux d'assainissement, une évaluation finale est effectuée par l'expert ayant établi le projet d'assainissement.

Cette évaluation comprend :

1° les objectifs d'assainissement;

2° les résultats obtenus, en ce compris les valeurs atteintes, avec, dans les cas où les objectifs d'assainissement n'ont pu être atteints, une analyse des risques résiduels;

3° les problèmes rencontrés lors des travaux;

4° les propositions éventuelles de restriction d'utilisation et de mesures de suivi;

5° les propositions éventuelles de travaux complémentaires lorsqu'il apparaît, à l'issue des travaux, que, pour un des paramètres analysés, la valeur fixée dans l'approbation du projet d'assainissement n'est pas atteinte, ainsi que les propositions éventuelles de mesures de sécurité et l'estimation du coût de ces travaux complémentaires;

6° une proposition de certificat de contrôle du sol.

Le rapport d'évaluation et une synthèse des données sont fournis également sur support informatique selon les modalités définies par l'administration.

§ 2. L'évaluation finale est adressée à l'administration en trois exemplaires, par lettre recommandée à la poste ou par envoi conférant date certaine, dans les soixante jours à dater de la fin des actes et travaux d'assainissement.

L'administration peut, si elle l'estime nécessaire, entendre l'expert et, le cas échéant, l'organisme de contrôle.

Après cette audition, elle peut ordonner une contre-expertise si nécessaire.

§ 3. Dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'évaluation finale et, le cas échéant, du rapport de l'organisme de contrôle, sauf contre-expertise ordonnée par l'administration, celle-ci délivre un certificat de contrôle du sol qui :

1° constate que l'assainissement a été effectué conformément aux dispositions du présent décret;

2° détermine les valeurs particulières;

3° impose, le cas échéant, des restrictions d'utilisation ou des mesures de suivi.

L'administration adresse le même jour un certificat de contrôle du sol au propriétaire s'il n'est pas le titulaire.

Dans le même délai, l'administration impose, le cas échéant, des travaux complémentaires à effectuer dans le délai qu'elle détermine et, dans cette hypothèse, les éventuelles mesures de sécurité ainsi que le montant de la sûreté à constituer. Dans ce cas, le certificat de contrôle du sol visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est délivré dans un délai de soixante jours à dater d'une nouvelle évaluation finale.

La sûreté constituée en exécution de l'article 62, § 1<sup>er</sup>, 2°, c., est, suivant le cas, libérée ou adaptée par l'administration dans les nonante jours à dater de la délivrance du certificat de contrôle du sol.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités de cette libération.

#### Section 4. — Dispositions communes aux sections précédentes

**Art. 68.** En cas de pluralité de titulaires, l'administration organise, selon les modalités que le Gouvernement précise, une ou plusieurs réunions de concertation entre ceux-ci.

Les titulaires désignent un mandataire chargé des relations avec l'administration.

L'intervention de l'expert et, le cas échéant, de l'organisme de contrôle et les opérations d'investigation et d'assainissement sont communes à ces titulaires.

**Art. 69.** § 1<sup>er</sup>. Dans sa décision portant sur l'étude d'orientation, l'étude de caractérisation, le projet d'assainissement ou l'évaluation finale, en cas de conflit d'intérêt ou du manque d'indépendance de l'expert considéré, l'administration peut imposer au titulaire de recourir à un expert distinct de celui qui a réalisé l'étude sur laquelle l'administration se prononce pour la suite de la procédure en vue d'assurer la réalisation des objectifs du présent décret.

§ 2. Les autorités publiques régionales sont dispensées de constituer une sûreté dans le cadre de la mise en œuvre du présent décret.

§ 3. Les études d'orientation et de caractérisation sur lesquelles l'administration a rendu une décision sont mises à disposition des autorités publiques sur simple demande sans préjudice de la législation concernant le droit d'accès à l'information environnementale.

§ 4. Pour autant qu'ils soient pertinents et actuels, tout ou partie des résultats et des données obtenus lors d'une étude d'incidences ou d'une étude indicative effectuée précédemment peuvent être intégrés dans l'étude d'orientation. Ceux-ci sont identifiés comme tels dans l'étude.

#### CHAPITRE V. — Recours

**Art. 70.** Un recours contre les décisions visées aux articles 20, 26, 39, 45, 61, 62, 66, § 2 et 67, § 3, est ouvert au titulaire désigné.

Un recours est également ouvert au propriétaire, emphytéote, superficière, lessee ou usufruitier contre les décisions visées à l'article 26 octroyant au titulaire désigné l'exonération.

Le recours est suspensif de la décision contestée.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est adressé au Gouvernement par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé dans un délai de vingt jours à dater du jour de la réception de la décision, ou, en l'absence de décision, du jour suivant le délai qui était imparti à l'administration pour envoyer sa décision.

Ces délais sont suspendus du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 1<sup>er</sup> janvier.

**Art. 71.** Il est créé une commission de recours en matière de gestion des sols.

La commission est composée :

1° d'un président justifiant d'une expérience d'au moins cinq ans dans la magistrature ou en qualité d'avocat;

2° de deux personnes disposant de compétences techniques et d'une expérience reconnues dans les matières traitées;

3° d'un membre de l'administration de l'environnement, porteur d'un diplôme universitaire ou équivalent, présenté par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions;

4° d'un membre de l'administration de l'aménagement du territoire, porteur d'un diplôme universitaire ou équivalent, présenté par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions.

Le Gouvernement nomme pour chaque membre effectif un membre suppléant. Le président suppléant et les membres suppléants siègent lorsque le président effectif ou le membre effectif dont ils assument la suppléance est empêché. Chaque mandat a une durée de cinq ans. En cas de vacance d'un mandat survenue avant son expiration, le successeur est nommé pour la partie restante à courir du mandat.

La commission ne délibère valablement que si le président ou son suppléant et deux membres effectifs ou suppléants dont l'un au moins dispose de compétences techniques et d'une expérience dans les matières traitées sont présents. L'abstention n'est pas permise. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Le président et les autres membres de la commission sont tenus au secret des délibérations.

La commission est assistée d'un secrétaire et de deux secrétaires adjoints, désignés par le Gouvernement. Ceux-ci n'ont pas droit de vote.

Le Gouvernement peut arrêter des modalités complémentaires de fonctionnement de la commission et octroyer des jetons de présence et des indemnités à ses membres.

**Art. 72.** Dans les dix jours de la réception du recours, le Gouvernement transmet :

- 1° au requérant un accusé de réception qui précise la date à laquelle l'audience visée à l'alinéa 2 a lieu;
- 2° à la commission de recours en matière de gestion des sols et, le cas échéant, au propriétaire, à l'emphytéote, au superficiaire, au lessee ou à l'usufruitier du terrain concerné, une copie du recours et de l'accusé de réception précité.

Dans les soixante jours à dater de la réception du recours, le requérant, le délégué du Gouvernement et, le cas échéant, le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire, le lessee et l'usufruitier sont invités à comparaître devant la commission s'ils le demandent ou à la demande de cette dernière.

La commission en dresse le procès-verbal et rend, dans les quinze jours, son avis à l'administration.

A défaut, la procédure se poursuit.

Dans les nonante jours à dater de la réception du recours, le Gouvernement envoie sa décision au requérant et, le cas échéant, au propriétaire, à l'emphytéote, au superficiaire, au lessee ou à l'usufruitier.

A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans le délai visé à l'alinéa précédent, la décision dont recours est confirmée.

#### CHAPITRE VI. — *Des mesures d'office*

**Art. 73.** En l'absence de titulaire ou en cas d'extrême urgence, l'administration a la faculté de pourvoir d'office à l'exécution des obligations visées à l'article 18, pour compte et à charge de qui il appartiendra.

**Art. 74.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque, dans le cadre des investigations menées afin de remplir sa mission visée à l'article 39, § 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, la SPAQuE constate une pollution du sol constituant une menace grave, elle en informe l'administration et met en demeure le titulaire visé à l'article 22 d'introduire un projet d'assainissement conformément aux articles 53 et suivants. Concomitamment, la SPAQuE communique à l'administration et au titulaire une évaluation du coût de l'assainissement validée par un organisme de contrôle.

Dans un délai ne dépassant pas trente jours à compter de la mise en demeure, ce titulaire s'engage formellement à respecter les obligations visées à l'article 18, 1°, c, 2° ou 3°, et constitue une sûreté financière au bénéfice de l'administration suivant les modalités prévues à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement visant à garantir les frais liés à l'exécution d'office du projet d'assainissement.

A défaut, l'administration fait signifier un commandement de payer dans les vingt-quatre heures à peine d'exécution par voie de saisie.

La fourniture d'une sûreté au montant insuffisant, en suite de la signification d'un commandement, ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement étant expiré, l'administration peut faire procéder à saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire.

En outre, le Gouvernement confie à la SPAQuE la réalisation de l'assainissement et, dans ce cadre, peut l'autoriser à exproprier pour cause d'utilité publique le terrain en vue de son assainissement selon les règles prévues par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Au cas où plusieurs titulaires sont concernés, ceux-ci sont tenus solidairement.

§ 2. Après avoir organisé une réunion d'information du public, la SPAQuE introduit auprès du Gouvernement un projet d'assainissement conforme à l'article 53, alinéa 2, toutefois, sans que la SPAQuE soit tenue de recourir à un expert.

Le Gouvernement accuse réception du dossier complet dans les quinze jours de son dépôt. Il consulte le cas échéant les services et instances qu'il juge utile et statue sur le projet d'assainissement dans les nonante jours de l'accusé de réception.

§ 3. En dérogation à l'article 67, l'administration délivre le certificat de contrôle du sol dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'évaluation finale effectuée par un organisme de contrôle et contenant les résultats des analyses que la SPAQuE confie à l'ISSEP au cours de l'exécution des actes et travaux d'assainissement et au terme de celui-ci.

§ 4. Les mesures prises en vertu du présent article valent permis d'environnement, permis unique, permis d'urbanisme, déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et déclaration urbanistique préalable.

Par dérogation à l'article 87 du CWATUPE et à l'article 53 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'approbation du projet d'assainissement ne se périmé que pour la partie restante des actes et travaux de réhabilitation non exécutés si ceux-ci n'ont pas été exécutés dans les deux ans qui suivent la date à laquelle ils devaient l'être.

#### CHAPITRE VII. — *Des infractions*

**Art. 75.** Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui :

- 1° n'exécute pas les obligations visées à l'article 18;
- 2° ne s'acquitte pas de ses devoirs d'information visés à l'article 5.

#### CHAPITRE VIII. — *Subventions*

**Art. 76.** § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder une subvention à toute personne physique ou morale, de droit privé ou de droit public, pour réaliser une étude d'orientation, une étude de caractérisation ou un projet d'assainissement au sens du présent décret.

Cette subvention constitue une aide de minimis au sens du Règlement CE n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides de minimis.

Le montant total des aides octroyées ne peut excéder 100.000 euros sur une période de trois ans, calculé conformément à l'article 2 dudit Règlement.

Lorsque le bénéficiaire de la subvention est une entreprise, c'est-à-dire toute personne morale ou physique offrant sur le marché, des biens ou des services, il s'engage à déclarer, avant l'obtention de la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, toutes aides déjà obtenues au cours des trois dernières années. Pour calculer le montant de la subvention, il est tenu compte des autres aides de minimis, le total des aides ne pouvant dépasser 100.000 euros sur une période de trois ans.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder une subvention à toute personne physique, morale de droit ou d'intérêt public ou morale de droit privé, pour la mise en œuvre du respect des obligations prévues à l'article 18 du présent décret lorsqu'elle porte sur un terrain dont une personne de droit public est propriétaire.

Cette subvention prend la forme d'un euro à une ou plusieurs personnes physiques, morales de droit ou d'intérêt public ou morale de droit privé qui en conviennent et qui investissent trois euros pour cette mise en œuvre.

CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoires et modificatives*

Section 1<sup>re</sup>. — Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

**Art. 77.** L'article 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est complété comme suit :  
"; la remise en état est, pour le sol, celle qui découle des obligations visées à l'article 18 du décret relatif à la gestion des sols".

**Art. 78.** L'article 71, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret est complété par un 4<sup>o</sup> rédigé comme suit :

"4<sup>o</sup> informer le fonctionnaire chargé de la surveillance."

**Art. 79.** L'article 81, § 2, du même décret est complété comme suit :

"Le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire technique sont également compétents pour connaître conjointement des demandes de permis uniques visées à l'article 63 du décret relatif à la gestion des sols."

A l'article 177, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les termes "budget des recettes de la Région wallonne" sont remplacés par les termes "Fonds pour la protection de l'environnement, section incivilités environnementales".

Section 2. — Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement

**Art. 80.** A l'article D.29-1, § 5, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, il est inséré un 4<sup>o</sup> libellé comme suit :

"4<sup>o</sup> les projets d'assainissement au sens du décret relatif à la gestion des sols."

**Art. 81.** A l'article D.49 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, est inséré à la suite :

"d. les projets d'assainissement au sens du décret relatif à la gestion des sols";

Le d. devient e.

**Art. 82.** A l'article D.67, § 3, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, il est inséré, entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, qui devient alinéa 3, un nouvel alinéa 2, rédigé comme suit :

"Lorsque le projet concerne une installation ou une activité reprise sur la liste visée à l'annexe 3 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, la description du projet visée au 1<sup>o</sup> comporte en tout cas :

1<sup>o</sup> des renseignements généraux et notamment les données éventuelles relatives au terrain concerné reprises dans la banque de données de l'état des sols visée à l'article 10 du décret relatif à la gestion des sols et les valeurs applicables, en ce compris les concentrations de fond au sens du même décret;

2<sup>o</sup> un historique du site et, le cas échéant, de l'exploitation en cours;

3<sup>o</sup> des renseignements géologiques, hydrologiques et hydrogéologiques."

A l'article D.88, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, les termes "sauf si elle porte sur les obligations prévues par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols" sont introduits avant le point final.

A l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement le point final est remplacé par un point virgule et cet alinéa est complété comme suit :

"- le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols."

A l'article D.149, § 1<sup>er</sup>, du même livre, le point final est remplacé par un point virgule et il est inséré un 5<sup>o</sup> libellé comme suit :

"5<sup>o</sup> informer l'administration au sens du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols."

L'article D.155 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est complété comme suit :

"§ 4. La citation relative à une infraction au décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols devant le tribunal est transcrite à la conservation des hypothèques de la situation des biens, à la diligence de l'huissier de justice.

La citation contient la désignation cadastrale de l'immeuble objet de l'infraction et en identifie le propriétaire dans la forme et sous la sanction prévue à l'article 12 de la loi du 10 octobre 1913.

Toute décision rendue en la cause est mentionnée en marge de la transcription de la citation ou de l'exploit, selon la procédure prévue par l'article 84 de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire.

§ 5. Le greffier de la juridiction civile ou pénale notifie à l'administration et, le cas échéant, à la SPAQuE, copie des citations à comparaître relatives à des infractions visées à l'article 84 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols devant les juridictions de fond, aussi bien en première instance qu'en appel."

A l'article D.157, § 2, du même livre, le point final est remplacé par un point virgule et ce paragraphe est complété comme suit :

"4<sup>o</sup> à respecter les dispositions du décret relatif à la gestion des sols."

A l'article D.170, § 2, du même livre, le point final est remplacé par un point virgule et il ajouté un 5<sup>o</sup> libellé comme suit :

"5<sup>o</sup> les droits de dossier prévus par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols."

Section 3. — Décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes

**Art. 83.** A l'article 35, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, les termes "plan de réhabilitation" sont remplacés par les termes "projets d'assainissement".

Les deux derniers alinéas du même paragraphe sont supprimés.

**Art. 84.** L'article 35, § 2, alinéa 2, du même décret est remplacé par le texte suivant :

"La présence de déchets visée au présent paragraphe redevient un élément générateur de la taxe si le projet d'assainissement n'est pas approuvé conformément aux dispositions du décret relatif à la gestion des sols sauf dans l'hypothèse visée en son article 62, alinéa 1<sup>er</sup>, si les actes et travaux d'assainissement ne sont pas entamés à la date à laquelle ils doivent l'être conformément aux dispositions du décret relatif à la gestion des sols, si les actes et travaux d'assainissement ne sont pas terminés à la date fixée et si les travaux complémentaires ne sont pas réalisés dans le délai déterminé conformément aux dispositions du décret relatif à la gestion des sols."

## Section 4. — Décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets

**Art. 85.** L'article 2 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets est complété par un 30° rédigé comme suit :  
"30° SPAQuE : Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement".

L'intitulé de la section 4 du chapitre VII du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets est remplacé par l'intitulé suivant : "La SPAQuE";

Les mots "la Société publique" sont remplacés par les mots "La SPAQuE" à l'article 39, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, § 4, alinéa 1<sup>er</sup> et § 5, du même décret;

Les mots "la Société publique visée à l'article 39" sont remplacés par les mots "la SPAQuE" aux articles 20, § 3, alinéa 2 et § 5, 25, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 5, 26, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 33, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 36, 5°, 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 43, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 et 47, § 1<sup>er</sup>.

A l'article 72 du même décret, les termes "société publique à forme commerciale visée à l'article 39" sont remplacés par le terme "SPAQuE".

**Art. 86.** A l'article 39, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les termes "plans de réhabilitation visés aux articles 42 et 47" sont remplacés par les termes "projets d'assainissement visés par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols".

L'article 39, § 3, alinéa 2, du même décret est abrogé.

A l'article 39, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les termes "de l'assainissement au sens du décret relatif à la gestion des sols ou d'une réhabilitation au sens de l'article 167 du CWATUPE" sont insérés entre les termes "l'article 43, § 1<sup>er</sup>, "et" aucun acte".

A l'article 39, § 4, alinéa 2, du même décret, les termes "assainissement ou réhabilitation" sont insérés entre les termes "remise en état" et "constitue".

L'article 39 du même décret est complété par les paragraphes 6 et 7 rédigés comme suit :

"§ 6. La garantie de la Région envers les tiers est accordée à la SPAQuE aux conditions que le Gouvernement wallon détermine, à l'intérêt et à l'amortissement des obligations à émettre par la SPAQuE et aux emprunts à contracter.

Dans les cas de non-remboursement des obligations ou emprunts ou des paiements y afférents, la Région fournit à la SPAQuE les sommes dues aux tiers.

§ 7. Le Gouvernement peut apporter au capital de la SPAQuE des biens immobiliers et des participations propriétés de la Région."

**Art. 87.** L'article 42 du même décret est supprimé.

**Art. 88.** L'article 43 du même décret est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

"§ 5. Le Gouvernement informe l'administration des mesures prises en application du présent article."

## Section 5. — Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie

**Art. 89.** A l'article 85, § 1<sup>er</sup>, 3°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, les termes "visée à l'article 14 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués" sont remplacés par les termes "au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols".

L'article 150bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même Code est complété par un 8° rédigé comme suit :

"8° les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols".

A l'article 167, 2°, du même Code, les termes "assainissement au sens de l'article 2, 10°, sub article 26 du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter ou de rénovation" sont remplacés par les termes "assainissement du terrain au sens de l'article 2, 10°, du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols".

## CHAPITRE X. — Dispositions finales et transitoires

**Art. 90.** Sauf disposition contraire, tout envoi visé dans le présent décret se fait :

1° soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;

2° soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;

3° soit par le dépôt de l'acte contre récépissé.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner une date certaine à l'envoi et à la réception.

L'envoi se fait au plus tard le jour de l'échéance.

Le jour de la réception de l'acte qui est le point de départ n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

**Art. 91.** L'administration ne peut prendre la décision visée à l'article 20 dans les cas suivants :

1° lorsqu'un avis de recevabilité d'un plan de réhabilitation au sens de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou de l'article 35, § 2 du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales, a été délivré avant la date d'entrée en vigueur du présent décret;

2° lorsque la réception par le fonctionnaire technique de la demande d'approbation d'une étude indicative du site au sens de l'article 681bis/67 du titre III du RGPT, est antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 92.** Le plan de réhabilitation introduit en vertu du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales, dont l'avis de recevabilité est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent décret, poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur à la date de l'avis de recevabilité.

Lorsqu'une étude indicative a été introduite en vertu de l'article 681bis/67 du titre III du RGPT et approuvée avant le 31 décembre 2010, les demandes d'approbation de l'étude de caractérisation et du plan d'assainissement du site sont instruites selon les dispositions du RGPT.



**Art. 93.** Pour une période d'un an à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon pris sur pied de l'article 27, § 2, l'agrément en qualité d'expert dans la discipline "pollution du sol et du sous-sol" octroyé selon la procédure visée à l'article 681bis/73 du règlement général pour la protection du travail, telle que modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service, est assimilé à l'agrément en qualité d'expert, au sens des articles 27 à 35.

**Art. 94.** Les demandes de permis requis pour les besoins de l'assainissement du terrain introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traitées selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

**Art. 95.** Les mesures prises en vertu des articles 42, 43 et 47 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en vue de l'assainissement du terrain, ainsi que les mesures de sécurité prises en vertu des mêmes articles avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, sont régies par les dispositions applicables à la date de leur adoption.

L'alinéa 1<sup>er</sup> est également applicable aux mesures de sécurité et aux mesures en vue de l'assainissement du terrain prises en vertu de l'article 71 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Art. 96.** § 1<sup>er</sup>. Dans la mesure où les actes et travaux d'assainissement réalisés dans le cadre d'un plan de réhabilitation en vertu du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes ou d'un plan d'assainissement conformément à l'article 681bis/67 du RGPT qui a été approuvé après l'entrée en vigueur du présent décret, rencontrent les objectifs visés par celui-ci, la décision statuant sur la bonne exécution des actes et travaux d'assainissement est accompagnée d'un certificat de contrôle du sol.

§ 2. S'il s'avère qu'à l'issue d'un plan de réhabilitation ou d'un plan d'assainissement visés au § 1<sup>er</sup>, ses objectifs n'ont pas pu être rencontrés, le ministre peut accorder une prolongation du délai de réalisation, sur proposition motivée de l'administration et qui ne peut être supérieure à la moitié du délai originaire.

**Art. 97.** Un droit de dossier dont le produit est intégralement versé au Fonds pour la protection de l'environnement, section incivilités environnementales, et couvrant les frais administratifs est levé à charge de toute personne physique ou morale en raison de l'obtention d'un certificat de contrôle du sol en application du présent décret.

Le droit de dossier est dû à la date de délivrance par l'administration du certificat de contrôle du sol.

Le droit de dossier s'élève à :

- 250 euros en cas de certificat de contrôle du sol délivré au terme d'une étude d'orientation;
- 500 euros en cas de certificat de contrôle du sol délivré au terme d'une étude de caractérisation;
- 1.000 euros en cas de certificat de contrôle du sol délivré au terme d'un assainissement.

**Art. 98.** Les articles 5, 7, 18 à 26, 28 à 30 du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter sont abrogés.

Dans l'intitulé de ce décret, les termes "à l'assainissement des sols pollués et" sont omis.

**Art. 99.** A l'exception de l'article 21 dont la date d'entrée en vigueur est fixée par le Gouvernement, le présent décret entre en vigueur trois mois après sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 100.** Le Gouvernement présente, au plus tard le 31 décembre, un rapport annuel circonstancié au Parlement concernant l'exécution de ce décret. Le premier rapport sera transmis pour le 31 décembre 2010.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement wallon, (2008-2009).*

*Compte rendu intégral, séance publique du*

*Discussion - Votes.*

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 639

[2009/200642]

## 5. DEZEMBER 2008 — Dekret über die Bodenbewirtschaftung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

## Abschnitt 1 — Zielsetzungen

**Artikel 1** - Vorliegendes Dekret hat zum Ziel, der Bodenverarmung und der Entstehung der Bodenverschmutzung vorzubeugen, die potentiellen Verschmutzungsquellen zu identifizieren, die Untersuchungen zur Ermittlung einer Verschmutzung zu organisieren und die Modalitäten zur Sanierung verschmutzter Böden zu bestimmen.

## Abschnitt 2 — Definitionen

**Art. 2** - Zur Anwendung vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "Boden": die oberflächliche Schicht der Erdkruste, einschließlich des Grundwassers im Sinne des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und der anderen dort vorhandenen Elemente und Organismen;

2° "Schadstoff": Produkt, Zubereitung, Stoff, Abfall, chemische Zusammensetzung, Organismus oder Mikroorganismus, der infolge menschlicher Tätigkeiten entsteht und eine Verschmutzung verursacht;

3° "Bodenverschmutzung": das Vorkommen auf oder in dem Boden von Schadstoffen, die auf direkte oder indirekte Weise der Bodenqualität schaden oder schaden können;

4° "neue Bodenverschmutzung": ab dem 30. April 2007 wegen einer Emission, eines Ereignisses oder eines Vorfalls entstandene Bodenverschmutzung;

5° "historische Bodenverschmutzung": vor dem 30. April 2007 wegen einer Emission, eines Ereignisses oder eines Vorfalls entstandene Bodenverschmutzung;

6° "Bodenverschmutzung, die eine schwerwiegende Gefährdung darstellt":

a) eine Bodenverschmutzung, die angesichts der Bodeneigenschaften und der vom Boden erfüllten Funktionen, der Natur, der Konzentration und des Verbreitungsrisikos der vorkommenden Schadstoffe eine Quelle von Schadstoffen darstellt oder darstellen könnte, die den Menschen, Tieren und Pflanzen übertragen werden könnten, und die menschliche Sicherheit oder Gesundheit, oder die Umweltqualität sicherlich oder wahrscheinlich gefährden;

b) eine Bodenverschmutzung, die die Reserven von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser gefährden könnte;

7° "Grundstück": der Boden, einschließlich der im oder auf dem Boden errichteten Gebäude und Anlagen;

8° "verschmutztes Grundstück": das Grundstück, auf dem die Bodenverschmutzung erwiesen ist;

9° "potentiell verschmutztes Grundstück": Grundstück, wo eine Bodenverschmutzung vermutet wird, insbesondere wegen des Vorkommens oder Vorhandenseins in der Vergangenheit einer identifizierten Aktivität oder Anlage, die eine Bodenverschmutzung hätte verursachen können, oder der noch nicht durch Analysen bestätigten Kenntnis eines besonderen Unfalls oder des Vorhandenseins von Abfällen;

10° "Sanierung des Grundstücks": die Behandlung, Beseitigung, Neutralisierung, Immobilisierung, Begrenzung an einer Stelle der Bodenverschmutzung;

11° "Sicherheitsmaßnahmen": Maßnahmen, einschließlich der Zugangs- und Verwendungsbeschränkungen, mit Ausnahme der Sanierungshandlungen und -arbeiten, die dazu bestimmt sind, die Auswirkungen einer Bodenverschmutzung zu beherrschen oder ihr vorzubeugen;

12° "Folgemaßnahmen": Maßnahmen zur Beherrschung der Risiken und zur Gewährleistung der Wirksamkeit der Sicherheitsmaßnahmen oder der Handlungen und Arbeiten zur Sanierung des Bodens;

13° "die besten verfügbaren Techniken": die wirksamste und fortgeschrittenste Entwicklungsstufe der Anlagen und Aktivitäten und ihrer Planungs-, Bau-, Betriebs- und Instandhaltungsformen im Bereich der Bodensanierung, die die praktische Eignung besonderer Techniken nachweist, grundsätzlich die Grundlage der in Ausführung des vorliegenden Dekrets festgelegten Werte zu bilden, und die darauf abzielt, die Schäden für die menschliche Gesundheit oder die Umweltqualität in ihrer Gesamtheit zu vermeiden und, falls sich dies als unmöglich erweist, diese allgemein zu verringern, unter der Bedingung, dass diese Techniken in einem Maßstab entwickelt werden, der es ermöglicht, sie in dem betreffenden Sektor unter wirtschaftlich und technisch vertretbaren Verhältnissen anzuwenden und dass sie zu vertretbaren Bedingungen zugänglich sind;

14° "Verwaltung": die von der Regierung bestimmte Verwaltungsdienststelle;

15° "Aufsichtsbeamter": der zu diesem Zweck von der Regierung bezeichnete Beamte;

16° "SPAQuE": die "Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement" (öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität) nach Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

17° "Sachverständiger": der Sachverständige im Bereich Bodenbewirtschaftung, der zur Erfüllung der im vorliegenden Dekret vorgesehenen Aufgaben zugelassen ist;

18° "Kontrollstelle": eine unabhängige Einrichtung ohne Aktivitäten im Bereich des Entwurfs oder der Planung und ohne Laboratorium, die damit beauftragt wird, den Entwurf und die Durchführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten zu validieren;

19° "Hintergrundkonzentration": Umgebungskonzentration eines Schadstoffs im Boden; die Umgebungskonzentrationen können auf natürliche geologische Schwankungen oder auf den Einfluss einer allgemein verbreiteten landwirtschaftlichen, industriellen oder städtischen Aktivität hinweisen;

20° "Bezugswert": Richtwert der Hintergrundkonzentrationen an Schadstoffen, die im Boden erwartet werden, wenn keine natürlichen geologischen Schwankungen und kein Einfluss einer allgemein verbreiteten landwirtschaftlichen, industriellen oder städtischen Aktivität bestehen; dieser Wert entspricht grundsätzlich dem durch die Sanierung zu erreichenden Ziel;

21° "Schwellenwert": Schadstoffkonzentration im Boden, die einem Pegel entspricht, bei dessen Überschreitung eine Charakterisierungsstudie vorzunehmen ist; bei einer schwerwiegenden Gefährdung oder neuen Verschmutzung ist ebenfalls eine Sanierung durchzuführen, und müssen ggf. Sicherheitsmaßnahmen oder Folgemaßnahmen getroffen werden;

22° "Eingriffswert": Schadstoffkonzentration im Boden, die einem Pegel entspricht, bei dessen Überschreitung systematisch eingegriffen wird; dieser Eingriff kann ggf. gleichzeitig folgende Formen haben:

- a) Sanierung;
- b) Sicherheitsmaßnahmen;
- c) Folgemaßnahmen;

23° "Sonderwert": infolge einer Orientierungsstudie oder einer Charakterisierungsstudie festgestellter, oder aber infolge einer Sanierung erreichter Wert, der in dem Bodenkontrollschein bestimmt wird;

24° "Bodenkontrollschein": Bescheinigung, deren Mindestinhalt von der Regierung festgelegt wird, und in der der Beschluss, durch den festgestellt wird, dass ein Grundstück Gegenstand einer Orientierungsstudie, einer Charakterisierungsstudie, einer Sanierung oder eines Eingriffs von Amts wegen seitens der SPAQuE in Übereinstimmung mit vorliegendem Dekret gewesen ist, und dass die gemessenen Schadstoffkonzentrationen den Anforderungen des Dekrets und seiner Durchführungserlasse genügen;

25° "CWATUPE": "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'énergie" (Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie);

26° "Abtretung": jeder Akt zur Übertragung, Bildung, Erklärung eines dinglichen Rechts, zum Verzicht auf dieses Recht, zu dessen Verlängerung, sowie die Bildung, Abtretung oder Verlängerung von persönlichen Rechten für mehr als neun Jahre, einschließlich des Immobilienleasings und der Einbringung und Übertragung von Gesellschaftsvermögen, unter Ausschluss der von der Regierung aufgelisteten Urkunden familiärer Art;

27° "ISSeP": das "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes), geschaffen durch das Dekret vom 7. Juni 1990, insbesondere Artikel 4, §3, abgeändert durch das Dekret vom 9. April 1998.

### Abschnitt 3. — Vorbeugung und Information

**Art. 3** - Jede Person ist dazu verpflichtet, die geeigneten Maßnahmen zum Schutz des Bodens und zur Vorbeugung neuer Bodenverschmutzungen zu treffen.

**Art. 4** - Zwecks des Bodenschutzes, der Gewährleistung einer nachhaltigen und umweltschonenden Bodenbenutzung, der Erhaltung und Wiederherstellung der Bodenqualität und der Vorbeugung der Bodendegradierung und -veränderung kann die Regierung bestimmte Maßnahmen treffen zur Regelung:

- der Erdbewegungen und der Bewirtschaftung des ausgehobenen Erdreichs,
- der Benutzung von organischen Stoffen oder Düngemitteln, die dazu bestimmt sind, im Rahmen von landwirtschaftlichen Aktivitäten ausgebracht zu werden, oder von Stoffen oder Substanzen, aus denen sie zusammengesetzt sind.

Zu diesem Zweck kann sie folgende Maßnahmen treffen:

- 1° die Methoden für die Probenahme und Analyse dieser Stoffe oder Substanzen, sowie der Böden, festlegen;
- 2° Laboratorien, Dienstleistungserbringer und Akteure nach von ihr festgelegten Regeln zulassen;
- 3° Verpflichtungen zur Berichterstattung, Datenübermittlung und Bildung einer authentischen Datenbank auferlegen;
- 4° die Ausbringung von organischen Stoffen oder Düngemitteln, die dazu bestimmt sind, im Rahmen von Aktivitäten auf bestimmten Parzellen ausgebracht zu werden, nach einem von ihr festgelegten Verfahren untersagen oder beschränken;
- 5° nach von ihr festgelegten Bedingungen bestimmte Bodenbenutzungen und die Verwendung von organischen Stoffen oder Düngemitteln, die dazu bestimmt sind, im Rahmen von landwirtschaftlichen Aktivitäten ausgebracht zu werden, regeln, unter Beachtung bestimmter Bodenbenutzungsverfahren, einschließlich der Benutzung eines Verwendungsscheins, einer Registrierung oder einer behördlichen Genehmigung;
- 6° nach von ihr festgelegten Bedingungen und Verfahrensregeln die Einführung von aus anderen Staaten oder Regionen stammenden organischen Stoffen oder Düngemitteln, die dazu bestimmt sind, im Rahmen von landwirtschaftlichen Aktivitäten ausgebracht zu werden, untersagen, Bedingungen unterwerfen, oder einschränken, wenn sie feststellt, dass das Absorptionsvermögen des Bodens auf dem ganzen oder einem Teil des Gebiets der Wallonischen Region überschritten ist;
- 7° die Bewirtschaftung der organischen Stoffe organisieren, einschließlich durch eine differenzierte Benutzung je nach ihren Eigenschaften und den Eigenschaften des Aufnahmemilieus;
- 8° die Bewirtschaftung des ausgehobenen Erdreichs organisieren, einschließlich durch eine differenzierte Benutzung je nach seinen Eigenschaften und den Eigenschaften des Aufnahmemilieus;
- 9° die Zulassung der Einrichtungen organisieren, die mit der Bewirtschaftung des ausgehobenen Erdreichs beauftragt sind.

Wer einen Boden ändert oder bewirtschaftet, trägt dafür Sorge, der Erosion vorzubeugen, die die Bodenqualität langfristig gefährden könnte; dazu wendet er geeignete Kultur- und Bewirtschaftungstechniken an, wie z.B. eine erosionsvorbeugende Einrichtung der Parzellen, erosionsvorbeugende Anbautechniken, oder eine geeignete Fruchtfolge.

**Art. 5** - Der Betreiber im Sinne von Artikel D.94, 6° des Buches I des Umweltgesetzbuches und derjenige, der mit der Aufsicht über ein Grundstück betraut wird, in dem die Konzentration der Verschmutzung die in Artikel 47 bis 49 festgelegten Kriterien überschreitet, oder auf dem sich zurückgelassene Abfälle befinden, sind verpflichtet, wenn sie über das Vorhandensein dieser Schadstoffe informiert sind, den Aufsichtsbeamten sowie das Gemeindekollegium der betroffenen Gemeinde(n) unverzüglich darüber zu informieren.

Sobald er selbst darüber informiert ist, hat er ebenfalls die Pflicht, dem Aufsichtsbeamten sowie dem Eigentümer und der bzw. den betroffenen Gemeinden jede Gefahr einer Ausbreitung der Verschmutzung außerhalb des Grundstücks mitzuteilen.

### Abschnitt 4. — Enteignung und Auflagen

**Art. 6** - Auf eigene Initiative oder auf Antrag des Inhabers einer der Verpflichtungen im Sinne von Artikel 18 kann die Regierung die Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken der Immobiliengüter zwecks der Ausführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten an dem Grundstück vornehmen. Gegebenenfalls erfolgt die Enteignung im Namen und für Rechnung des Pflichtigen.

**Art. 7** - Die Grundstücke, die Gegenstand von Ermittlungen, Sicherheitsmaßnahmen oder einer Sanierung sind,

sowie die Nachbargüter, werden mit den Auflagen verbunden, die zur günstigen Abwicklung dieser Handlungen nötig sind, einschließlich des Zugangs, der Verwendungsbeschränkungen, der Ausführung oder Erhaltung von Bauwerken, Handlungen und Arbeiten.

Die Eigentümer und Benutzer dieser Güter werden im Voraus über die Durchführung dieser Maßnahmen informiert.

Den Inhabern dinglicher oder personenbezogener Rechte an diesen Gütern wird keine Entschädigung geschuldet, unbeschadet ihres Einspruchs gegen den Verantwortlichen.

## KAPITEL II. — Werte, Register der Hintergrundkonzentrationen und Datenbank

### Abschnitt 1. — Werte

**Art. 8** - Unbeschadet der Sonderwerte, die in dem Bodenkontrollschein festgelegt werden, werden die folgenden Werte in der Anlage 1 zu vorliegendem Dekret bestimmt:

- die anzuwendenden Bezugswerte unabhängig von der Benutzung des Grundstücks;
- die Schwellenwerte, die Eingriffswerte und ihr Anwendungsbereich aufgrund der aktuellen oder künftigen Sach- und Rechtslage, insbesondere der natürlichen, landwirtschaftlichen, zu Wohnzwecken bestimmten, Freizeit- oder gewerblichen und industriellen Benutzungsart des Grundstücks, so wie in der Anlage 2 zu vorliegendem Dekret bestimmt.

Die Regierung wird dazu befugt, die Anlagen 1 und 2 mittels Begründung durch einen Erlass zu ergänzen und abzuändern. Diese Abänderungen oder Ergänzungen müssen binnen zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten besagten Erlasses durch ein Dekret ratifiziert werden.

Die Regierung kann die Regeln in Bezug auf die Gewichtung der Bezugswerte und der Schwellenwerte durch die Hintergrundkonzentrationen festlegen.

In Abweichung von Absatz 1 ist die natürliche Benutzungsart auf die Grundstücke anwendbar, die sich in einem Natura 2000-Gebiet befinden, und auf die geschützten Grundstücke im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, und ist die landwirtschaftliche Benutzungsart auf die Grundstücke anwendbar, die sich in der Präventivzone eines Grundwasserentnahmebauwerks befinden.

Wenn der Bezugswert, der Schwellenwert und der Eingriffswert für einen Schadstoff nach Absatz 1 weder durch vorliegendes Dekret noch von der Regierung bestimmt worden sind, kann die Verwaltung diese Werte in ihrem Beschluss nach Artikel 61 auf Gutachten der von der Wallonischen Regierung bezeichneten Stellen bestimmen.

### Abschnitt 2. — Hintergrundkonzentrationen

**Art. 9** - Die Verwaltung erstellt und aktualisiert die regionale Karte der Hintergrundkonzentrationen auf der Grundlage der besten verfügbaren Daten, einschließlich derjenigen, die von den Sachverständigen im Rahmen der Orientierungs- oder Charakterisierungsstudien geliefert werden.

Diese Karte wird der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt.

### Abschnitt 3. — Datenbank über den Bodenzustand

**Art. 10** - Die Datenbank über den Bodenzustand umfasst insbesondere:

- 1° Inventare der verschmutzten und möglicherweise verschmutzten Grundstücke;
- 2° Daten betreffend den Boden, über die die Verwaltung verfügt, u.a. anschließend an durchgeführte Orientierungsstudien und Charakterisierungsstudien, oder die sich am Ende von Sanierungshandlungen und -arbeiten auf der Grundlage der abschließenden Bewertungen im Sinne von Artikel 67, § 3, oder anschließend an die Durchführung von ergänzenden Arbeiten im Sinne derselben Bestimmung ergeben;
- 3° die Bodenkontrollscheine für die im Rahmen vorliegenden Dekrets untersuchten oder sanierten Grundstücke, sowie die Dokumente zur Bescheinigung der guten Durchführung einer Sanierung in Anwendung
  - eines Rehabilitierungsplans im Sinne von Artikel 7, § 3, des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region oder von Artikel 35, § 2, des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region;
  - eines Sanierungsplans im Sinne von Artikel 681bis/67 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung;
  - eines Wiederinstandsetzungsplans in Anwendung von Artikel 71 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung oder des Buches I des Umweltgesetzbuchs.

**Art. 11** - Die Verwaltung verwaltet die Datenbank und sorgt für die Einhaltung der Pflicht zur Übermittlung der Informationen an die öffentlichen Behörden und an die Öffentlichkeit.

**Art. 12** - Der Verwaltung steht ein Verwaltungsausschuss bei, der ihr Vorschläge unterbreitet betreffend:

- die Modalitäten betreffend die Führung der Datenbank über den Bodenzustand, sowie die Eingabe und Übermittlung der betreffenden Daten;
- die Informationen, die in jedem Inventar nach Artikel 10 angegeben sind, worunter für jedes im Inventar aufgenommene Grundstück mindestens folgende Informationen stehen:
  - 1° die Katasternummer;
  - 2° die Personalien des Eigentümers, des Erbpächters, des Erbbauberechtigten, des Lessees, des Nutznießers oder des Betreibers des Betriebs, der die Anlage oder die Aktivität enthält;
  - 3° die Daten bezüglich der Bodenqualität, über die die Behörden, Verwaltungsdienststellen oder öffentlichen Akteure, die unter die Zuständigkeiten der Region fallen, verfügen;
- die Fristen innerhalb deren die Inventare angefertigt und den Gemeinden übermittelt werden.

**Art. 13** - Die Zusammensetzung des Verwaltungsausschusses ist die Folgende:

- zwei Vertreter der Umweltverwaltung, von denen einer den Vorsitz des Ausschusses führt;
- zwei Vertreter der Raumordnungsverwaltung;
- zwei Vertreter der SPAQuE;
- ein Vertreter des ISSeP.

Die Regierung ernennt die ordentlichen und stellvertretenden Mitglieder des Verwaltungsausschusses. Sie verabschiedet die Modalitäten für die Arbeitsweise des Verwaltungsausschusses.

Der Verwaltungsausschuss unterbreitet seine innere Dienstordnung der Regierung zur Zustimmung.

Der Verwaltungsausschuss erstellt einen jährlichen Tätigkeitsbericht, den er der Regierung vorlegt. Er übermittelt ihn ebenfalls dem Parlament.

**Art. 14** - Die Behörden, Verwaltungsdienststellen oder öffentlichen Akteure, die unter die Zuständigkeiten der Region fallen, übermitteln der Verwaltung auf den ersten Antrag und nach von ihr bestimmten Modalitäten die Informationen, über die sie verfügen, und aufgrund deren die Inventare aufgestellt werden können.

**Art. 15** - Die Verwaltung schickt den betroffenen Gemeinden die relevanten Informationen zu, und informiert sie dabei über ihre Absicht, die in den Inventaren nach Artikel 10, 1° angegebenen Grundstücke in die Datenbank über den Bodenzustand einzutragen.

Binnen dreißig Tagen nach dem Eingang dieser Informationen übermittelt das Gemeindegremium jeder betroffenen Gemeinde die sie betreffenden Daten:

- 1° den Eigentümern, sowie den Erbpächtern, Erbbauberechtigten, Lessees und Nutznießern,
- 2° den Betreibern der Betriebe von in der Anlage 3 aufgelisteten Anlagen oder Aktivitäten.

Die in Absatz 2 erwähnten Personen lassen ihre Bemerkungen binnen dreißig Tagen nach der in Absatz 2 erwähnten Mitteilung bei der Gemeinde gelten. Mangels dessen wird davon ausgegangen, dass sie keine Einwände haben.

Binnen hundertzwanzig Tagen nach dem Eingang der Informationen der Verwaltung übermittelt das Gemeindegremium der Verwaltung die Bemerkungen der in Absatz 2 erwähnten Personen, die durch die Bemerkungen, die es als nützlich erachtet, und die Informationen, über die es verfügt und zur Ergänzung der Inventare nützlich sein können, ergänzt werden.

Die in den vorigen Absätzen erwähnten Fristen werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 24. Dezember und dem 1. Januar ausgesetzt.

Nachdem die Verwaltung die Bemerkungen untersucht hat, ändert sie ggf. die im Inventar aufgeführten Daten, und ergänzt sie die Datenbank. Gleichzeitig teilt sie den in Absatz 2 erwähnten Personen die Änderungen mit, die an den Daten angebracht worden sind, oder aber die Gründe, weswegen sie diese nicht geändert hat.

**Art. 16** - Die Behörden, Verwaltungsdienststellen oder öffentlichen Akteure, die unter die Zuständigkeiten der Region fallen, tragen ihre Daten direkt in die Datenbank über den Bodenzustand ein und aktualisieren sie mit Angaben aus der Liste der verschmutzten und möglicherweise verschmutzten Grundstücke, von denen sie im Rahmen der Ausübung ihrer Zuständigkeiten Kenntnis haben.

**Art. 17** - Die Verwaltung organisiert den Zugang zur Datenbank über den Bodenzustand unter den Bedingungen und nach den Modalitäten, die in der Gesetzgebung über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt vorgesehen sind.

In Abweichung von Absatz 1 haben der Pflichtige, die Behörden, Verwaltungsdienststellen oder öffentlichen Akteure, die unter die Zuständigkeiten der Region fallen, die Erwerbskomitees, die Notare sowie die Sachverständigen und Kontrollstellen nach von der Regierung festgelegten Modalitäten einen direkten Zugang zu den Informationen bezüglich Grundstücke, die sie betreffen, und die in der Datenbank über den Bodenzustand aufgenommen sind.

Die in der Datenbank aufgenommenen Informationen sind bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend.

Binnen dreißig Tagen nach dem Akt informiert der amtierende Notar die Verwaltung über jede Abtretung eines Grundstücks, das in der Datenbank über den Bodenzustand aufgenommen ist. Diese Information wird nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten mitgeteilt.

### KAPITEL III. — Begründende Tatbestände und Pflichtige

#### Abschnitt 1. — Allgemeines

**Art. 18** - In vorliegendem Kapitel werden die Tatbestände, die die folgenden Pflichten begründen, und die Inhaber dieser Pflichten (die Pflichtigen) bestimmt:

1° gemäß den Bestimmungen von Abschnitt II und III des Kapitels IV vorliegenden Dekrets:

- a) die Pflicht, eine Orientierungsstudie vorzunehmen;
- b) die Pflicht, ggf. eine Charakterisierungsstudie vorzunehmen;
- c) die Pflicht, ggf. eine Sanierung vorzunehmen;

2° gemäß Artikel 39, Absatz 2, 4°, a., und Absatz 4, Artikel 44, Absätze 4 und 5, und Artikel 67, § 3, Absatz 2, die Pflicht, Sicherheitsmaßnahmen zu treffen;

3° gemäß Artikel 67, § 3, Absatz 1, 3°, die Pflicht, Folgemaßnahmen zu treffen.

#### Abschnitt 2. — Pflichtbegründende Tatbestände

**Art. 19** - Wer es wünscht, kann sich mittels einer an die Verwaltung gerichteten Mitteilung den Bestimmungen von Kapitel IV individuell unterwerfen. Mangels einer solchen Mitteilung gilt, dass eine freiwillige Unterwerfung erfolgt ist, wenn eine Orientierungsstudie nach den Formen und Modalitäten im Sinne von Artikel 39 übermittelt worden ist.

Wenn der Wunsch, sich den Bestimmungen von Kapitel IV zu unterwerfen, mehrere Grundstücke betrifft, in denen der Boden verschmutzt ist, oder mehrere Gebiete, in denen Abfälle zurückgelassen wurden, legt die natürliche oder juristische Person der Verwaltung ein Untersuchungs- und Sanierungsprogramm zur Genehmigung vor, das die Liste, die Prioritäten und die Termine für die Durchführung der Untersuchungen und Sanierungen enthält, zu deren Einhaltung sie sich verpflichtet.

Die Anwendung der Bestimmungen des Kapitels IV kann ebenfalls gemäß dem Buch I des Umweltgesetzbuches den Gegenstand einer Umweltvereinbarung bilden. In diesem Fall umfasst die Umweltvereinbarung ein Untersuchungs- und Sanierungsprogramm, das die Liste, die Prioritäten und die Termine für die Durchführung der Untersuchungen und Sanierungen enthält, zu deren Einhaltung die Stelle, die Betriebe vertritt, sich verpflichtet.

In beiden Fällen wird in Abweichung von den Artikeln 39, Absatz 2, 4°, b und 62, § 1, 2°, c keine Sicherheit geleistet.

**Art. 20** - Die in Artikel 18 erwähnten Pflichten entstehen jederzeit auf Beschluss der Verwaltung, die angibt, dass Abfälle zurückgelassen worden sind, oder ernsthafte Angaben erwähnt, die darauf hinweisen, dass eine Bodenverschmutzung die Schwellenwerte überschreitet oder zu überschreiten droht. Darüber hinaus wird in diesem Beschluss das möglicherweise verschmutzte Grundstück identifiziert und wird angegeben, in welcher Eigenschaft der Pflichtige bestimmt wird.

Außer im Fall einer nachträglichen Verschmutzung fasst die Verwaltung den in Absatz 1 erwähnten Beschluss nicht in folgenden Fällen:

1° wenn ein Sanierungsprojekt genehmigt oder ein Kontrollschein kraft des vorliegenden Dekrets ausgestellt worden ist;

2° wenn ein Rehabilitierungsplan im Sinne von Artikel 7 § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region oder von Artikel 35 § 2 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und im Sinne von Artikel 42 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle als zulässig erklärt worden ist;

3° wenn eine Nachweisstudie des Standorts im Sinne von Artikel 681*bis*/63 des Titels III der AASO genehmigt worden ist;

4° wenn ein Wiederinstandsetzungsplan in Anwendung von Artikel 71 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung oder des Buches I des Umweltgesetzbuchs genehmigt worden ist;

5° wenn die Überschreitung der Schwellenwerte auf eine Stoffzufuhr zurückzuführen ist, die dem Verwendungszeugnis entspricht, das in Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle ausgestellt worden ist;

6° im Falle einer freiwilligen Unterwerfung unter die Bestimmungen von Kapitel IV.

**Art. 21 - § 1.** Die in Artikel 18 erwähnten Pflichten entstehen von Amts wegen in folgenden Fällen:

- die Abtretung eines Grundstücks, auf dem eine Anlage oder Aktivität angesiedelt ist bzw. worden ist, die eine Verschmutzungsgefahr für den Boden darstellt, und die in der Liste der Anlage 3 zu vorliegendem Dekret angeführt ist, es sei denn, diese Abtretung zielt ausschließlich darauf ab, ein Versorgungs- oder Sanierungsnetz für Wasser, Strom, Gas, Telekommunikationen, Teleinformatik oder Kabelfernsehen anzulegen;

- der Antrag auf eine Umweltgenehmigung bezüglich einer Anlage oder Aktivität, die auf einem in der Liste, die in der Anlage 3 zu vorliegendem Dekret steht, angeführten Grundstück angesiedelt ist;

- der Konkurs oder die Auflösung einer Aktivität, die in der Liste, die in der Anlage 3 zu vorliegendem Dekret steht, angeführt ist, wobei die Verpflichtungen des Konkursschuldners vom Konkursverwalter zu Lasten des Konkursschuldners übernommen werden;

- die Einstellung des Betriebs einer Aktivität oder Anlage, die in der Liste, die in der Anlage 3 zu vorliegendem Dekret steht, angeführt ist;

- ein Umweltschaden, der die Böden belastet, im Sinne von Artikel D.94, 1, c) des Buches I des Umweltgesetzbuchs.

In diesem Fall informiert der Pflichtige unverzüglich die Verwaltung.

Die Regierung wird dazu befugt, die Anlage 3 mittels Begründung durch einen Erlass zu ergänzen und abzuändern. Diese Abänderungen oder Ergänzungen müssen binnen zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten besagten Erlasses durch ein Dekret ratifiziert werden.

§ 2. Abweichend entstehen diese Pflichten nicht von Amts wegen in folgenden Fällen, außer im Falle einer nachträglichen Verschmutzung:

1° wenn ein Sanierungsprojekt genehmigt oder ein Kontrollschein kraft des vorliegenden Dekrets ausgestellt worden ist;

2° wenn ein Rehabilitierungsplan im Sinne von Artikel 7 § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region oder von Artikel 35 § 2 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und im Sinne von Artikel 42 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle als zulässig erklärt worden ist;

3° wenn eine Nachweisstudie des Standorts im Sinne von Artikel 681*bis*/63 des Titels III der AASO genehmigt worden ist;

4° wenn ein Wiederinstandsetzungsplan in Anwendung von Artikel 71 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung oder des Buches I des Umweltgesetzbuchs genehmigt worden ist;

5° wenn die Überschreitung der Schwellenwerte auf eine Stoffzufuhr zurückzuführen ist, die Gegenstand eines Verwendungszeugnisses in Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle gewesen ist;

6° im Falle einer freiwilligen Unterwerfung unter die Bestimmungen von Kapitel IV.

§ 3. Um nachzugehen, ob die Abtretung die in Artikel 18 erwähnten Pflichten von Amts wegen entstehen lässt, schlägt der Notar in der Datenbank über den Bodenzustand nach.

§ 4. Jede Abtretung, durch die die in Artikel 18 erwähnten Pflichten von Amts wegen entstehen, wird unwiderrleglich als abgeschlossen betrachtet unter der aufschiebenden Bedingung:

- der Durchführung einer Orientierungsstudie durch ein zugelassenes Büro, durch welche insbesondere das Vorhandensein einer etwaigen Verschmutzung des Grundstücks festgestellt werden kann;

- gegebenenfalls der Pflicht, eine Charakterisierungsstudie vorzunehmen;

- und, wenn sich eine Sanierung als unerlässlich erweist, dass die Kosten dieser Sanierung zusammen mit den Sicherheits- und ggf. auch den Folgemaßnahmen einen unter den Vertragspartnern vereinbarten Betrag oder mangels dessen einen Betrag nicht überschreitet, der mindestens fünf Zwölfteln des Preises der Abtretung oder deren Gegenpartei, oder aber des Verkehrswertes des betroffenen Grundstücks, so wie in den Steuererklärungen betreffend die Urkunde angeben, entspricht.

§ 5. Außer wenn anderslautende Bestimmungen vorliegen, gilt, dass die Dauer dieser aufschiebenden Bedingung zwei Jahre beträgt, die ab der Vertragsbildung oder aber, wenn dafür kein Beweis vorliegt, ab dem Datum der Unterschrift des ersten Instrumentums zu rechnen sind; am Ablauf der dieser Bedingung zugewiesenen Frist kann die Abtretung auf Antrag des Übernehmers oder der Regierung für nichtig erklärt werden, wenn eine der in Artikel 18, 1°, a und b sowie in § 1 vorliegenden Artikels angeführten Bedingungen missachtet worden ist, unter Vorbehalt der Anwendung von § 6.

§ 6. Nach der Durchführung der Charakterisierungsstudie kann die Regierung auf Antrag aller Parteien die Abtretung bestätigen und ihr ggf. einen endgültigen Charakter verleihen, vorbehaltlich der Bildung durch den Abtretenden des Pfandes im Sinne von § 7 vor dem amtierenden Notar.

§ 7. In dem in § 6 erwähnten Fall ist die Verwaltung dazu befugt, die Bildung vor dem amtierenden Notar eines aus Wertpapieren oder Beträgen gebildeten Pfandes im Sinne des Gesetzes vom 15. Dezember 2004 über Finanzsicherheiten oder einer Hypothek zu genehmigen, zur Deckung der Sanierungskosten, denen die Kosten für Sicherheits- und ggf. auch Folgemaßnahmen einschließlich der Kosten für die Bildung dieser Sicherheiten, deren Betrag er festlegt, hinzuzurechnen sind.

Der in vorigem Absatz erwähnte Pfand wird allein durch die Einlage auf ein Anderkonto auf den Namen des Abtretenden in der Amtsstube des amtierenden Notars gebildet. Der Notar zahlt die betreffenden Wertpapiere oder Beträge auf den ersten Antrag der Regierung ein, ohne dass der Abtretende irgend einen Einwand gegen die Einzahlung des Pfandes gelten lassen kann.

Die Eintragung, die Erneuerung, die Beschränkung oder die gesamte oder Teilstreichung der in Absatz 1 erwähnten Hypothek erfolgen in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Kapitel IV und V des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 über die Revision der Hypothekenordnung.

§ 8. Im Falle einer Abtretung, durch welche die in Artikel 18 erwähnten Verpflichtungen von Amts wegen entstehen, obliegen die Umsetzung dieser Verpflichtungen sowie die Übernahme der damit verbundenen Kosten dem Abtretenden und im Falle einer Teilung der Masse, unbeschadet der Beschwerden gegen die in Artikel 22 genannten Pflichtigen und vorbehaltlich der Anwendung von Artikel 19.

### Abschnitt 3. — Pflichtige

#### Unterabschnitt 1 — Identifizierung der Pflichtigen

**Art. 22 - § 1.** Die Personen, die den in Artikel 18 erwähnten Pflichten unterliegen, sind ggf. gleichzeitig:

- 1° derjenige, der gemäß Artikel 19 die Bestimmungen des Kapitels IV anwendet;
- 2° der von der Verwaltung bezeichnete Verursacher oder vermeintliche Verursacher der Bodenverschmutzung oder des Zurücklassens von Abfällen;
- 3° der Betreiber im Sinne von Artikel D.94, 6°, des Buches I des Umweltgesetzbuches:
  - a) wenn kein Verursacher oder vermeintlicher Verursacher identifiziert werden kann, oder wenn alle vermeintlichen Verursacher schwer zu identifizieren sind;
  - b) wenn kein Verursacher oder vermeintlicher Verursacher für verantwortlich gemacht werden kann, oder wenn die Verantwortung aller Verursacher schwer zu beweisen ist;
  - c) wenn der Verursacher oder vermeintliche Verursacher zahlungsunfähig ist oder über unzureichende finanzielle Sicherheiten verfügt;
- 4° mangels dessen der von der Verwaltung bestimmte Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte, Nutznießer, Lessee des Grundstücks:
  - a) wenn kein anderer Pflichtiger identifiziert werden kann oder schwer identifizierbar ist;
  - b) wenn jeder andere Pflichtige zahlungsunfähig ist oder über unzureichende finanzielle Sicherheiten verfügt.

§ 2. Wenn eine öffentlich-rechtliche Gesellschaft mit der Neugestaltung eines Standorts im Sinne von Artikel 167, 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie beauftragt ist, kann sie im Falle einer schwerwiegenden Gefährdung und wenn die für die Verschmutzung verantwortliche Person selbst keine Sanierung vorgenommen hat von der Regierung ggf. mit der Sanierung in Übereinstimmung mit vorliegendem Dekret beauftragt werden.

§ 3. Wenn der Inhaber der in Artikel 18 erwähnten Verpflichtungen Konkursschuldner oder Pfändungsschuldner ist oder einer kollektiven Schuldenregelung unterliegt, wird die Durchführung der Maßnahmen, die mit den in dieser Bestimmung vorgesehenen Verpflichtungen verbunden sind, jeweils von Amts wegen von folgenden Personen eingeleitet:

- dem Konkursverwalter, für Rechnung der Masse;
- dem beauftragten Notar, für Rechnung der pfändenden Gläubiger;
- dem Schuldenvermittler, für Rechnung der Person, die eine Schuldenvermittlung beansprucht.

Die Schulden in Zusammenhang mit der Durchführung der Orientierungsstudie, der Charakterisierungsstudie, der Sanierung, sowie den Sicherheits- und Folgemaßnahmen einschließlich der Kosten für die Bildung der Sicherheiten im Sinne von Artikel 21 sind zu Lasten der Masse.

§ 4. Die Regierung verfügt über ein das gesamte bewegliche Vermögen der Inhaber der in Artikel 18 erwähnten Pflichten belastendes Vorzugsrecht, und kann eine gesetzliche Hypothek auf das gesamte Vermögen dieser Personen bestellen. Das Vorzugsrecht steht unmittelbar nach den Vorzugsrechten im Sinne von den Artikeln 19 und 20 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 im Rang.

#### Unterabschnitt 2. — Befreiungsgründe

**Art. 23 -** Von den in Artikel 18 erwähnten Pflichten wird der Pflichtige befreit, der nachweist, dass eine Drittperson unter den folgenden Umständen in seine Stelle getreten ist:

- 1° die Drittperson hat sich ausdrücklich verpflichtet, alle Verpflichtungen des Pflichtigen bedingungslos und unwiderruflich auszuführen;
- 2° die Verwaltung hat die Drittperson beglaubigt unter Einhaltung der in Artikel 60 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten;
- 3° die Drittperson hat die ggf. seitens des Pflichtigen erforderliche Sicherheit geleistet.

Wenn die Drittperson, die an die Stelle des Pflichtigen getreten ist, eine Bodensanierungsorganisation ist, die von der Regierung nach dem Verfahren und den Bedingungen, die sie bestimmt, anerkannt ist, legt sie jährlich der Verwaltung ein Untersuchungs- und Sanierungsprogramm zur Genehmigung vor, das die Liste, die Prioritäten und die Termine für die Durchführung der Untersuchungen und Sanierungen enthält, zu deren Einhaltung sie sich verpflichtet.

Von den in Artikel 18 erwähnten Pflichten wird ebenfalls der Pflichtige befreit, der gemäß Artikel 22, § 1, 2°, 3° oder 4° bestimmt worden ist, wenn er die Bedingungen nach Artikel 24 und 25 erfüllt.

**Art. 24 -** Um die Befreiung im Sinne von Artikel 23, Absatz 3 in Anspruch nehmen zu können, beweist der Verursacher oder vermeintliche Verursacher der Bodenverschmutzung oder des Zurücklassens von Abfällen oder der Betreiber im Sinne von Artikel D.94, 6° des Buches I des Umweltgesetzbuches unbeschadet des Artikels 23, Absatz 1, dass er sich in einem der folgenden Fälle befindet:

- 1° die Bodenverschmutzung oder das Zurücklassen von Abfällen wurde durch einen Dritten verursacht, unter Ausschluss des Übernehmers einer Genehmigung, trotz der geeigneten Sicherheitsmaßnahmen, die vom Verursacher oder vermeintlichen Verursacher getroffen worden sind;
- 2° er hat von der zuständigen öffentlichen Behörde ein Dokument erhalten, das bescheinigt, dass eine Sanierung in Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Umweltgenehmigung, Abfälle, Grundwasser, Steingruben oder Halden ordnungsgemäß ausgeführt worden ist;

3° er hat nicht vorsätzlich oder fahrlässig gehandelt und die Verschmutzung stellte beim Stand der wissenschaftlichen und technischen Kenntnisse zum Zeitpunkt, an dem die Verschmutzung entstanden ist, keine schwerwiegende Gefährdung dar;

4° er erbringt den Beweis, dass er nicht vorsätzlich oder fahrlässig gehandelt hat, und dass der Umweltschaden durch eine Emission oder ein Ereignis nach dem 30. April 2007 verursacht worden ist, die bzw. das ausdrücklich genehmigt worden war, und alle Bedingungen einhielt, die mit einer zum Zeitpunkt der Emission oder des Ereignisses gültigen Genehmigung oder Zulassung verbunden sind.

**Art. 25** - Um die Befreiung im Sinne von Artikel 23, Absatz 3 in Anspruch nehmen zu können, muss der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte, Nutznießer oder Lessee des Grundstücks unbeschadet von Artikel 23, Absatz 1 nachweisen, dass er sich in einem der folgenden Fälle befindet:

1° das Vorhandensein von Schadstoffen ergibt sich aus einer Ausbreitung von Außen;

2° ein Bodenkontrollschein ist ausgestellt worden;

3° er hat von der zuständigen öffentlichen Behörde ein Dokument erhalten, das bescheinigt, dass eine Sanierung in Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Umweltgenehmigung, Abfälle, Grundwasser, Steingruben oder Halden ordnungsgemäß ausgeführt worden ist;

4° er hat nicht vorsätzlich oder fahrlässig gehandelt und die Verschmutzung stellte unter Berücksichtigung der wissenschaftlichen und technischen Kenntnisse zum Zeitpunkt, wo die Verschmutzung verursacht worden ist, keine schwerwiegende Gefährdung dar;

5° er erbringt den Beweis, dass er nicht vorsätzlich oder fahrlässig gehandelt hat, und dass der Umweltschaden auf eine Emission oder ein Ereignis zurückzuführen ist, die bzw. das ausdrücklich erlaubt ist und alle Bedingungen einhält, die mit einer Zulassung oder Genehmigung verbunden sind, die zum Zeitpunkt der Emission oder des Ereignisses anwendbar ist und nach dem 30. April 2007 in Übereinstimmung mit einer Regelung erteilt worden ist, die in der Anlage I des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches angeführt ist und den Betrieb einer dort aufgelisteten Aktivität betrifft.

**Art. 26** - Das Befreiungsverfahren findet wie folgt statt:

1° binnen sechzig Tagen ab der Mitteilung des in Artikel 20 erwähnten Beschlusses der Verwaltung richtet der Pflichtige an die Verwaltung einen begründeten Befreiungsantrag, dem alle Belege beigefügt werden, die er als nützlich erachtet; diese Frist wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 24. Dezember und dem 1. Januar ausgesetzt;

2° unter Gefahr der Unzulässigkeit des Antrags informiert der Pflichtige gleichzeitig den Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigten, Nutznießer, Lessee und ggf. den Betreiber im Sinne von Artikel D.94, 6° des Buches I des Umweltgesetzbuches, und erbringt der Verwaltung den Beweis dafür;

3° der Pflichtige und ggf. der Betreiber im Sinne von Artikel D.94, 6° des Buches I des Umweltgesetzbuches, der Eigentümer, der Erbpächter, der Erbbauberechtigte, der Nutznießer, oder der Lessee werden auf ihren Antrag hin von der Verwaltung angehört;

4° die Verwaltung gibt ggf. in ihrem Beschluss an, aus welchen Gründen sie betrachtet, dass die Sanierung, die in Anwendung einer anderen Umweltgesetzgebung vorgenommen wird, eine geeignete Sanierung angesichts der Zielsetzungen vorliegenden Dekrets bildet;

5° die Verwaltung stellt ihren Beschluss innerhalb von neunzig Tagen ab dem Empfang des unter 1° erwähnten Antrags oder von dreißig Tagen ab der etwaigen Anhörung des Pflichtigen dem Pflichtigen und ggf. dem Betreiber im Sinne von Artikel D.94, 6° des Buches I des Umweltgesetzbuches, dem Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigten, Nutznießer oder Lessee zu. Mangels dessen kann der Pflichtige sie dazu ermahnen, eine Entscheidung zu treffen. Wenn die Verwaltung ihren Beschluss über den Freistellungsantrag binnen dreißig Tagen nach dem Eingang der Aufforderung nicht zustellt, gilt der Antrag als abgelehnt.

Die Einreichung des Befreiungsantrags setzt die Pflichten von Artikel 18 bis zur Entscheidung der Verwaltung zeitweilig aus.

#### KAPITEL IV. — Ablauf der Ermittlungen und der Sanierung des Grundstücks

##### Abschnitt 1. — Labors und Sachverständige

**Art. 27** - § 1. Die Durchführung einer Orientierungsstudie, einer Charakterisierungsstudie, eines Sanierungsprojekts und die Überwachung von Sanierungshandlungen - und arbeiten werden von einem gemäß dem vorliegenden Dekret zugelassenen Sachverständigen vorgenommen.

Die in vorliegendem Dekret vorgesehenen Analysen werden von zugelassenen Labors durchgeführt.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Entnahme von Proben festlegen.

§ 2. Die Regierung setzt die Bedingungen fest, denen die Erteilung einer Zulassung unterliegt.

Diese Bedingungen betreffen auf jeden Fall:

1° die Kompetenzen, die der Antragsteller besitzen muss;

2° die technischen Mittel, über die er verfügt;

3° die erforderlichen moralischen Garantien.

**Art. 28** - Der Antrag auf eine Zulassung wird unter Gefahr der Unzulässigkeit mittels des von der Regierung bestimmten Formulars an die Verwaltung gerichtet.

Die Regierung bestimmt den Inhalt des Antrags.

Der Antrag auf Zulassung eines Labors umfasst eine technische Untersuchung, und ein Audit, die vom ISSeP durchgeführt werden.

Im Falle einer Zulassungserneuerung wird der Antrag auf Zulassung hundertzwanzig Tage vor dem Ablauf der laufenden Zulassung geschickt.

**Art. 29** - Die Verwaltung richtet innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag des Erhalts des Antrags ihren über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss per Posteinschreiben oder Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, an den Antragsteller.

Wenn der Antrag unvollständig ist, teilt die Verwaltung dem Antragsteller mit, welche Unterlagen fehlen. Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab dem Erhalt des Einschreibens, um der Verwaltung die angeforderten ergänzenden Unterlagen per Einschreiben oder Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, zukommen zu lassen.

Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang der ergänzenden Unterlagen richtet die Verwaltung den über die



Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller. Wenn die Verwaltung den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt sie diesen für unzulässig. Wenn der Antrag unzulässig ist, teilt die Verwaltung dem Antragsteller unter Einhaltung der in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Frist, die Gründe der Unzulässigkeit mit.

Wenn die Verwaltung keinen Beschluss unter Einhaltung der in Artikel 3 vorgesehenen Bedingungen und Fristen gerichtet hat, wird der Antrag als zulässig betrachtet, und wird er weiter untersucht.

**Art. 30** - Die Verwaltung übermittelt ihren Beschluss dem Antragsteller per bei der Post aufgegebenes Einschreiben oder Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, binnen sechzig Tagen

1° ab dem Tag, an dem sie ihren Beschluss über die Zulässigkeit des Antrags geschickt hat;

2° mangels dessen, ab dem Tag nach Ablauf der Frist, über die sie verfügt, um ihren Beschluss über die Zulässigkeit des Antrags zu schicken.

Mangels einer Einsendung binnen der in Absatz 1 vorgesehenen Frist gilt die Zulassung als abgelehnt.

**Art. 31** - Die Dauer der Zulassung wird auf fünf Jahre festgelegt und kann erneuert werden. Die Zulassung weist eine Nummer auf, die auf jeder Unterlage erwähnt wird, die ihr Inhaber an die Verwaltung richtet.

**Art. 32** - Wird eine der in dem Zulassungsantrag stehenden Angaben, deren Inhalt von der Regierung bestimmt wird, abgeändert, informiert der Inhaber der Zulassung die Regierung unverzüglich davon.

Wenn diese der Ansicht ist, dass die angegebenen Änderungen derart sind, dass sie eine Änderung, eine Aussetzung oder einen Entzug der Zulassung rechtfertigen könnten, teilt sie dies dem Inhaber der Zulassung innerhalb von dreißig Tagen mit.

Der Inhaber der Zulassung verfügt ab dem Eingang dieses Schreibens über eine Frist von sechzig Tagen, um der Verwaltung die Maßnahmen mitzuteilen, die er zu treffen beabsichtigt, um ihren Beobachtungen Folge zu leisten.

**Art. 33** - Wenn die Verwaltung der Ansicht ist, dass ein oder mehrere Berichte oder Studien unzureichend oder unvollständig sind, kann sie dem Inhaber der Zulassung eine Mahnung zuschicken. Ihr Beschluss wird per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung oder durch eine Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, mitgeteilt.

**Art. 34** - § 1. Die Zulassung kann ausgesetzt oder entzogen werden

1° wenn die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt sind;

2° wenn die vom Inhaber der Zulassung erbrachten Leistungen von der zuständigen Behörde als offensichtlich unzureichender Qualität betrachtet werden;

3° wenn die von der Regierung dem Inhaber der Zulassung auferlegten Regeln nicht eingehalten werden.

§ 2. Wenn die Verwaltung die Absicht hat, eine Zulassung auszusetzen oder zu entziehen, verständigt sie den Inhaber per Einschreiben oder Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, wobei:

1° sie die Gründe der Aussetzung oder des Entzugs angibt,

2° sie die Dauer der Aussetzung der Zulassung angibt,

3° sie den Inhaber der Zulassung ersucht, innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Zustellung des Schreibens, durch das dieser über die Absicht einer Aussetzung oder eines Entzugs der Zulassung informiert worden ist, seine Bemerkungen geltend zu machen.

Bei einer Aussetzung gibt sie deren Dauer an.

§ 3. Die Verwaltung richtet innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab der Zustellung des in Paragraph 2, Absatz 1 erwähnten Schreibens ihren über die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung gefassten Beschluss per bei der Post aufgegebenes Einschreiben mit Empfangsbestätigung oder per Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, an den Inhaber der Zulassung.

Bei einer Aussetzung gibt sie deren Dauer an.

**Art. 35** - Der Antragsteller kann gegen den in Artikel 30 erwähnten Beschluss oder das Fehlen eines solchen Beschlusses oder gegen den in Artikel 34, § 3, erwähnten Beschluss bei der Regierung Einspruch erheben.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Empfang des Beschlusses oder dem Ende der Frist, binnen deren der Beschluss hätte zugestellt werden müssen, per bei der Post aufgegebenes Einschreibebrief oder jedes andere Mittel, das ein sicheres Datum verleiht, an die Regierung gerichtet. Diese Frist wird vom 16. Juli bis zum 15. August ausgesetzt.

Die Regierung stellt ihren Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs zu.

Falls keine Zustellung innerhalb dieser Frist erfolgt ist, wird der Einspruch abgelehnt.

**Art. 36** - Die Regierung kann Bedingungen festlegen, unter denen natürliche oder juristische Personen, die über eine Zulassung oder eine gleichwertige Befähigung für die Ausübung in einer anderen Region oder einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union von Aktivitäten verfügen, die denjenigen, die in Artikel 27, § 1, vorgesehen sind, ähnlich sind, den Personen gleichgestellt werden können, die als Sachverständiger im Sinne vorliegenden Dekrets zugelassen sind.

## Abschnitt 2. — Ermittlungen

### Unterabschnitt 1. — Orientierungsstudie

**Art. 37** - Die Orientierungsstudie hat zum Zweck, nachzuprüfen, ob eine eventuelle Bodenverschmutzung vorliegt, und ggf. eine erste Beschreibung und Schätzung des Umfangs dieser Verschmutzung zu liefern.

**Art. 38** - Die Orientierungsstudie wird vom Pflichtigen innerhalb von neunzig Tagen nach dem Eintreten des Tatbestandes, der die in Artikel 18 erwähnten Pflichten begründet, der Verwaltung in drei Exemplaren geschickt. Ist der begründende Tatbestand ein Beschluss der Verwaltung, so läuft diese Frist ab ihrer Zustellung.

Sie beinhaltet:

1° allgemeine Auskünfte und insbesondere die eventuellen Daten bezüglich des betreffenden Grundstücks, die in der Datenbank über den Bodenzustand aufgenommen sind, und die anwendbaren Werte, einschließlich der Hintergrundkonzentrationen, die in der regionalen Karte der Bodenkonzentrationen angeführt sind;

2° eine Vorgeschichte des Standortes und der laufenden Bewirtschaftung;

3° pedologische, geologische, hydrologische und hydrogeologische Auskünfte;

4° Informationen über die Stichprobenstrategien und -pläne, die Bohrungen, die Entnahme und Konditionierung der Proben, sowie über die Analysemethoden und -ergebnisse;

- 5° Empfehlungen zu den ggf. einzuführenden Sicherheitsmaßnahmen;
- 6° eine Analyse bezüglich der Notwendigkeit, eine Gefahrenstudie vorzunehmen;
- 7° die Schlussfolgerungen und Vorschläge des Sachverständigen. Wenn der Sachverständige Sicherheitsmaßnahmen vorschlägt, werden sie vom Pflichtigen getroffen, ohne den Beschluss der Verwaltung über die Studie abzuwarten;
- 8° ggf. Vorschläge für Hintergrundkonzentration;
- 9° ggf. einen Vorschlag für einen Bodenkontrollschein.

Die Regierung kann den Inhalt der Orientierungsstudie genau festlegen.

Der Bericht und eine Zusammenfassung der Daten werden ebenfalls auf Datenträger geliefert, nach den von der Verwaltung bestimmten Modalitäten.

Auf begründeten Antrag hin kann die zuständige Behörde die in Absatz 1 erwähnte Frist verlängern.

**Art. 39** - Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Eingang der Orientierungsstudie schickt die Verwaltung dem Pflichtigen ihren Beschluss über die Studie.

Dieser Beschluss kann:

1° schlussfolgern, dass die Studie nicht konform ist, wenn deren Inhalt der in Artikel 37 erwähnten Zielsetzung nicht genügt oder die in Artikel 38, Absatz 2 erwähnten Elemente nicht umfasst;

2° einen Nachtrag zur Studie auferlegen;

3° schlussfolgern, dass keine weitere Ermittlung erforderlich ist;

4° schlussfolgern, dass eine Charakterisierungsstudie vorzunehmen ist, wenn für einen oder mehrere analysierten Stoffe die Schwellenwerte oder die durch die Hintergrundkonzentrationen gewichteten Sonderwerte überschritten werden. In diesem Fall kann der Beschluss außerdem:

a) Sicherheitsmaßnahmen auferlegen, bis über die Charakterisierungsstudie befunden wird;

b) dem Pflichtigen auferlegen, innerhalb der im Beschluss festgelegten Frist und gemäß den in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten eine finanzielle Sicherheitsleistung zu erbringen;

c) schlussfolgern, dass eine Gefahrenstudie vorzunehmen ist.

5° im Falle einer Abfalllagerung im Sinne des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle schlussfolgern, dass ein Sanierungsprojekt durchzuführen ist, wenn die Schwellenwerte oder die Sonderwerte im Umkreis der Abfälle nicht überschritten sind, in welchem Falle die Verwaltung die Frist bestimmt, binnen deren dieses Sanierungsprojekt ihr zu unterbreiten ist.

In diesem Fall kann der Beschluss außerdem:

a) Sicherheitsmaßnahmen auferlegen, bis über das Sanierungsprojekt befunden wird;

b) dem Pflichtigen auferlegen, innerhalb der im Beschluss festgelegten Frist und gemäß den in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten eine finanzielle Sicherheitsleistung zu erbringen;

c) schlussfolgern, dass eine Gefahrenstudie durchzuführen ist.

6° schlussfolgern, dass die Grenzen des möglicherweise verschmutzten Grundstücks erweitert werden müssen. Gegebenenfalls wird das Verfahren während des für die Durchführung der ergänzenden Orientierungsstudie und der Übermittlung des Beschlusses der Verwaltung über diese ergänzende Orientierungsstudie ausgesetzt.

In dem in Absatz 2, 3° erwähnten Fall wird dem Beschluss ein Bodenkontrollschein beigelegt, der ggf. Sicherheits- oder Folgemaßnahmen auferlegt. Am selben Tag richtet die Verwaltung einen Bodenkontrollschein an den Eigentümer, wenn dieser nicht der Pflichtige ist.

Mangels eines Beschlusses binnen der in Absatz 1 erwähnten Frist gilt der Beschluss als gemäß den Schlussfolgerungen der Orientierungsstudie gefasst. Ein Einspruch kann gemäß Kapitel V erhoben werden.

**Art. 40** - Wenn die Verwaltung gemäß Artikel 39, Absatz 2, 2° einen Nachtrag zur Studie auferlegt, gibt sie an, innerhalb welcher Frist dieser Nachtrag ihr zugestellt wird. Sie übermittelt ihren Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Nachtrags.

**Art. 41** - Keine Orientierungsstudie wird auf dem betroffenen Grundstück vorgenommen, wenn:

1° eine Orientierungsstudie im Sinne von Artikel 37 und 38 auf dem Grundstück weniger als zwei Jahre vor dem Eintreten des Tatbestandes, der die Pflicht einer solchen Studie begründet, schon durchgeführt worden ist;

2° Sanierungshandlungen und -arbeiten in Anwendung eines Rehabilitierungsplans im Sinne von Artikel 7, § 3, des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region oder von Artikel 35, § 2, des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region, oder eines Sanierungsplans im Sinne von Artikel 681bis/67 der AASO oder eines Wiederinstandsetzungsplans in Anwendung von Artikel 71 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung oder des Buches I des Umweltgesetzbuches gerade durchgeführt werden;

3° die Verwaltung von der Durchführung einer solchen Studie befreit, entweder auf Antrag des Pflichtigen oder auf eigene Initiative. In diesem Fall wird im Beschluss der Verwaltung erklärt, aus welchen Gründen sie betrachtet, dass eine solche Studie nicht erforderlich ist. Die Artikel 42 ff. finden Anwendung.

In Abweichung von Absatz 1, 1° bis 3° kann die zuständige Behörde eine Orientierungsstudie auferlegen, wenn in Erscheinung tritt, dass bedeutsame Tatbestände eingetreten sind, die bei der Durchführung der vorherigen Studie, der Sanierungshandlungen und -arbeiten oder bei der Erteilung des Bodenkontrollscheins nicht berücksichtigt wurden oder es nicht werden konnten. Innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang der besagten Studie kann die zuständige Behörde den in den Artikeln 39, 40, 45 und 67, § 3 erwähnten Beschluss abändern oder aufheben.

#### Unterabschnitt 2. — Charakterisierungsstudie

**Art. 42** - Die Charakterisierungsstudie hat zum Zweck:

1° die Art und das Niveau der Verschmutzung genau zu kennen und ggf. festzustellen, ob es sich um eine schwerwiegende Gefährdung handelt;

2° die Notwendigkeit einer Sanierung sowie die Fristen zu bestimmen, innerhalb deren die Sanierung durchzuführen wäre;

3° die zur Ausführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten notwendigen Angaben liefern durch:

a) Abgrenzung der geographischen Ausdehnung der Verschmutzungsstellen und des zu sanierenden Volumens des Grundstücks;

b) Abgrenzung des Volumens und des Umkreises des zu sanierenden Grundwassers.

**Art. 43** - Die Charakterisierungsstudie beschreibt und lokalisiert genau die Bodenverschmutzung, damit die zuständige Behörde über die Notwendigkeit und die Modalitäten einer Bodensanierung entscheiden kann.

Innerhalb von neunzig Tagen ab dem Eingang des in den Artikeln 39, Absatz 2, 4° erwähnten Beschlusses, oder mangels dessen, ab dem Ablauf der in Artikel 39, Absatz 1 erwähnten Frist wird die Charakterisierungsstudie in drei Exemplaren an die Verwaltung gerichtet.

Auf begründeten Antrag kann die Verwaltung

1° die in Absatz 2 erwähnte Frist verlängern;

2° die Phasierung der Charakterisierungsstudie in mehrere Teilstudien erlauben, die sich auf unterschiedliche verschmutzte Stellen beziehen.

**Art. 44** - § 1. Die Charakterisierungsstudie umfasst einen Bericht und ggf. eine Gefahrenstudie.

§ 2. Der Bericht umfasst auf jeden Fall:

1° die Analyse der Schlussfolgerungen der Orientierungsstudie und das Inventar der heutigen Kenntnisse des Geländes;

2° die Beschreibung der Ermittlungsstrategie;

3° den Bericht der Beobachtungs- und Analysearbeiten;

4° eine getrennte zusammenfassende Tabelle der Analyse der Boden- und Grundwasserproben;

5° die Überprüfung der Notwendigkeit, die Sanierung des Grundstücks vorzunehmen;

6° die verschiedenen technischen Sanierungsverfahren, die angesichts der in den Artikeln 50 bis 52 erwähnten Sanierungsziele denkbar sind;

7° die Angabe des Teils des Grundstücks, der durch eine neue Verschmutzung belastet wird, sowie des Teils des Grundstücks, der durch eine historische Verschmutzung belastet wird;

8° Empfehlungen zu den ggf. einzuführenden Sicherheits- oder Folgemaßnahmen;

9° die Empfehlungen bezüglich der Fristen, innerhalb deren die Sanierungsarbeiten angefangen werden und fertig sein müssen;

10° die Schätzung der Kosten für das Sanierungsprojekt;

11° die Ziele der Sanierung;

12° die Schlussfolgerungen und Vorschläge des Sachverständigen.

Die Regierung kann den Inhalt der Charakterisierungsstudien genauer bestimmen.

Der Bericht und eine Zusammenfassung der Daten werden ebenfalls auf Datenträger geliefert, nach den von der Verwaltung bestimmten Modalitäten.

§ 3. Um eine eventuelle Bodenverschmutzung, die eine schwerwiegende Gefährdung darstellt, ggf. zu identifizieren, bestimmt die Gefahrenstudie:

1° das Gefahrenniveau für die menschliche Gesundheit oder die Umweltqualität, insbesondere angesichts der eventuellen Ortveränderlichkeit der Schadstoffe und der Benutzung des Grundstücks;

2° die Notwendigkeit und die Dringlichkeit der Sanierung, und wenn sie notwendig und dringend ist, die Empfehlungen bezüglich der Termine, an denen die Sanierungshandlungen und -arbeiten angefangen werden und fertig sein müssen;

3° Empfehlungen zu den ggf. einzuführenden Sicherheits- oder Folgemaßnahmen.

Der Bericht über die Gefahrenstudie enthält die Vorschläge und Empfehlungen des Sachverständigen.

§ 4. Wenn die Schlussfolgerungen des Sachverständigen darauf hinweisen, dass keine Sanierung erforderlich ist, schlägt der Bericht Sonderwerte und einen Bodenkontrollschein vor.

**Art. 45** - Innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab Eingang der Charakterisierungsstudie schickt die Verwaltung dem Pflichtigen ihren Beschluss über die Charakterisierungsstudie.

Dieser Beschluss kann:

1° schlussfolgern, dass die Studie nicht konform ist, wenn deren Inhalt der in Artikel 42 erwähnten Zielsetzung nicht genügt oder die in Artikel 44 erwähnten Elemente nicht umfasst;

2° einen Nachtrag zur Studie auferlegen;

3° schlussfolgern, dass keine weitere Ermittlung notwendig ist und dass die Sanierung nicht erforderlich ist;

4° schlussfolgern, dass eine Sanierung vorzunehmen ist;

5° schlussfolgern, dass die Grenzen des verschmutzten Grundstücks oder des Gebiets, in dem Abfälle zurückgelassen worden sind, erweitert werden müssen. Gegebenenfalls wird das Verfahren während des für die Durchführung der ergänzenden Orientierungsstudie und des für die Durchführung der ergänzenden Charakterisierungsstudie sowie der Übermittlung des Beschlusses der Verwaltung über diese ergänzende Orientierungsstudie und über die ergänzende Charakterisierungsstudie ausgesetzt.

In dem in Absatz 2, 3° erwähnten Fall

- wird die ggf. gebildete Sicherheit freigegeben;

- werden im Beschluss Sicherheits- oder Folgemaßnahmen bestimmt, falls die Eingriffswerte überschritten werden;

- wird ein Bodenkontrollschein dem Beschluss beigelegt, in dem die Sonderwerte bestimmt und ggf. Sicherheits- oder Folgemaßnahmen vorgesehen werden. Am selben Tag richtet die Verwaltung einen Bodenkontrollschein an den Eigentümer, wenn dieser nicht der Pflichtige ist.

In dem in Absatz 2, 4° erwähnten Fall wird in dem Beschluss die Frist bestimmt, innerhalb deren das Sanierungsprojekt durchgeführt und bei der Verwaltung hinterlegt wird. In diesem Beschluss wird ggf. angegeben, ob das Sanierungsprojekt von einer Kontrollstelle überwacht wird.

Mangels eines Beschlusses binnen der in Absatz 1 erwähnten Frist gilt der Beschluss als gemäß den Schlussfolgerungen der Orientierungsstudie gefasst. Ein Einspruch kann gemäß Kapitel V erhoben werden.

**Art. 46** - Keine Charakterisierungsstudie wird auf dem betroffenen Grundstück vorgenommen, wenn:

1° eine Charakterisierungsstudie im Sinne von Artikel 42 bis 44 auf dem Grundstück weniger als zwei Jahre vor dem Eintreten des Tatbestandes, der die Pflicht einer solchen Studie begründet, schon durchgeführt worden ist;

2° Sanierungshandlungen und -arbeiten in Anwendung eines Rehabilitierungsplans im Sinne von Artikel 7, § 3, des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region oder von Artikel 35, § 2, des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region, oder eines Sanierungsplans im Sinne von Artikel 681bis/67 der AASO oder aber eines Wiederinstandsetzungsplans in Anwendung von Artikel 71 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung oder des Buches I des Umweltgesetzbuches durchgeführt werden;

3° die Verwaltung der Ansicht ist, dass den Zielen der Charakterisierungsstudie im Sinne von Artikel 42 am Ende der Orientierungsstudie genügt wird, und davon befreit, eine solche Studie durchzuführen, entweder auf Antrag des Pflichtigen, oder auf Eigeninitiative. In diesem Fall wird im Beschluss der Verwaltung erklärt, aus welchen Gründen sie betrachtet, dass eine solche Studie nicht erforderlich ist. Die Artikel 47 ff. finden Anwendung.

In Abweichung von Absatz 1 kann die zuständige Behörde eine Charakterisierungsstudie auferlegen, wenn in Erscheinung tritt, dass bedeutsame Tatbestände eingetreten sind, die bei der Durchführung der vorherigen Studie, der Sanierungshandlungen und -arbeiten oder bei der Erteilung des Bodenkontrollscheins nicht berücksichtigt wurden oder es nicht werden konnten.

### Abschnitt 3. — Sanierung der Grundstücke

#### Unterabschnitt 1. — Fälle, in denen die Sanierung erforderlich ist

**Art. 47** - Wenn das Grundstück von einer neuen Verschmutzung belastet wird, ist eine Sanierung erforderlich, wenn aus der Charakterisierungsstudie hervorgeht, dass je nach Fall:

1° für die verschmutzten Grundstücke, die Gegenstand eines in den Artikeln 39, 45 und 67 erwähnten Bodenkontrollscheins mit Sonderwerten gewesen sind, die einzuhaltenen Sonderwerte für mindestens einen der analysierten Parameter überschritten werden;

2° für die anderen verschmutzten Grundstücke die in Ausführung von Artikel 8 bestimmten, durch die Hintergrundkonzentrationen gewichteten Schwellenwerte, die auf diese Grundstücke Anwendung finden, für mindestens einen der analysierten Parameter überschritten werden.

**Art. 48** - Wenn das Grundstück von einer historischen Verschmutzung belastet wird, ist eine Sanierung erforderlich, wenn gleichzeitig:

1° aus der Charakterisierungsstudie hervorgeht, dass die durch die Hintergrundkonzentrationen gewichteten Schwellenwerte für mindestens einen der analysierten Parameter überschritten werden;

2° der Beschluss der Verwaltung angibt, dass die Bodenverschmutzung eine schwerwiegende Gefährdung darstellt.

Wenn die historische Verschmutzung keine Sanierung erfordert und die Eingriffswerte für mindestens einen der analysierten Parameter überschritten werden, ist das Grundstück Gegenstand von Sicherheitsmaßnahmen oder von Folgemaßnahmen.

**Art. 49** - Die Bestimmungen bezüglich jeder Verschmutzungsart finden jeweils dort Anwendung, wo diese beiden Verschmutzungsarten erkannt werden konnten.

Mangels dessen finden die Bestimmungen bezüglich der neuen Verschmutzung Anwendung.

#### Unterabschnitt 2. — Sanierungsziele

**Art. 50** - Durch die Sanierung eines mit einer neuen Verschmutzung belasteten Grundstücks wird der Boden für die Schadstoffe, die die Schwellenwerte überschreiten, wiederhergestellt, um diese Schadstoffe auf die aufgrund der Hintergrundkonzentrationen gewichteten Bezugswerte oder, mangels dessen, auf das Niveau, das am nächsten von diesen Werten liegt und durch die besten verfügbaren Techniken erreicht werden kann, herabzusetzen. In dem letzten Fall werden gemäß Kapitel II des Titels V des Teils VII des Buches I des Umweltgesetzbuches zusätzliche und ausgleichende Wiederherstellungsmaßnahmen getroffen.

In Abweichung vom vorhergehenden Absatz sind die zu erreichenden Werte die Sonderwerte, die durch den Bodenkontrollschein festgelegt worden sind.

**Art. 51** - Durch die Sanierung eines mit einer historischen Verschmutzung belasteten Grundstücks wird der Boden für die Schadstoffe, die den in Artikel 48 erwähnten Bedingungen entsprechen, wiederhergestellt, um diese Schadstoffe auf das von der Verwaltung auf Vorschlag des Sachverständigen bestimmte Niveau herabzusetzen.

Dieses Niveau strebt die durch die Hintergrundkonzentrationen gewichteten Bezugswerte an und erlaubt mindestens die Beseitigung einer schwerwiegenden Gefährdung der menschlichen Gesundheit und der Umwelt unter Berücksichtigung der Eigenschaften des Grundstücks.

Dieses Niveau wird auf dasjenige Niveau festgesetzt, das durch die besten verfügbaren Techniken erreicht werden kann, wenn das festgelegte Niveau nicht erreicht werden kann.

**Art. 52** - Im Falle einer Abfallablagerung im Sinne von Artikel 39, Absatz 2, 5°, zielt die Sanierung des Grundstücks darauf ab, die Abfälle vollständig zu beseitigen und den von den Abfällen verschmutzten Boden gemäß den Artikeln 50 und 51 wiederherzustellen.

Wenn es sich als unmöglich erweist, die vollständige Beseitigung der Abfälle vorzunehmen, zielt die Sanierung darauf ab, eine bestimmte Verwendung je nach der gegenwärtigen oder künftigen Sach- und Rechtslage zu ermöglichen und jegliche schwerwiegende Gefährdung der Umwelt und der menschlichen Gesundheit zu beseitigen.

#### Unterabschnitt 3. — Sanierungshandlungen und -arbeiten

**Art. 53** - Ein Sanierungsprojekt mit Bestimmung des Verfahrens zur Sanierung des Bodens wird an die Verwaltung gerichtet.

Unbeschadet von Absatz 3 umfasst dieses Projekt auf jeden Fall:

1° die Schlussfolgerungen, Vorschläge und Empfehlungen des Sachverständigen, die in der Charakterisierungsstudie aufgenommen werden;

2° die Identifizierung der in der Charakterisierungsstudie ausfindig gemachten Schadstoffe, deren Konzentrationen den in den Artikeln 47 und 48 festgelegten Kriterien entsprechen, sowie die Volumen der durch diese Schadstoffe verseuchten Böden und den Dringlichkeitsgrad der vorzunehmenden Sanierung;

3° eine Beschreibung der verschiedenen relevanten technischen Sanierungsverfahren, wobei für jedes Verfahren Folgendes beigefügt wird:

- a) eine Schätzung der in Bezug auf die Artikel 50 bis 52 des vorerwähnten Dekrets erwarteten Ergebnisse;
- b) eine Schätzung seiner Kosten, einschließlich der eventuellen Folgemaßnahmen;

4° eine Rechtfertigung des Sanierungsverfahrens, oder ggf. der Verfahrenkombination, die vom Sachverständigen befürwortet wird, und der eventuellen Varianten;

5° eine Beschreibung der Arbeiten, ihre eventuelle Phaseneinteilung, die Fristen, innerhalb deren sie durchgeführt werden, einschließlich der Behandlungs- oder Verarbeitungsweisen der Stoffe oder Bodenteile oder Gebäude, die zeitweilig oder endgültig zu entfernen sind;

6° die Beschreibung der ergriffenen Maßnahmen zur Gewährleistung der Sicherheit bei der Ausführung der Arbeiten;

7° die Auswirkungen der Handlungen und Arbeiten zur Sanierung des Grundstücks auf die Nachbarparzellen;

8° eine Beschreibung der Restrisiken und gegebenenfalls der Verwendungsbeschränkungen für die zukünftige Nutzung des Grundstücks, das Gegenstand der Handlungen und Arbeiten ist;

9° die nach erfolgter Sanierung des Grundstücks zu ergreifenden Folgemaßnahmen, die Frist, während deren sie beibehalten werden, und eine Schätzung ihrer Kosten;

10° eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit gemäß den Bestimmungen des Buches I des Umweltgesetzbuches;

11° eine nichttechnische Zusammenfassung der oben erwähnten Angaben;

12° gegebenenfalls das Gutachten der von dem Pflichtigen gewählten Kontrollstelle, was die in den vorhergehenden Punkten erwähnten Elemente betrifft.

Gegebenenfalls beinhaltet das Projekt:

1° die Sicherheitsmaßnahmen, denen die Grundstücke nach der Sanierung unterworfen werden;

2° die durch oder aufgrund des Artikels 115, Absatz 2 des CWATUPE, der Artikel 17 und 83, Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Artikels 3, § 1, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erforderlich gemachten, von der Regierung angegebenen Vermerke;

3° die in Artikel 51 erwähnten ergänzenden und ausgleichenden Wiederherstellungsmaßnahmen.

Wenn das Sanierungsprojekt in Anwendung von Artikel 39, Absatz 2, 5° an Stelle der in Absatz 2, 1° und 2° erwähnten Informationen durchgeführt wird, beinhaltet es:

- die Schlussfolgerungen, Vorschläge und Empfehlungen des Sachverständigen, die in der Charakterisierungsstudie aufgenommen werden;

- die Zusammenfassung der Beobachtungs- und Analysearbeiten, einschließlich der Identifizierung der Schadstoffe und der entsprechenden Volumen.

Der Bericht und eine Zusammenfassung der Daten werden ebenfalls gemäß den von der Verwaltung festgelegten Modalitäten auf Datenträger zur Verfügung gestellt.

**Art. 54** - Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird das Sanierungsprojekt in sieben Ausfertigungen bei der Verwaltung eingereicht.

**Art. 55** - Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie das Sanierungsprojekt erhält, stellt die Verwaltung per Einschreiben bei der Post oder per Einsendung, die dem Dokument ein sicheres Datum verleiht, ihren Beschluss zu, durch den sie entscheidet, ob das Sanierungsprojekt vollständig und zulässig ist. Ist der Antrag nicht vollständig, so schickt sie auf die gleiche Weise dem Pflichtigen ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen und Informationen, wobei sie angibt, dass das Verfahren am Tag des Eingangs der fehlenden Teile von neuem anfängt.

Wenn die Verwaltung ihren Beschluss nicht innerhalb dieser Frist eingesandt hat, gilt das Projekt als zulässig. Das Verfahren wird fortgeführt.

**Art. 56** - In dem Beschluss, durch den die Verwaltung das Sanierungsprojekt für vollständig und zulässig erklärt:

1° teilt sie gemäß den Bedingungen des Buches I des Umweltgesetzbuches bezüglich der Bewertung der Umweltverträglichkeit mit, ob das Projekt bedeutsame Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte;

2° bestimmt sie, welche Instanzen zu Rate zu ziehen sind.

**Art. 57** - An dem Tag, an dem die Verwaltung gemäß Artikel 55 dem Pflichtigen ihren Beschluss, durch den sie entscheidet, dass das Sanierungsprojekt vollständig und zulässig ist, zustellt, übermittelt sie das Projekt den verschiedenen von ihr bestimmten Instanzen und der oder den Gemeinden, auf dessen bzw. deren Gebiet das Projekt geplant ist, zur Begutachtung.

Die betroffene(n) Gemeinde(n) organisiert(en) eine öffentliche Untersuchung gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten.

**Art. 58** - Die Instanzen schicken ihr Gutachten innerhalb von dreißig Tagen ab ihrer Anrufung.

Falls kein Gutachten geschickt oder gegen Abnahmebescheinigung abgegeben worden ist, gilt das Gutachten als günstig.

**Art. 59** - Wenn eine Instanz wünscht, dass eine Konzertierungsversammlung zwischen den zu Rate gezogenen Instanzen und der Verwaltung stattfindet, setzt sie die Verwaltung innerhalb einer Frist von 15 Tagen ab dem Antrag auf ein Gutachten per Einschreiben oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, davon in Kenntnis.

Wenn die Verwaltung die Abhaltung einer Konzertierungsversammlung wünscht, setzt sie die zu Rate gezogenen Instanzen gleichermaßen davon in Kenntnis.

**Art. 60** - Die Verfahrensfristen bis zu der in Artikel 61 erwähnten Beschlussfassung werden folgendermaßen berechnet:

- ab dem Tag, an dem die Verwaltung ihren Beschluss entsandt hat, in dem sie die Zulässigkeit des Projekts bescheinigt;

- in Ermangelung dessen, ab dem Tag, der auf den Ablauf der Frist folgt, die ihr zur Einsendung ihres Beschlusses über die Zulässigkeit des Projekts eingeräumt worden war.

**Art. 61** - Innerhalb einer Frist von hundertzwanzig Tagen ab dem Tag, an dem die Verwaltung den Beschluss zur Bescheinigung der Zulässigkeit des Projekts zugeschickt hat, stellt sie dem Pflichtigen ihren Beschluss über das Sanierungsprojekt zu.

**Art. 62** - § 1. Wenn die Verwaltung das Sanierungsprojekt genehmigt:

1° legt sie die Frist fest, innerhalb deren die Sanierungshandlungen und -arbeiten eingeleitet und abgeschlossen sein müssen;

2° kann sie dem Pflichtigen Folgendes auferlegen:

- a) jede Bedingung, die sie für zweckmäßig hält, um zu gewährleisten, dass das Sanierungsprojekt den Zielsetzungen des vorliegenden Dekrets entspricht;
- b) jede Bedingung, die sie für zweckmäßig hält, um zu vermeiden, dass das Sanierungsprojekt während oder nach seiner Verwirklichung Gefahren, Belästigungen oder Nachteile für den Menschen oder die Umwelt verursachen kann;
- c) die Leistung einer Sicherheit gemäß den in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten; die eventuell in Anwendung von Artikel 40 geleistete Sicherheit wird gegebenenfalls angepasst;
- d) die vollständige oder teilweise Überwachung der Sanierungshandlungen und -arbeiten durch eine Kontrollstelle;

3° sie erwähnt ggf. die durch oder aufgrund des Artikels 133 des CWATUPE, des Artikels 45 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Artikels 3, § 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erforderlich gemachten, von der Regierung angegebenen Vermerke.

§ 2. Wenn die Verwaltung es ablehnt, das Sanierungsprojekt zu genehmigen, gibt sie die an dem Projekt vorzunehmenden Abänderungen an, um es gemäß Artikel 53 erneut einzureichen.

§ 3. Wenn die Verwaltung innerhalb der ihr eingeräumten Frist keinen Beschluss gefasst hat, gilt das Sanierungsprojekt als abgelehnt. Wenn innerhalb von hundertzwanzig Tagen kein Beschluss gefasst wurde, hat der Antragsteller Anspruch auf eine Pauschalentschädigung von 2.500 Euro. Für die Entschädigungsanträge sind die Gerichtshöfe und Gerichte zuständig.

**Art. 63** - Die Genehmigung des Sanierungsprojekts gilt als Umweltgenehmigung, Städtebaugenehmigung, Globalgenehmigung, Erklärung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, vorherige städtebauliche Erklärung und Registrierung.

In Abweichung von Artikel 53 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und von Artikel 87 des CWATUPE verfällt die Genehmigung des Sanierungsprojekts nur für den übrigen Teil der nicht ausgeführten Sanierungshandlungen und -arbeiten, wenn diese innerhalb der zwei Jahre nach dem Datum, an dem sie hätten ausgeführt werden müssen, nicht beendet sind.

**Art. 64** - In Abweichung von den Artikeln 53 bis 63 reicht der Pflichtige einen Antrag auf eine die Vermerke des Sanierungsprojekts enthaltende Globalgenehmigung ein, wenn sein Antrag entweder ein Projekt oder ein gemischtes Projekt im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, oder einer Städtebaugenehmigung unterworfenen Handlungen und Arbeiten, die insbesondere Sanierungshandlungen und -arbeiten beinhalten, zum Gegenstand hat.

Das Verfahren des Genehmigungsantrags wird gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 für die Betriebe der Klasse 1 untersucht. Der Beschluss zur Gewährung der Genehmigung enthält die in Artikel 62, § 1, des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Vermerke. In dem Beschluss, in dem die Genehmigung aus Gründen verweigert wird, die mit der Sanierung zusammenhängen, werden die am Projekt vorzunehmenden Abänderungen angegeben, um es gemäß Artikel 53 erneut einzureichen.

Die ausgestellte Genehmigung wird gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets durchgeführt, insofern sie als Beschluss über das Sanierungsprojekt gilt.

Für die anderen Handlungen und Arbeiten, als diejenigen, die mit der Sanierung zusammenhängen, läuft die in den Artikeln 97 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und 87 des CWATUPE erwähnte Verfallsfrist erst ab dem Erhalt der abschließenden Bewertung.

#### Unterabschnitt 4. — Aufsicht über die Sanierungshandlungen und -arbeiten

**Art. 65** - In dem in Artikel 62, § 1, 2°, d) erwähnten Fall erfolgen die Sanierungshandlungen und -arbeiten unter der Aufsicht der Kontrollstelle, die ihr Gutachten über das Sanierungsprojekt abgegeben hat. Die Kontrollstelle befindet über:

- die gute Durchführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten;
- die Stabilität des sanierten Grundstücks;
- die Ergebnisse der von unabhängigen Laboratorien des Pflichtigen, des Sachverständigen und der Kontrollstelle durchgeführten Tests und Analysen.

Im Laufe der Sanierung übermittelt die Kontrollstelle der Verwaltung auf deren Antrag hin einen Bericht über den Fortschrittstand der Sanierungshandlungen und -arbeiten.

Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Ende der Sanierungshandlungen und -arbeiten übermittelt die Kontrollstelle der Verwaltung einen Bewertungsbericht über die Arbeiten, der insbesondere Folgendes beinhaltet:

- die Ergebnisse der durchgeführten Maßnahmen und Kontrollen;
- jede zweckmäßige Bemerkung bezüglich des Ablaufs der Arbeiten.

**Art. 66** - § 1. Die Personen, die der Pflicht, die Sanierungshandlungen und -arbeiten vorzunehmen, unterworfen sind, informieren die Verwaltung regelmäßig über den Fortschritt der Handlungen und Arbeiten und über jeden Unfall oder Zwischenfall, der ihren reibungslosen Ablauf beeinträchtigen könnte.

Die Regierung kann den Inhalt der Unterlage festlegen, die über den Fortschrittstand berichtet und von den in Absatz 1 erwähnten Personen übermittelt wird, sowie die Modalitäten und Fristen ihrer Übermittlung.

§ 2. Wenn neue Elemente nach der Genehmigung des Sanierungsprojekts eingetreten sind, kann die Verwaltung entweder auf Antrag des Pflichtigen oder des Sachverständigen oder der Kontrollstelle hin oder auf Eigeninitiative die Vorschriften des Sanierungsprojekts oder diejenigen, die aufgrund von Artikel 62, § 1 auferlegt werden, abändern.

Sie sendet dem Pflichtigen ihren Beschluss per Einschreiben bei der Post oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht.

**Art. 67** - § 1. Nach Ausführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten nimmt der Sachverständige, der das Sanierungsprojekt erstellt hat, eine abschließende Bewertung vor.

Diese Bewertung umfasst:

- 1° die Sanierungsziele;
- 2° die erlangten Ergebnisse, einschließlich der erreichten Werte, und, falls die Sanierungsziele nicht erreicht werden konnten, eine Analyse der Restrisiken;
- 3° die im Laufe der Arbeiten eingetretenen Probleme;
- 4° die eventuellen Vorschläge bezüglich Verwendungsbeschränkungen und Folgemaßnahmen;

5° die eventuellen Vorschläge von ergänzenden Arbeiten, wenn nach Ausführung der Arbeiten ersichtlich wird, dass für einen der analysierten Parameter der in der Genehmigung des Sanierungsprojekts festgelegte Wert nicht erreicht wird, sowie die eventuellen Vorschläge von Sicherheitsmaßnahmen und die Schätzung der Kosten für diese ergänzenden Arbeiten;

6° einen Vorschlag für einen Bodenkontrollschein.

Der Bewertungsbericht und eine Zusammenfassung der Daten sind ebenfalls gemäß den von der Verwaltung festgelegten Modalitäten auf Datenträger verfügbar.

§ 2. Die abschließende Bewertung wird innerhalb von sechzig Tagen ab dem Ende der Sanierungshandlungen und -arbeiten in drei Exemplaren per Einschreiben bei der Post oder per Einsendung, die dem Dokument ein sicheres Datum verleiht, an die Verwaltung gerichtet.

Die Verwaltung kann den Sachverständigen und gegebenenfalls die Kontrollstelle anhören, wenn sie es als notwendig erachtet.

Nach dieser Anhörung kann sie falls nötig eine Gegenexpertise anordnen.

§ 3. Innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang der abschließenden Bewertung und gegebenenfalls des Berichts der Kontrollstelle, sofern die Verwaltung keine Gegenexpertise angeordnet hat, erteilt die zuständige Behörde einen Bodenkontrollschein:

1° zur Feststellung, dass die Sanierung gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets ausgeführt worden ist;

2° zur Bestimmung der Sonderwerte;

3° ggf. zur Auferlegung von Verwendungsbeschränkungen oder Folgemaßnahmen.

An demselben Tag übermittelt die Verwaltung dem Eigentümer, wenn er nicht der Pflichtige ist, einen Bodenkontrollschein.

Innerhalb derselben Frist erlegt die Verwaltung ggf. ergänzende Arbeiten, die innerhalb der von ihr festgelegten Frist auszuführen sind, und in einem solchen Fall, die eventuellen Sicherheitsmaßnahmen sowie die Höhe der erforderlichen Sicherheitsleistung auf. In diesem Fall wird der in Absatz 1 erwähnte Bodenkontrollschein innerhalb einer Frist von sechzig Tagen nach einer neuen abschließenden Bewertung ausgestellt.

Die in Ausführung von Artikel 62, § 1, 2°, c) geleistete Sicherheit wird je nach Fall innerhalb von neunzig Tagen ab der Ausstellung des Bodenkontrollscheins von der Verwaltung freigegeben oder angepasst.

Die Regierung kann die Modalitäten für diese Freigabe festlegen.

#### *Abschnitt 4. — Gemeinsame Bestimmungen für die vorhergehenden Abschnitte*

**Art. 68** - Bei mehreren Pflichtigen veranstaltet die Verwaltung nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten eine oder mehrere Konzertierungsversammlungen zwischen diesen.

Die Pflichtigen bezeichnen einen Mandatsträger, der mit den Beziehungen mit der Verwaltung beauftragt wird.

Das Eingreifen des Sachverständigen und gegebenenfalls der Kontrollstelle, sowie die Ermittlungs- und Sanierungsmaßnahmen sind diesen Pflichtigen gemeinsam.

**Art. 69** - § 1. In ihrem Beschluss über die Orientierungsstudie, die Charakterisierungsstudie, das Sanierungsprojekt oder die abschließende Bewertung kann die Verwaltung im Falle eines Interessenkonflikts oder bei mangelnder Unabhängigkeit des betreffenden Sachverständigen dem Pflichtigen auferlegen, auf einen anderen Sachverständigen als denjenigen zurückzugreifen, der die Studie durchgeführt hat, über die die Verwaltung zur Weiterführung des Verfahrens befindet, um die Durchführung der Zielsetzungen des vorliegenden Dekrets zu gewährleisten.

§ 2. Die regionalen öffentlichen Behörden werden im Rahmen der Durchführung des vorliegenden Dekrets von der Leistung einer Sicherheit freigestellt.

§ 3. Die Orientierungs- und Charakterisierungsstudien, über die die Verwaltung einen Beschluss gefasst hat, werden den öffentlichen Behörden auf einfache Anfrage unbeschadet der Gesetzgebung über das Recht auf Zugang zu Umweltinformationen zur Verfügung gestellt.

§ 4. Die Gesamtheit oder ein Teil der im Laufe einer Umweltverträglichkeitsprüfung oder einer vorher durchgeführten Nachweisstudie erlangten Ergebnisse und Daten können in die Orientierungsstudie einbezogen werden, insofern sie relevant und aktuell sind. Diese werden als solche in der Studie identifiziert.

#### *KAPITEL V. — Einspruch*

**Art. 70** - Der Pflichtige kann gegen die in den Artikeln 20, 26, 39, 45, 61, 62, 66, § 2 und 67, § 3 erwähnten Beschlüsse Einspruch erheben.

Der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte, Lessee oder Nutznießer kann ebenfalls gegen die in Artikel 26 erwähnten Beschlüsse, durch die dem bezeichneten Pflichtigen Befreiung gewährt wird, Einspruch erheben.

Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung auf den angefochtenen Beschluss.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Beschlusses oder, wenn kein Beschluss vorliegt, ab dem Tag nach Ablauf der der Verwaltung zur Einsendung ihres Beschlusses eingeräumten Frist per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung oder per Aushändigung gegen Aufgabebescheinigung an die Regierung gerichtet.

Diese Fristen werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 24. Dezember und dem 1. Januar ausgesetzt.

**Art. 71** - Es wird ein Berufungsausschuss in Sachen Bodenbewirtschaftung eingerichtet.

Dieser Ausschuss besteht aus:

1° einem Vorsitzenden, der eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren in der Magistratur oder als Rechtsanwalt nachweisen kann;

2° zwei Personen, die über technische Kenntnisse und eine Erfahrung verfügen, die in den bearbeiteten Angelegenheiten anerkannt sind;

3° einem Mitglied der Umweltverwaltung, das Inhaber eines Universitätsdiploms oder eines gleichwertigen Diploms ist und das von dem Minister vorgeschlagen wird, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

4° einem Mitglied der Verwaltung der Raumordnung, das Inhaber eines Universitätsdiploms oder eines gleichwertigen Diploms ist und das von dem Minister vorgeschlagen wird, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.

Für jedes ordentliche Mitglied ernennt die Regierung ein stellvertretendes Mitglied. Der stellvertretende Vorsitzende und die stellvertretenden Mitglieder tagen wenn der ordentliche Vorsitzende oder das ordentliche Mitglied, den/das sie vertreten, verhindert ist. Jedes Mandat hat eine Dauer von fünf Jahren. Wenn ein Mandat vor seinem Ablauf frei wird, wird der Nachfolger für die noch zu laufende Dauer des Amtes ernannt.

Die Beratungen des Ausschusses sind nur dann gültig, wenn wenigstens der Vorsitzende oder dessen Stellvertreter und zwei ordentliche oder stellvertretende Mitglieder, von denen wenigstens einer über technische Kenntnisse und eine Erfahrung in den bearbeiteten Angelegenheiten verfügt, anwesend sind. Eine Stimmenthaltung ist nicht erlaubt. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Der Vorsitzende und die anderen Mitglieder des Ausschusses sind an das Beratungsgeheimnis gebunden.

Der Ausschuss wird von einem Sekretär und zwei beigeordneten Sekretären unterstützt, die von der Regierung bezeichnet werden. Diese sind nicht stimmberechtigt.

Die Regierung kann zusätzliche Modalitäten für die Arbeitsweise des Ausschusses verabschieden und seinen Mitgliedern Anwesenheitsgelder und Entschädigungen gewähren.

**Art. 72** - Innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang des Einspruchs übermittelt die Regierung:

1° dem Einsprucherheber eine Empfangsbestätigung, in der das Datum angegeben wird, an dem die in Absatz 2 erwähnte Sitzung stattfindet;

2° dem Berufungsausschuss in Sachen Bodenbewirtschaftung und gegebenenfalls dem Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigten, Lessee oder Nutznießer des betroffenen Grundstücks eine Abschrift des Einspruchs und der oben erwähnten Empfangsbestätigung.

Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs werden der Einsprucherheber, der Vertreter der Regierung und gegebenenfalls der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigter, Lessee und Nutznießer zu einer Anhörung vor den Ausschuss geladen, wenn sie oder Letzterer es beantragen.

Der Ausschuss nimmt ein Protokoll auf und gibt innerhalb von fünfzehn Tagen sein Gutachten an die Verwaltung ab.

In Ermangelung dessen wird das Verfahren fortgesetzt.

Innerhalb von neunzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs sendet die Regierung ihren Beschluss an den Einsprucherheber und gegebenenfalls an den Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigten, Lessee und Nutznießer.

Falls die Regierung ihren Beschluss nicht innerhalb der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Frist einsendet, wird der angefochtene Beschluss bestätigt.

#### KAPITEL VI. — Maßnahmen von Amts wegen

**Art. 73** - Wenn kein Pflichtiger bezeichnet worden ist oder im äußersten Dringlichkeitsfall, hat die Verwaltung die Möglichkeit, für die Erfüllung der in Artikel 18 erwähnten Pflichten für Rechnung und zu Lasten derjenigen, die es angeht, von Amts wegen zu sorgen.

**Art. 74** - § 1. Wenn die "SPAQuE" im Rahmen der zur Erfüllung ihrer in Artikel 39, § 1, 1° et 3° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Aufgabe durchgeführten Untersuchungen eine Bodenverschmutzung feststellt, die eine schwerwiegende Gefährdung darstellt, setzt sie die Verwaltung davon in Kenntnis und ermahnt den in Artikel 22 erwähnten Pflichtigen, ein Sanierungsprojekt gemäß den Artikeln 53 ff. einzureichen. Gleichzeitig übermittelt die "SPAQuE" der Verwaltung und dem Pflichtigen eine von einer Kontrollstelle für gültig erklärte Einschätzung der Sanierungskosten.

Innerhalb einer Frist, die dreißig Tage ab der Mahnung nicht überschreiten darf, verpflichtet sich der Pflichtige ausdrücklich, die in Artikel 18, 1°, c), 2° oder 3° erwähnten Verpflichtungen einzuhalten und leistet gemäß den in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten eine finanzielle Sicherheit zugunsten der Verwaltung zwecks der Gewährleistung der mit der Ausführung von Amts wegen des Sanierungsprojekts verbundenen Kosten.

In Ermangelung dessen übermittelt die Verwaltung dieser Person eine Zahlungsanordnung binnen vierundzwanzig Stunden unter Androhung der Vollstreckung durch Pfändung.

Die Bildung einer Sicherheit mit einem unzureichenden Betrag im Anschluss an die Zustellung einer Zahlungsanordnung verhindert keinesfalls die Weiterführung der Verfolgungen.

Nach Ablauf der Frist der Zahlungsanordnung kann die Verwaltung eine Pfändung nach dem im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Verfahren durchführen lassen.

Außerdem vertraut die Regierung der "SPAQuE" die Durchführung der Sanierung an und kann ihr in diesem Rahmen erlauben, die Enteignung des Grundstücks zu gemeinnützigen Zwecken im Hinblick auf dessen Sanierung gemäß den im Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vorgesehenen Regeln vorzunehmen.

Falls mehrere Pflichtige betroffen sind, sind diese gesamtschuldnerisch verpflichtet.

§ 2. Nachdem die "SPAQuE" eine Versammlung zur Information der Öffentlichkeit organisiert hat, reicht sie ein Sanierungsprojekt gemäß Artikel 53, Absatz 2 bei der Regierung ein, ohne dass die "SPAQuE" jedoch verpflichtet ist, auf einen Sachverständigen zurückzugreifen.

Die Regierung bestätigt den Eingang der Akte innerhalb von fünfzehn Tagen ab deren Hinterlegung. Gegebenenfalls zieht sie die Dienststellen und Instanzen zu Rate, wenn sie es für zweckmäßig erachtet, und befindet innerhalb von neunzig Tagen ab der Empfangsbestätigung über das Sanierungsprojekt.

§ 3. In Abweichung von Artikel 67 stellt die Verwaltung innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang der von einer Kontrollstelle durchgeführten abschließenden Bewertung, die die Ergebnisse der Analysen beinhaltet, die die "SPAQuE" dem "ISseP" im Laufe der Durchführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten und nach deren Ende anvertraut hat, den Bodenkontrollschein aus.

§ 4. Die aufgrund des vorliegenden Artikels getroffenen Maßnahmen gelten als Umweltgenehmigung, Globalgenehmigung, Städtebaugenehmigung, Erklärung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und vorherige städtebauliche Erklärung.

In Abweichung von Artikel 87 des CWATUPE und von Artikel 53 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, verfällt die Genehmigung des Sanierungsprojekts nur für den übrigen Teil der nicht ausgeführten Rehabilitierungshandlungen und -arbeiten, wenn diese innerhalb zwei Jahren nach dem Datum, an dem sie hätten ausgeführt werden müssen, nicht beendet sind.



KAPITEL VII. — *Verstöße*

- Art. 75** - Urheber eines Verstoßes der zweiten Kategorie ist derjenige:
- 1° der die in Artikel 18 erwähnten Verpflichtungen nicht durchführt;
  - 2° der seinen in Artikel 5 erwähnten Informationspflichten nicht nachkommt.

KAPITEL VIII. — *Zuschüsse*

**Art. 76** - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung jeder natürlichen oder juristischen Person privaten oder öffentlichen Rechts einen Zuschuss gewähren, um eine Orientierungsstudie, eine Charakterisierungsstudie oder ein Sanierungsprojekt im Sinne des vorliegenden Dekrets durchzuführen.

Dieser Zuschuss stellt eine Beihilfe im Sinne der Verordnung EG Nr. 1998/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf De-minimis-Beihilfen dar.

Der gewährte Gesamtbetrag darf in einem Zeitraum von drei Jahren 100.000 Euro nicht überschreiten und wird gemäß Artikel 2 der besagten Verordnung berechnet.

Wenn ein Zuschussberechtigter ein Unternehmen ist, das heißt jede juristische oder natürliche Person, die auf dem Markt Güter oder Dienstleistungen anbietet, verpflichtet er sich, vor dem Erhalt des in Absatz 1 erwähnten Zuschusses alle im Laufe der drei letzten Jahre erhaltenen Beihilfen zu melden. Zur Berechnung des Zuschusses werden die anderen De-minimis-Beihilfen berücksichtigt, wobei die gesamten Beihilfen in einem Zeitraum von drei Jahren 100.000 Euro nicht überschreiten dürfen.

§ 2. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung jeder natürlichen, juristischen Person öffentlichen Rechts oder öffentlichen Interesses oder jeder juristischen Person privaten Rechts einen Zuschuss gewähren, um die Einhaltung der in Artikel 18 des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Verpflichtungen durchzuführen, wenn er sich auf ein Grundstück bezieht, dessen Eigentümer eine juristische Person ist.

Dieser Zuschuss besteht in der Form eines Euro an eine oder mehrere natürliche, juristische Personen öffentlichen Rechts oder öffentlichen Interesses oder juristische Personen privaten Rechts, die damit übereinstimmen und die drei Euro für diese Durchführung investieren.

KAPITEL IX. — *Aufhebungs- und Abänderungsbestimmungen**Abschnitt 1. — Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

**Art. 77** - Artikel 1, 13° des Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird folgendermaßen ergänzt:  
 „; für den Boden ist die Wiederinstandsetzung diejenige, die sich aus den in Artikel 18 des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Verpflichtungen ergibt.“

**Art. 78** - Artikel 71, § 1, Absatz 1 desselben Dekrets wird durch einen Punkt 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:  
 „4° den mit der Überwachung beauftragten Beamten informieren.“

**Art. 79** - Artikel 81, § 2, desselben Dekrets wird folgendermaßen ergänzt:

„Der beauftragte Beamte und der technische Beamte sind ebenfalls zuständig, um gemeinsam über die in Artikel 63 des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Anträge auf eine Globalgenehmigung zu befinden.“

In Artikel 177, Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter „Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region“ durch die Wörter „Fonds für den Umweltschutz, Abteilung „kleinere Umweltsünden“ ersetzt.

*Abschnitt 2. — Buch I des Umweltgesetzbuches*

**Art. 80** - In Artikel D.29-1, § 5, des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein Punkt 4° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„4° die Sanierungsprojekte im Sinne des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung“.

**Art. 81** - In Artikel D.49 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird nacheinander Folgendes eingefügt:

„d. die Sanierungsprojekte im Sinne des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung;“.

Der Punkt *d.* wird zum Punkt *e.*

**Art. 82** - In Artikel D.67, § 3 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird zwischen den Absatz 1 und den Absatz 2, der zum Absatz 3 wird, ein neuer Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Wenn das Projekt eine Anlage oder Aktivität betrifft, die in der in der Anlage 3 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Liste angeführt wird, enthält die in Punkt 1° erwähnte Beschreibung des Projekts auf alle Fälle:

1° allgemeine Auskünfte und insbesondere die eventuellen Angaben über das betroffene Grundstück, die in der in Artikel 10 des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Datenbank über den Bodenzustand angeführt werden, und die anwendbaren Werte, einschließlich der Hintergrundkonzentrationen im Sinne desselben Dekrets;

2° die Vorgeschichte des Standorts und gegebenenfalls des laufenden Betriebs;

3° geologische, hydrologische und hydrogeologische Auskünfte.“

In Artikel D.88, § 1, Absatz 1, des Buches I des Umweltgesetzbuches werden die Wörter „außer wenn sie sich auf die in dem Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung vorgesehenen Verpflichtungen bezieht“ vor den Punkt am Ende des Satzes gesetzt.

In Artikel D.138, Absatz 1, des Buches I des Umweltgesetzbuches wird der Punkt durch ein Semikolon ersetzt und dieser Absatz folgendermaßen ergänzt:

“- das Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung.“

In Artikel D.149, § 1, desselben Buches wird der Punkt durch ein Semikolon ersetzt und ein Punkt 5° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„5° die Verwaltung im Sinne des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung informieren.“

Artikel D.155 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird folgendermaßen ergänzt:

„§ 4. Die Vorladung vor Gericht in Bezug auf einen Verstoß gegen das Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung wird auf Betreiben des Gerichtsvollziehers bei dem aufgrund der Lage der Güter zuständigen Hypothekenamt überschrieben.

In der Vorladung ist die katastrale Bezeichnung des Immobiliengutes enthalten, das Gegenstand des Verstoßes ist, und wird der Eigentümer in der in Artikel 12 des Gesetzes vom 10. Oktober 1913 vorgesehenen Form und mit der in demselben Artikel vorgesehenen Strafmaßnahme identifiziert.

Jeder in der Rechtssache gefasste Beschluss wird am Rande der Übertragung der Vorladung oder der Zustellungsurkunde gemäß dem in Artikel 84 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 über die Revision der Hypothekenordnung angegeben.

§ 5. Der Gerichtsschreiber des Zivil- oder Strafgerichts stellt der Verwaltung und gegebenenfalls der "SPAQuE" eine Abschrift der Vorladungen vor den Tatgerichten, sowohl in erster Instanz als in Berufung, betreffend die Artikel 84 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Verstöße zu."

In Artikel D.157, § 2 desselben Buches wird der Punkt durch ein Semikolon ersetzt und dieser Paragraph folgendermaßen ergänzt:

"4° die Bestimmungen des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung einzuhalten."

In Artikel D.170, § 2 desselben Buches wird der Punkt durch ein Semikolon ersetzt und ein Punkt 5° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"5° der im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und im Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung vorgesehenen Bearbeitungsgebühren."

*Abschnitt 3.* — Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

**Art. 83** - In Artikel 35, § 2, Absatz 1, 2° des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben werden die Wörter "Der gemäß den durch die Regierung festgesetzten Modalitäten genehmigte Rehabilitierungsplan" durch die Wörter "Das gemäß den durch die Regierung festgesetzten Modalitäten genehmigte Sanierungsprojekt" ersetzt.

Die letzten zwei Absätze desselben Paragraphen werden gestrichen.

**Art. 84** - Artikel 35, § 2, Absatz 2 desselben Dekrets wird durch folgenden Text ersetzt:

"Das in dem vorhergehenden Paragraphen erwähnte Vorhandensein von Abfällen wird wieder ein Tatbestand, der eine Abgabe begründet, wenn das Sanierungsprojekt nicht gemäß den Bestimmungen des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung mit Ausnahme des in dessen Artikel 62, Absatz 1 erwähnten Falles genehmigt wird, wenn die Sanierungshandlungen und -arbeiten nicht an dem Tag begonnen haben, wo sie gemäß den Bestimmungen des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung beginnen müssen, wenn die Sanierungshandlungen und -arbeiten nicht an dem festgelegten Datum beendet sind und wenn die ergänzenden Arbeiten nicht innerhalb der gemäß den Bestimmungen des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung festgesetzten Frist durchgeführt sind."

*Abschnitt 4.* — Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle

**Art. 85** - Artikel 2 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird durch einen Punkt 30° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"30° SPAQuE: "Société publique d 'Aide à la Qualité de l'Environnement" (öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität)".

Die Überschrift des Abschnitts 4 des Kapitels VII des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird durch folgende Überschrift ersetzt: "SPAQuE";

In Artikel 39, § 2, Absätze 1 und 2, und § 4, Absatz 1 werden die Wörter "die öffentliche Gesellschaft" durch die Wörter "die SPAQuE" und in Artikel 39, § 3, Absatz 1 und § 5 werden die Wörter "der öffentlichen Gesellschaft" durch die Wörter "der SPAQuE" ersetzt;

In den Artikeln 20, § 3, Absatz 2, 25, § 1, Absatz 1, und § 2, Absatz 1, 42, § 1, Absatz 1, 43, § 1, Absatz 3 und 47 werden die Wörter "die in Artikel 39 erwähnte öffentliche Gesellschaft" durch die Wörter "die SPAQuE" und in den Artikeln 20, § 5, 25, § 2, Absatz 5, 26, § 1, Absatz 3, 33, § 1, Absatz 2 und 36, 5° werden die Wörter "der in Artikel 39 erwähnten öffentlichen Gesellschaft" durch die Wörter "der SPAQuE" ersetzt.

In Artikel 72 desselben Dekrets werden die Wörter "die in Artikel 39 erwähnte öffentliche handelsrechtliche Gesellschaft" durch die Wörter "die SPAQuE" ersetzt.

**Art. 86** - In Artikel 39, § 1, Absatz 1, 3° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle werden die Wörter "der in Artikel 42 und 47 erwähnten Sanierungspläne" durch die Wörter "der im Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Sanierungsprojekte" ersetzt.

Artikel 39, § 3, Absatz 2 desselben Dekrets wird aufgehoben.

In Artikel 39, § 4, Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter "der Sanierung im Sinne des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung oder der Sanierung im Sinne des Artikels 167 des "CWATUPE" zwischen die Wörter "Artikel 43, § 1" und "beauftragt wird" eingefügt.

In Artikel 39, § 4, Absatz 2 desselben Dekrets werden die Wörter "und Sanierung" zwischen die Wörter "Wiederinstandsetzung" und "notwendigen" eingefügt.

Artikel 39 desselben Dekrets wird durch die Paragraphen 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 6. Die Bürgschaft der Region gegenüber Dritten wird der "SPAQuE" unter den von der Regierung bestimmten Bedingungen, für die Zinsen und die Tilgung der durch die "SPAQuE" auszugebenden Obligationen und für die aufzunehmenden Anleihen gewährt.

Bei Nichteinlösung der Obligationen oder Nichtrückzahlung der Anleihen sowie bei Nichtrückzahlung der mit ihnen verbundenen Zahlungen stellt die Region der "SPAQuE" die den Dritten geschuldeten Summen zur Verfügung.

§ 7. Die Regierung kann in das Kapital der "SPAQuE" Immobiliengüter und Anteile einbringen, die Eigentum der Region sind.».

**Art. 87** - Artikel 42 desselben Dekrets wird gestrichen.

**Art. 88** - Artikel 43 desselben Dekrets wird durch einen § 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 5. Die Regierung setzt die Verwaltung von den in Anwendung des vorliegenden Artikels getroffenen Maßnahmen in Kenntnis."

*Abschnitt 5. — Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie*

**Art. 89** - In Artikel 85, § 1, 3° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie werden die Wörter "in der in Artikel 14 des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden erwähnten Datenbank über den Bodenzustand" durch die Wörter "in der Datenbank über den Bodenzustand im Sinne des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung" ersetzt.

Artikel 150*bis*, § 1, Absatz 2, desselben Gesetzbuches wird durch einen Punkt 8° mit folgendem Wortlaut ersetzt:

"8° die Daten bezüglich des Gutes, die in der Datenbank im Sinne des Artikels 10 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung aufgenommen sind."

In Artikel 167, 2°, desselben Gesetzbuches werden die Wörter "-arbeiten im Sinne von Artikel 2, 10°, sub Artikel 26 des Dekrets vom 1. April 2004 über die Reinigung von verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände oder Renovierungsarbeiten" durch die Wörter "-arbeiten auf dem Grundstück im Sinne von Artikel 2, 10° des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung" ersetzt.

*KAPITEL X. — Schluss- und Übergangsbestimmungen*

**Art. 90** - Sofern keine anderslautende Bestimmung vorliegt, erfolgt jede in dem vorliegenden Dekret erwähnte Einsendung:

1° entweder per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung;

2° oder mittels jeder anderen ähnlichen Einsendeform, durch die der Einsendung oder dem Eingang der Urkunde ungeachtet des benutzten Postverteilungsdienstes ein sicheres Datum verliehen werden kann;

3° oder durch Aushändigung der Urkunde gegen Aufgabebestätigung.

Die Regierung kann die Liste der von ihr anerkannten Verfahren festlegen, durch die der Einsendung und dem Erhalt ein sicheres Datum verliehen wird.

Die Einsendung erfolgt spätestens am Fälligkeitstag.

Der Tag des Erhalts der Urkunde, der als Ausgangspunkt gilt, ist nicht mit eingeschlossen.

Der Fälligkeitstag wird in der Frist mitgezählt. Wenn dieser Tag jedoch auf einen Samstag, Sonntag oder gesetzlichen Feiertag fällt, wird der Fälligkeitstag auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

**Art. 91** - Die Verwaltung kann den in Artikel 20 erwähnten Beschluss nur in den folgenden Fällen fassen:

1° wenn vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets ein Gutachten über die Zulässigkeit eines Rehabilitierungsplans im Sinne von Artikel 7, § 3, des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region oder von Artikel 35, § 2, des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 2007 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben ausgestellt wurde;

2° wenn der Antrag zur Genehmigung einer Nachweisstudie des Standorts im Sinne von Artikel 681*bis*/67 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets beim technischen Beamten eingegangen ist.

**Art. 92** - Der aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region oder des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 2007 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben eingereichte Rehabilitierungsplan, dessen Zulässigkeitsgutachten vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets abgegeben wurde, wird weiterhin gemäß den am Datum des Zulässigkeitsgutachtens geltenden Bestimmungen untersucht.

Wenn eine Nachweisstudie aufgrund des Artikels 681*bis*/67 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung und vor dem 31. Dezember 2010 eingereicht wurde, werden die Anträge zur Genehmigung der Charakterisierungsstudie und des Sanierungsplans des Standorts gemäß den Bestimmungen der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung untersucht.

**Art. 93** - Für einen Zeitraum von einem Jahr ab dem Inkrafttreten des auf dem Artikel 27, § 2, fußenden Erlasses der Wallonischen Regierung wird die gemäß dem in Artikel 681*bis*/73 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Abänderung des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden, gewährte Zulassung als Sachverständiger im Fachbereich "Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds" mit der Zulassung als Sachverständiger im Sinne der Artikel 27 bis 35 gleichgestellt.

**Art. 94** - Die für die Bedürfnisse der Sanierung des Grundstücks erforderlichen Genehmigungsanträge, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereicht wurden, sowie die diesbezüglichen verwaltungsrechtlichen Einsprüche werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

**Art. 95** - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets aufgrund der Artikel 42, 43 und 47 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle getroffenen Maßnahmen im Hinblick auf die Sanierung des Grundstücks, sowie die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets aufgrund derselben Artikel getroffenen Sicherheitsmaßnahmen, werden durch die am Datum ihrer Verabschiedung anwendbaren Bestimmungen geregelt.

Absatz 1 ist ebenfalls auf die Sicherheitsmaßnahmen und auf die Maßnahmen im Hinblick auf die Sanierung des Grundstücks anwendbar, die aufgrund des Artikels 71 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung getroffen werden.

**Art. 96** - § 1. Sofern die im Rahmen eines Rehabilitierungsplans aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region oder des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben oder eines Sanierungsplans gemäß Artikel 681*bis*/67 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, der nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets genehmigt wurde, durchgeführten Sanierungshandlungen und -arbeiten den in dem vorliegenden Dekret erwähnten Zielsetzungen nachkommen, wird dem über die gute Durchführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten befindenden Beschluss ein Bodenkontrollschein beigefügt.

§ 2. Wenn sich herausstellt, dass nach Abschluss eines in § 1 erwähnten Rehabilitierungsplans oder Sanierungsplans dessen Zielsetzungen nicht nachgekommen werden konnte, kann der Minister auf begründeten Vorschlag der Verwaltung eine Verlängerung der Durchführungsfrist gewähren, die nicht größer als die Hälfte der ursprünglichen Frist sein darf.

**Art. 97** - Es werden Bearbeitungsgebühren zu Lasten einer jeden natürlichen oder juristischen Person erhoben, die in Anwendung des vorliegenden Dekrets einen Bodenkontrollschein erhalten hat, deren Gesamtertrag dem Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "kleinere Umweltsünden" zugeführt wird und die die Verwaltungskosten decken.

Die Bearbeitungsgebühren sind am Datum der Ausstellung durch die Verwaltung des Bodenkontrollscheins zu zahlen.

Die Bearbeitungsgebühren belaufen sich auf:

- 250 Euro im Falle eines nach Abschluss einer Orientierungsstudie ausgestellten Bodenkontrollscheins;
- 500 Euro im Falle eines nach Abschluss einer Charakterisierungsstudie ausgestellten Bodenkontrollscheins;
- 1.000 Euro im Falle eines nach Abschluss einer Sanierung ausgestellten Bodenkontrollscheins.

**Art. 98** - Die Artikel 5, 7, 18 bis 26, 28 bis 30 des Dekrets vom 1. April 2004 über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände werden außer Kraft gesetzt.

In der Überschrift dieses Dekrets werden die Wörter "über die Reinigung der verschmutzten Böden und" ausgelassen.

**Art. 99** - Das vorliegende Dekret tritt drei Monate nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 21, dessen Datum des Inkrafttretens von der Regierung festgelegt wird.

**Art. 100** - Spätestens am 31. Dezember unterbreitet die Regierung dem Parlament einen ausführlichen Bericht über die Durchführung des vorliegenden Dekrets. Der erste Bericht wird am 31. Dezember 2010 übermittelt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,  
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—————  
Note

(1) *Sitzungsperiode 2008-2009.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments, (2008-2009).*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom*

*Diskussion - Abstimmung.*

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 639

[2009/200642]

#### 5 DECEMBER 2008. — Decreet betreffende het bodembeheer (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

*Afdeling 1. — Doelstellingen*

**Artikel 1.** Dit decreet beoogt het voorkomen van bodemverarming, van bodemverontreiniging, de identificatie van potentiële verontreinigingsbronnen, de organisatie van de onderzoeken tot vaststelling van het bestaan van een verontreiniging en de bepaling van de modaliteiten voor de sanering van de verontreinigde bodems.

*Afdeling 2. — Definities*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "bodem" : de oppervlakkige laag van de aardkorst, met inbegrip van de grondwateren in de zin van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en de andere elementen en lichamen die daar aanwezig zijn;

2° "polluent" : product, bereiding, stof, afvalstof, chemische verbinding, lichaam of micro-organisme verantwoordelijk voor een verontreiniging en gegenereerd door de activiteit van de mens;

3° "bodemverontreiniging" : de aanwezigheid op of in de bodem van polluenten die rechtstreeks of onrechtstreeks schadelijk zijn of kunnen zijn voor de bodemkwaliteit;

4° "nieuwe bodemverontreiniging" : bodemverontreiniging veroorzaakt vanaf 30 april 2007 door een emissie, een evenement of een incident;

5° "historische bodemverontreiniging" : bodemverontreiniging veroorzaakt vóór 30 april 2007 door een emissie, een evenement of een incident;

6° "bodemverontreiniging die een ernstige dreiging vormt" :

a) bodemverontreiniging die, rekening houdend met de kenmerken van de bodem en met de functies die hij vervult, met de aard, de concentratie en het risico van verspreiding van de aanwezige polluenten, een bron van polluenten vormt of zou kunnen vormen die overdraagbaar zijn aan mensen, dieren en planten, die zeker of vermoedelijk schade berokkenen aan de veiligheid of de gezondheid van de mens of aan de kwaliteit van het leefmilieu;

b) bodemverontreiniging die schade kan toebrengen aan de voorraden water dat tot drinkwater verwerkt kan worden;

7° "terrein" : de grond, met inbegrip van de constructies en installaties die in of op de grond gebouwd zijn;

8° "verontreinigd terrein" : terrein waar bodemverontreiniging vastgesteld is;

9° "potentieel verontreinigd terrein" : terrein waar een bodemverontreiniging wordt vermoed, o.a. wegens het bestaan of de aanwezigheid, in het verleden, van een activiteit of installatie waarvan vermoed wordt dat ze de bodem kan verontreinigen of van de wetenschap van een bijzonder ongeval of van de aanwezigheid van afval, nog niet bevestigd door analyses;

10° "sanering van het terrein" : plaatselijke behandeling, wegwerking, neutralisering, immobilisering en afzondering van de bodemverontreiniging;

11° "veiligheidsmaatregelen" : maatregelen, met inbegrip van de toegangs- en gebruiksbepalingen, behalve de saneringshandelingen en -werken, om de effecten van een bodemverontreiniging te beheersen of om te voorkomen dat ze zich voordoen;

12° "opvolgingsmaatregelen" : maatregelen om zich te vergewissen van de beheersing van de risico's en van de doeltreffendheid van de veiligheidsmaatregelen of van de handelingen en werken inzake de bodemsanering;

13° "beste beschikbare technieken" : de meest doeltreffende en gevorderde fase van de ontwikkeling van de installaties en activiteiten en van de wijzen waarop ze ontworpen, gebouwd, geëxploiteerd en onderhouden worden in de sector van de bodemsanering, waarbij aangetoond wordt dat bijzondere technieken in de praktijk geschikt zijn om, in principe, de basis te vormen van de waarden vastgelegd ter uitvoering van dit decreet en ter voorkoming en, indien zulks onmogelijk blijkt, ter beperking op algemene wijze van de nadelen voor de menselijke gezondheid en de kwaliteit van het leefmilieu, op voorwaarde dat die technieken op punt gesteld worden op een schaal waarop ze in betrokken sector aangewend kunnen worden onder economisch en technisch haalbare voorwaarden en dat ze onder redelijke voorwaarden toegankelijk zijn;

14° "administratie" : de door de Regering aangewezen administratieve dienst;

15° "toezichthoudend ambtenaar" : de daartoe door de Regering aangewezen ambtenaar;

16° "SPAQuE" : de "Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement" (Openbare Maatschappij voor Hulpverlening aan de Kwaliteit van het Leefmilieu) bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

17° "deskundige" : deskundige inzake het beheer van verontreinigde bodems erkend om de bij dit decreet bepaalde opdrachten te vervullen;

18° "controle instantie" : zelfstandige instantie die geen activiteit inzake ontwerp, studie of laboratorium uitoefent en die belast is met de validering van het ontwerp en de uitvoering van de saneringshandelingen en -werken;

19° "bodemconcentratie" : omgevingsconcentratie van een polluent in de bodem; de omgevingsconcentraties kunnen wijzen op natuurlijke geologische variaties of op de invloed van een veralgemeende landbouw-, industriële of stedelijke activiteit;

20° "referentiewaarde" : indicatieve waarde van de bodemconcentraties van polluenten verwacht in de grond bij gebrek aan natuurlijke geologische variaties en bij gebrek aan weerslag van een veralgemeende landbouw-, industriële of stedelijke activiteit; die waarde stemt in principe overeen met de door de sanering te halen doelstelling;

21° "drempelwaarde" : polluentconcentratie in de bodem overeenstemmend met een niveau waarboven een karakteriseringsonderzoek uitgevoerd moet worden, alsook in geval van ernstige dreiging of van nieuwe verontreiniging, een sanering en, in voorkomend geval, veiligheids- of opvolgingsmaatregelen;

22° "interventiewaarde" :

polluentconcentratie in de grond overeenstemmend met een niveau waarboven systematisch een karakteriseringsonderzoek uitgevoerd wordt, dat de vorm kan aannemen, desgevallend tegelijkertijd, van :

a) een sanering;

b) veiligheidsmaatregelen;

c) opvolgingsmaatregelen;

23° "bijzondere waarde" : waarde vastgesteld na een oriënteringsonderzoek, een karakteriseringsonderzoek of bereikt na een sanering en vastgelegd in het bodemcontrolecertificaat;

24° "bodemcontrolecertificaat" : certificaat waarvan de Regering de minimuminhoud vastlegt en dat de beslissing inhoudt waarbij is vastgesteld dat een terrein het voorwerp heeft uitgemaakt van een oriënteringsonderzoek, een karakteriseringsonderzoek, een sanering of een tussenkomsst ambtshalve van de SPAQuE overeenkomstig dit decreet en dat de gemeten polluentconcentraties voldoen aan de voorschriften van dit decreet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

25° "CWATUPE" : Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

26° "overdracht" : elke translatieve, constitutieve, declaratieve of abdicatieve handeling betreffende een zakelijk recht, de verlenging ervan alsook de opbouw, overdracht of verlenging van persoonlijke rechten van meer dan negen jaar, met inbegrip van de onroerende leasing en de vermogensinbrengen en -overdrachten in de vennootschap, met uitsluiting van de door de Regering opgesomde handelingen met een familiaal karakter;

27° "ISSeP" : het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut), opgericht bij het decreet van 7 juni 1990, inzonderheid op artikel 4, § 3, gewijzigd bij het decreet van 9 april 1998.

*Afdeling 3. — Preventie en informatie*

**Art. 3.** Elke persoon is ertoe gehouden de geschikte maatregelen te nemen om de bodem te beschermen en om elke nieuwe bodemverontreiniging te voorkomen.

**Art. 4.** Met het oog op de bescherming van de bodem en op een duurzaam en milieuvriendelijk gebruik, op het behoud en het herstel van de kwaliteit ervan en op het voorkomen van de beschadigings- en veranderingsprocessen die hem treffen kan de Regering bepaalde maatregelen nemen die nodig zijn voor de reglementering van :

- de grondbewegingen en het beheer van de uitgegraven gronden;

- het gebruik van de organische stoffen of de meststoffen die bestemd zijn om verspreid te worden in het kader van landbouwactiviteiten of van de materies of stoffen die voor de samenstelling ervan gebruikt worden.

Daartoe kan zij de volgende maatregelen nemen :

1° de methodes bepalen voor de monsterneming en de analyse van die materies of stoffen, alsook van de bodems;

2° laboratoria, dienstenverstrekkers en interveniënten erkennen volgens de regels die zij bepaalt;

3° verplichtingen tot rapportage en gegevensoverdracht opleggen en een bank van authentieke data aanleggen;

4° de verspreiding verbieden of beperken van organische stoffen of van meststoffen die bestemd zijn om in het kader van landbouwactiviteiten op bepaalde percelen verspreid te worden volgens een procedure die zij bepaalt;

5° onder de haar gestelde voorwaarden bepaalde bodemgebruiken regelen, alsook het gebruik van de organische stoffen of de meststoffen die bestemd zijn voor verspreiding in het kader van landbouwactiviteiten, volgens bepaalde bodemgebruiks- en aanwendingswijzen, inclusief d.m.v. een gebruikscertificaat, een registratie of een administratieve machtiging;

6° onder de haar gestelde voorwaarden en volgens de door haar bepaalde procedureregels de invoering in het Waalse Gewest verbieden, modaliseren of beperken van organische stoffen of van meststoffen die voor verspreiding in het kader van landbouwactiviteiten bestemd zijn en die van andere Staten of gewesten afkomstig zijn, wanneer zij vaststelt dat het absorptievermogen van de bodems van een gedeelte of van het geheel van het Waalse Gewest overschreden is;

7° het beheer van de organische stoffen, inclusief door het al naar gelang van hun kenmerken en van de kenmerken van de ontvangende milieus gedifferentieerde gebruik ervan;

8° het beheer van de uitgegraven gronden organiseren, inclusief door het al naar gelang van hun kenmerken en van de kenmerken van de ontvangende milieus gedifferentieerde gebruik ervan;

9° de erkenning organiseren van de instellingen belast met het beheer van de uitgegraven gronden.

Al wie een bodem wijzigt of exploiteert zorgt ervoor dat erosie, waardoor de bodemkwaliteit op lange termijn aangetast kan worden, voorkomen wordt door geschikte methodes inzake landbouwtechniek en exploitatie, zoals een erosiebestendige inrichting van de percelen, erosiebestendige teelttechnieken, teeltrotatie.

**Art. 5.** De exploitant in de zin van artikel D.94, 6°, van boek I van het Milieuwetboek en de bewaker van een terrein waar hetzij verontreinigingen zijn vastgesteld waarvan de concentratie hoger is dan de criteria vastgelegd in de artikelen 47 tot 49, hetzij afval is achtergelaten, zijn ertoe gehouden zo spoedig mogelijk de toezichthoudend ambtenaar en het gemeentecollege van betrokken gemeente(n) te verwittigen zodra ze weet hebben van de aanwezigheid van die pollutanten.

Ze moeten de toezichthoudend ambtenaar, de eigenaar en betrokken gemeente(n) ook kennis geven van elk risico van verspreiding van de verontreiniging buiten het terrein zodra ze daar weet van hebben.

*Afdeling 4. — Onteigening en lasten*

**Art. 6.** Op eigen initiatief of op verzoek van de drager van één van de plichten bedoeld in artikel 18 kan de Regering, met het oog op de uitvoering van de handelingen en werken tot sanering van het terrein, wegens openbaar nut laten overgaan tot de onteigening van de onroerende goederen. In voorkomend geval geschiedt de onteigening namens en voor rekening van de drager.

**Art. 7.** De terreinen die het voorwerp zijn van onderzoeksmaatregelen, veiligheidsmaatregelen of van een sanering, alsook de naburige goederen, worden onderworpen aan de lasten die nodig zijn om ze tot een goed eind te brengen, inclusief de toegang, de gebruiksbepalingen, de uitvoering of de instandhouding van werken, handelingen en werkzaamheden.

De eigenaars en bezetters van die goederen worden vóór de uitvoering van die maatregelen verwittigd.

Er is geen vergoeding verschuldigd aan de houders van zakelijke of persoonlijke rechten op die goederen, behalve hun beroep tegen de verantwoordelijke.

*HOOFDSTUK II. — Waarden, register van de bodemconcentraties en databank**Afdeling 1. — Waarden*

**Art. 8.** Onverminderd de bijzondere waarden die in het bodemcontrolecertificaat vastliggen, bevat bijlage 1 bij dit decreet :

- de referentiewaarden die toegepast moeten worden, ongeacht het gebruik van het terrein;

- de drempelwaarden, de interventiewaarden en het toepassingsgebied ervan al naar gelang van de huidige of toekomstige feitelijke en rechtstoestand, o.a. het type gebruik van het terrein - natuurlijk, landbouwkundig, residentieel, recreatief of commercieel -, zoals bepaald in bijlage 2 bij dit decreet.

De Regering is bevoegd om de bijlagen 1 en 2 bij besluit aan te vullen en te wijzigen, mits motivering. Die wijzigingen of aanvullingen worden binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van genoemd besluit bij decreet bekrachtigd.

De Regering kan de regels vastleggen voor de weging van de referentie- en de drempelwaarden door de bodemconcentraties.

In afwijking van het eerste lid is het type natuurlijk gebruik van toepassing op de terreinen gelegen in een site Natura 2000 en op de terreinen die in aanmerking komen voor een beschermingsstatuut in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en is het type landbouwkundig gebruik van toepassing op de terreinen gelegen in een preventiegebied van een grondwaterwinning.

Indien noch dit decreet noch de Regering de referentiewaarde, de drempelwaarde en de interventiewaarde betreffende een pollutant overeenkomstig het eerste lid hebben vastgelegd, kan de administratie ze in haar in artikel 61 bedoelde beslissing vastleggen na advies van de door de Waalse Regering aangewezen instanties.

*Afdeling 2. — Bodemconcentraties*

**Art. 9.** De gewestelijke kaart van de bodemconcentraties wordt door de administratie opgemaakt en bijgewerkt op basis van de beste beschikbare gegevens, inclusief de gegevens die door de deskundigen verstrekt worden in het kader van de oriënterings- of karakteriseringsonderzoeken.

Die kaart wordt ter inzage van het publiek gelegd.

*Afdeling 3 — Databank betreffende de toestand van de bodems*

**Art. 10.** De databank betreffende de toestand van de bodems bevat o.a. :

1° inventarissen van verontreinigde en potentieel verontreinigde terreinen;

2° bodemgegevens waarover de administratie beschikt, o.a. op grond van de gevoerde oriënterings- en karakteriseringsonderzoeken of, na afloop van de saneringshandelingen en -werken, op basis van de eindevaluaties bedoeld in artikel 67, § 3, of ingevolge de uitvoering van aanvullende werken bedoeld in dezelfde bepaling;

3° de bodemcontrolecertificaten betreffende de krachtens dit decreet onderzochte of gesaneerde terreinen, alsook de stukken waaruit blijkt dat een sanering goed is uitgevoerd overeenkomstig :

- een saneringsplan zoals bedoeld in artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest of in artikel 35, § 2, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest;

- een saneringsplan zoals bedoeld in artikel 681bis/67 van het Algemeen reglement op de arbeidsbescherming;

- een herstelplan genomen bij toepassing van artikel 71 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of van boek I van het Milieuwetboek.

**Art. 11.** De administratie beheert de databank, alsook de verplichting tot verstrekking van gegevens aan de overheid en aan het publiek.

**Art. 12.** De administratie wordt bijgestaan door een beheerscomité, dat haar voorstellen overlegt i.v.m. :

- de modaliteiten voor de bevoorrading en het beheer van de databank betreffende de toestand van de bodems, alsook voor de mededeling van die gegevens;

- de gegevens vervat in elke inventaris bedoeld in artikel 10, met voor elk geïnventariseerd terrein op zijn minst :

1° de kadastrale referenties;

2° de identiteit van de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal, de lessee, de vruchtgebruiker of de uitbater van de inrichting die de installatie of de activiteit inhoudt;

3° de gegevens betreffende de bodemkwaliteit waarover de overheid, de administratieve diensten of publieke actoren die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen;

- de termijnen waarbinnen de inventarissen opgemaakt en aan de gemeenten meegedeeld worden.

**Art. 13.** Het beheerscomité bestaat uit :

- twee vertegenwoordigers van de administratie Leefmilieu, van wie één het voorzitterschap van het comité waarneemt;

- twee vertegenwoordigers van de administratie Ruimtelijke ordening;

- twee vertegenwoordigers van de "SPAQuE";

- één vertegenwoordiger van het "ISSeP".

De Regering benoemt de gewone en plaatsvervangende leden van het beheerscomité. Zij bepaalt de modaliteiten voor de werking van het beheerscomité.

Het beheerscomité legt zijn huishoudelijk reglement ter goedkeuring aan de Regering over.

Het beheerscomité legt zijn huishoudelijk reglement ter goedkeuring aan de Regering over. Het maakt het ook aan het Parlement over.

**Art. 14.** De overheden, de administratieve diensten of de publieke actoren die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen, bezorgen de administratie op haar eerste verzoek en volgens de door haar vastgelegde modaliteiten de gegevens waarover ze beschikken en op grond waarvan inventarissen opgemaakt kunnen worden.

**Art. 15.** De administratie richt de relevante gegevens aan de betrokken gemeenten en laat hen weten dat ze van plan is de geïnventariseerde terreinen op te nemen in de databank betreffende de toestand van de bodems, bedoeld in artikel 10, 1°.

Binnen dertig dagen na ontvangst verstrekt het gemeentecollege van elke betrokken gemeente de gegevens die hen betreffen :

1° aan de eigenaars, erfpachters, dragers van een recht van opstal, lessees en vruchtgebruikers;

2° aan de exploitanten van de inrichtingen van installaties of activiteiten opgenomen in bijlage 3.

De personen bedoeld in het tweede lid richten hun opmerkingen aan de gemeente binnen dertig dagen na de kennisgeving bedoeld in het tweede lid. Zoniet wordt geacht dat ze geen bezwaar te formuleren hebben.

Binnen honderdtwintig dagen na ontvangst van de gegevens van de administratie bezorgt het gemeentecollege de administratie de opmerkingen van de personen bedoeld in het tweede lid, aangevuld met de opmerkingen die het nuttig acht en met de gegevens waarvan het kennis heeft en waarmee de inventarissen aangevuld kunnen worden.

De termijnen bedoeld in de vorige leden worden opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus, alsook tussen 24 december en 1 januari.

Na onderzoek van de opmerkingen brengt de administratie desgevallend wijzigingen aan in de geïnventariseerde gegevens en vult ze de databank aan. Tegelijkertijd geeft ze de personen bedoeld in het tweede lid kennis van de wijzigingen die in de gegevens zijn aangebracht of van de redenen waarom ze geoordeeld heeft dat ze niet gewijzigd moesten worden.

**Art. 16.** De overheden, de administratieve diensten of de publieke actoren die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen bevoorraden rechtstreeks en actualiseren de databank betreffende de toestand van de bodems aan de hand van de lijst van de verontreinigde en potentieel verontreinigde terreinen waarvan ze kennis hebben in het kader van de uitoefening van hun bevoegdheden.

**Art. 17.** De administratie organiseert de toegang tot de databank betreffende de toestand van de bodems onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten bedoeld in de wetgeving betreffende het recht van toegang voor het publiek tot informatie over het leefmilieu.

In afwijking van het eerste lid hebben de drager van verplichtingen, de overheden, de administratieve diensten of de publieke actoren die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen, de aankoopcomités, de notarissen, alsook de deskundigen en de controle-instanties rechtstreeks toegang tot de gegevens over de terreinen die hen betreffen en die opgenomen zijn in de databank betreffende de toestand van de bodems, mits inachtneming van de door de Regering vastgelegde modaliteiten.

De gegevens opgenomen in de databank gelden tot het tegendeel wordt bewezen.

Binnen dertig dagen na de handeling geeft de instrumenterende notaris de administratie kennis van elke overdracht i.v.m. een terrein opgenomen in de databank betreffende de toestand van de bodems. Die informatie wordt verstrekt volgens de modaliteiten die door de Regering vastgelegd worden.

### HOOFDSTUK III. — *Genererende elementen en dragers*

#### *Afdeling 1. — Algemeenheden*

**Art. 18.** Dit hoofdstuk identificeert de genererende elementen en de dragers van de volgende plichten :

1° overeenkomstig de bepalingen van de afdelingen II en III van hoofdstuk IV van dit decreet :

- a) een oriënteringsonderzoek voeren;
- b) desgevallend een karakteriseringsonderzoek voeren;
- c) desgevallend een sanering uitvoeren;

2° overeenkomstig de artikelen 39, tweede lid, 4°, *a.*, en vierde lid, 44, vierde en vijfde lid, en 67, § 3, tweede lid, veiligheidsmaatregelen nemen;

3° overeenkomstig artikel 67, § 3, eerste lid, 3°, opvolgingsmaatregelen nemen.

#### *Afdeling 2. — Genererende elementen*

**Art. 19.** Iedereen die het wenst kan zich via een aan de administratie gerichte kennisgeving individueel onderwerpen aan de bepalingen van hoofdstuk IV. Bij gebrek aan kennisgeving wordt de vrijwillige onderwerping geacht te hebben plaatsgevonden door de toezending van een oriënteringsonderzoek volgens de vormen en de modaliteiten voorgeschreven in artikel 39.

Indien de wens om zich aan de bepalingen van hoofdstuk IV te onderwerpen betrekking heeft op verschillende terreinen waarvan de grond verontreinigd is of op verschillende zones waar afvalstoffen werden achtergelaten, onderwerpt de natuurlijke of rechtspersoon aan de goedkeuring van de administratie een onderzoeks- en saneringsprogramma met de lijst, de prioriteit en de data van de tenuitvoerlegging van de onderzoeken en saneringen die hij belooft in acht te nemen.

De toepassing van de bepalingen van hoofdstuk IV kan ook het voorwerp uitmaken van een milieuovereenkomst overeenkomstig Boek I van het Milieuwetboek. In dat geval bevat de milieuovereenkomst een onderzoeks- en saneringsprogramma met de lijst, de prioriteit en de data van de tenuitvoerlegging van de onderzoeken en saneringen die het representatief orgaan van ondernemingen belooft in acht te nemen.

In afwijking van de artikelen 39, tweede lid 2, 4°, *b.*, en 62, § 1, 2°, *c.*, wordt in beide gevallen geen zekerheid gesteld.

**Art. 20.** De verplichtingen bedoeld in artikel 18 ontstaan op elk tijdstip, na beslissing van de administratie waarbij gewag wordt gemaakt van achtergelaten afval of gewezen wordt op serieuze tekens dat een bodemverontreiniging de drempelwaarden overschrijdt of dreigt te overschrijden. Daarnaast identificeert die beslissing het potentieel verontreinigde terrein en vermeldt ze in welke hoedanigheid de drager aangewezen wordt.

Behalve in geval van latere verontreiniging, neemt de administratie de in het eerste lid bedoelde beslissing niet in de volgende gevallen :

1° wanneer een saneringsproject is goedgekeurd of een controlecertificaat is afgegeven krachtens dit decreet;

2° wanneer een saneringsplan in de zin van artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest of van artikel 35, § 2, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en in de zin van artikel 42 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen ontvankelijk is verklaard;

3° wanneer een indicatief onderzoek van de site in de zin van artikel 681*bis*/63 van titel III van het ARAB is goedgekeurd;

4° wanneer een herstelplan genomen overeenkomstig artikel 71 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of boek I van het Milieuwetboek is goedgekeurd;

5° wanneer de overschrijding van de drempelwaarden te wijten is aan een inbreng van stoffen conform het gebruikscertificaat afgegeven overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

6° in geval van vrijwillige onderwerping aan de bepalingen van hoofdstuk IV.

**Art. 21.** § 1. De verplichtingen bedoeld in artikel 18 ontstaan ambtshalve uit :

- de overdracht van een terrein waarop een installatie of een activiteit gevestigd is of was die de grond kan verontreinigen en die opgenomen is op de lijst in bijlage 3 bij dit decreet, behalve indien ze uitsluitend de verwezenlijking beoogt van een netwerk voor de distributie of de sanering van water, elektriciteit, gas, telecommunicatie, tele-informatica of teledistributie;

- de aanvraag tot milieuvergunning betreffende een installatie of een activiteit gelegen op een terrein opgenomen op de lijst in bijlage 3 bij dit decreet;

- het faillissement of de opheffing van een activiteit opgenomen op de lijst in bijlage 3 bij dit decreet; in dit geval worden de plichten van de faillietverklarde voor zijn rekening ten laste genomen door de curator;

- elke onderbroken exploitatie van een activiteit of installatie opgenomen op de lijst in bijlage 3 bij dit decreet;

- milieuschade die de bodems treft in de zin van artikel D.94, 1, *c)*, van Boek I van het Milieuwetboek.

In dit geval wordt de administratie onmiddellijk verwittigd door de drager.

De Regering is bevoegd om bijlage 3 bij besluit aan te vullen en te wijzigen, mits motivering. Die wijzigingen en aanvullingen worden binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van genoemd besluit bij decreet bekrachtigd.

§ 2. Bij wijze van afwijking, ontstaan die verplichtingen, behalve in geval van latere verontreiniging, niet ambtshalve in de volgende gevallen :

1° wanneer een saneringsproject is goedgekeurd of een controlecertificaat is afgegeven krachtens dit decreet;



2° wanneer een saneringsplan in de zin van artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest of van artikel 35, § 2, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en in de zin van artikel 42 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen ontvankelijk is verklaard;

3° wanneer een indicatief onderzoek van de site in de zin van artikel 681bis/63 van titel III van het ARAB is goedgekeurd;

4° wanneer een herstelplan genomen overeenkomstig artikel 71 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of boek I van het Milieuwetboek is goedgekeurd;

5° wanneer de overschrijding van de drempelwaarden te wijten is aan een inbreng van stoffen die het voorwerp heeft uitgemaakt van een gebruikscertificaat overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

6° in geval van vrijwillige onderwerping aan de bepalingen van hoofdstuk IV.

§ 3. Om na te gaan of de overdracht aanleiding heeft gegeven tot het ambtshalve ontstaan van de verplichtingen bedoeld in artikel 18, raadpleegt de notaris de databank betreffende de toestand van de bodems.

§ 4. Elke overdracht die aanleiding geeft tot het ambtshalve ontstaan van de verplichtingen bedoeld in artikel 18 wordt onweersprekelijk geacht te zijn gesloten onder de volgende opschortende voorwaarden :

- de uitvoering van een oriënteringsonderzoek door een erkend bureau, o.a. om een eventuele verontreiniging van het terrein te kunnen vaststellen;

- in voorkomend geval, de verplichting tot uitvoering van een karakteriseringsonderzoek;

- indien de sanering nodig is, is de prijs ervan, gecumuleerd met de veiligheids- of opvolgingsmaatregelen, niet hoger dan een bedrag vastgelegd door de medecontractanten en, bij gebreke daarvan, dan een bedrag dat minstens gelijk is aan vijf twaalfde van de prijs van de overdracht of van de tegenwaarde ervan of, bij gebreke daarvan, van de handelswaarde van bedoeld terrein zoals vastgelegd in de fiscale aangiften van de handeling.

§ 5. Behalve andersluidende bepaling, wordt de duur van die opschortende voorwaarde geacht te zijn gesloten voor twee jaar, te rekenen van de datum van ondertekening van de overeenkomst, en, bij gebrek aan bewijs hiervan, van de datum van ondertekening door de eerste instrumentum; na afloop van de termijn die onder deze voorwaarde valt, is de overdracht nietig verklaarbaar op verzoek van de cessionaris of van de Regering indien één van de verplichtingen vermeld in de artikelen 18, 1°, *a* en *b*, alsook in § 1 van dit artikel, niet werd nagekomen, onder voorbehoud van de toepassing van § 6.

§ 6. Na de uitvoering van het karakteriseringsonderzoek kan de Regering, op verzoek van alle partijen, de overdracht bevestigen en, desgevallend, haar een definitief karakter verlenen, voor zover de cedent het in § 7 bedoelde pand stelt in de handen van de instrumenterende notaris.

§ 7. In het geval bedoeld in § 6, mag de administratie toelaten dat een pand op effecten of bedragen, zoals geregeld bij de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden, of een hypotheek ter dekking van de prijs van de sanering, in voorkomend geval gecumuleerd met de veiligheids- of opvolgingsmaatregelen, inclusief de kosten voor het stellen van die zekerheden, gesteld wordt in de handen van de instrumenterende notaris, die er het bedrag van vastlegt.

Het pand bedoeld in het vorige lid wordt gesteld door het storten van een borgsom op een rekening gerubriceerd op naam van de cedent, op het kantoor van de instrumenterende notaris. De notaris stort bedoelde effecten of sommen op het eerste verzoek van de Regering zonder dat de cedent een motief van verzet tegen het storten van het pand kan laten gelden.

De inschrijving, hernieuwing, vermindering en gehele of gedeeltelijke schrapping van de hypotheek bedoeld in het vorige lid geschieden overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken IV en V van de wet van 16 december 1851 tot herziening van het hypothecaire stelsel.

§ 8. Indien de overdracht aanleiding geeft tot het ambtshalve ontstaan van de verplichtingen bedoeld in artikel 18, zijn de tenuitvoerlegging van de verplichtingen en de tenlasteneming van de desbetreffende kosten voor rekening van de cedent en, in geval van verdeling, voor rekening van de massa, onverminderd de beroepen tegen de in artikel 22 aangewezen dragers van de plichten en onder voorbehoud van de toepassing van artikel 19.

### *Afdeling 3. — Draggers van de plichten*

#### *Onderafdeling 1. — Identificatie van de dragers*

**Art. 22.** § 1. De dragers van de plichten bedoeld in artikel 18 zijn, desgevallend tegelijkertijd, :

1° degene die, overeenkomstig artikel 19, toepassing maakt van de bepalingen van hoofdstuk IV;

2° de door de administratie aangewezen auteur of vermoedelijke auteur van de verontreiniging van de bodem of van het achterlaten van afval;

3° de exploitant in de zin van artikel D. 94, 6°, van Boek I van het Milieuwetboek :

*a)* wanneer de auteur of vermoedelijke auteur niet geïdentificeerd kan worden of wanneer alle vermoedelijke auteurs moeilijk identificeerbaar zijn;

*b)* wanneer de auteur of vermoedelijke auteur niet verantwoordelijk gesteld kan worden of wanneer de verantwoordelijkheid van alle auteurs moeilijk vast te stellen is;

*c)* wanneer de auteur of vermoedelijke auteur insolvent is of over onvoldoende financiële zekerheden beschikt;

4° bij gebreke daarvan, de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal, de vruchtgebruiker, de lessee van het terrein aangewezen door de administratie :

*a)* wanneer geen andere drager geïdentificeerd kan worden of wanneer hij moeilijk te indentificeren is;

*b)* wanneer elke andere drager insolvent is of over onvoldoende financiële zekerheden beschikt.

§ 2. Wanneer een publiekrechtelijke maatschappij belast wordt met de herinrichting van een site in de zin van artikel 167, 2°, van het CWATUpe, in geval van ernstige dreiging en indien de verantwoordelijke voor de verontreiniging niet zelf heeft gesaneerd, kan de Regering de publiekrechtelijke maatschappij desgevallend ermee belasten de sanering overeenkomstig dit decreet uit te voeren.

§ 3. Indien de drager van de plichten bedoeld in artikel 18 failliet verklaard is, het voorwerp uitmaakt van een beslaglegging of van een collectieve schuldenregeling, worden de stappen i.v.m. de plichten waarin deze bepaling voorziet ambtshalve ondernomen door :

- de curator, voor rekening van de massa;

- de gevolmachtigde notaris, voor rekening van de beslag leggende schuldeisers;

- de bemiddelaar, voor rekening van de persoon die voor schuldbemiddeling in aanmerking komt.

De schulden i.v.m. de uitvoering van het oriënteringsonderzoek, het karakteriseringsonderzoek, de sanering, alsook de veiligheids- en opvolgingsmaatregelen, inclusief de kosten voor het stellen van de zekerheden bedoeld in artikel 21, zijn ten laste van de massa.

§ 4. De Regering beschikt over een algemeen voorrecht op alle roerende goederen van de dragers van de plichten bedoeld in artikel 18 en kan een wettelijke hypotheek op alle goederen van die personen vestigen. Het voorrecht neemt rang onmiddellijk na de voorrechten bedoeld in de artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1851.

#### Onderafdeling 2. — *Motieven van vrijstelling*

**Art. 23.** Er wordt een vrijstelling van de in de in artikel 18 bedoelde verplichtingen verleend aan de drager die het bewijs levert dat een derde zijn plaats heeft ingenomen onder de volgende voorwaarden :

1° de derde heeft zich uitdrukkelijk, onvoorwaardelijk en onherroepelijk ertoe verbonden alle verplichtingen van de drager na te komen;

2° de administratie heeft akte gegeven aan de derde volgens de modaliteiten bepaald bij artikel 60 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

3° de derde heeft de zekerheid gesteld die eventueel verlangd wordt van de drager.

Indien de derde die de plaats van de drager heeft ingenomen een organisatie inzake bodemsanering is die de Regering erkend heeft onder de voorwaarden en volgens de procedure die zij bepaalt, legt die organisatie jaarlijks een onderzoeks- en saneringsprogramma ter goedkeuring aan de administratie over, met de lijst, de prioriteit en de data betreffende de uitvoering van de onderzoeken en saneringen die zij belooft in acht te nemen.

Er wordt eveneens een vrijstelling van de in de in artikel 18 bedoelde verplichtingen verleend aan de drager aangewezen overeenkomstig artikel 22, § 1, 2°, 3° of 4°, indien hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 24 en 25.

**Art. 24.** Onverminderd artikel 23, eerste lid, wordt de in artikel 23, derde lid, bedoelde vrijstelling verleend aan de auteur of vermoedelijke auteur van de bodemverontreiniging of van het achterlaten van afval of aan de exploitant in de zin van artikel D.94, 6°, van Boek I van het Milieuwetboek indien hij zich in één van de volgende gevallen bevindt :

1° de bodemverontreiniging of het achterlaten van afval zijn te wijten aan het feit van een derde met uitsluiting van een cessionaris van vergunning, ondanks de geschikte veiligheidsmaatregelen genomen door de auteur of vermoedelijke auteur;

2° hij heeft van tevoren een document van de bevoegde overheid ontvangen waaruit blijkt dat een sanering goed is uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de desbetreffende wetgeving inzake milieuvergunning, afval, grondwateren, steengroeven of steenbergen;

3° hij heeft geen fout of nalatigheid begaan en de verontreiniging vormde naar wetenschappelijke en technische normen geen ernstige dreiging toen ze gegeneerd werd;

4° hij levert het bewijs dat hij geen fout of nalatigheid begaan heeft en dat de milieuschade te wijten is aan een emissie of aan een gebeurtenis die na 30 april 2007 plaatsgevonden heeft, die uitdrukkelijk is toegelaten en die voldoet aan de voorwaarden i.v.m. een toestemming of een vergunning die van toepassing is op de datum van de emissie of gebeurtenis.

**Art. 25.** Onverminderd artikel 23, eerste lid, wordt de in artikel 23, derde lid, bedoelde vrijstelling verleend aan de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal, de vruchtgebruiker, de lessee van het terrein die het bewijs levert dat hij zich in één van de volgende gevallen bevindt :

1° de aanwezigheid van de polluenten is te wijten aan een migratie die van buiten komt;

2° er werd een bodemcontrolecertificaat afgegeven;

3° hij heeft van tevoren een document van de bevoegde overheid ontvangen waaruit blijkt dat een sanering goed is uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de desbetreffende wetgeving inzake milieuvergunning, afval, grondwateren, steengroeven of steenbergen;

4° hij heeft geen fout of nalatigheid begaan en de verontreiniging vormde naar wetenschappelijke en technische normen geen ernstige dreiging toen ze gegeneerd werd;

5° hij levert het bewijs dat hij geen fout of nalatigheid begaan heeft en dat de milieuschade te wijten is aan een emissie of aan een gebeurtenis die uitdrukkelijk is toegelaten en die voldoet aan de voorwaarden i.v.m. een toestemming of een vergunning die van toepassing is op de datum van de emissie of gebeurtenis en die na 30 april 2007 is afgegeven overeenkomstig een regelgeving bedoeld in bijlage I bij het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek voor de exploitatie van een activiteit die erin vermeld staat.

**Art. 26.** De vrijstellingsprocedure verloopt als volgt :

1° binnen zestig dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing van de administratie bedoeld in artikel 20, richt de drager aan de administratie een gemotiveerde aanvraag tot vrijstelling, samen met elk bewijsstuk dat hij nuttig acht; die termijn wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari;

2° op straffe van onontvankelijkheid van zijn aanvraag, informeert de drager gelijktijdig de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal, de vruchtgebruiker, de lessee en, desgevallend, de exploitant in de zin van artikel D.94, 6°, van Boek I van het Milieuwetboek en levert hij het bewijs daarvan aan de administratie;

3° de drager en, desgevallend, de exploitant in de zin van artikel D.94, 6°, van Boek I van het Milieuwetboek, de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal, de vruchtgebruiker of de lessee wordt op zijn verzoek door de administratie gehoord;

4° de administratie vermeldt desgevallend in haar beslissing de redenen waarom zij oordeelt dat de overeenkomstig een andere milieuwetgeving uitgevoerde sanering geschikt is t.o.v. de doelstellingen van dit decreet;

5° de administratie geeft de drager en, desgevallend, de exploitant in de zin van artikel D.94, 6°, van Boek I van het Milieuwetboek, de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal, de vruchtgebruiker of de lessee kennis van haar beslissing binnen negentig dagen na de datum van ontvangst van de aanvraag bedoeld in 1° of, indien de drager gehoord wordt, binnen dertig dagen na de datum van het verhoor; Bij gebreke daarvan kan de drager een aanmaning tot uitspraak sturen. Indien de administratie niet binnen dertig dagen na ontvangst van de aanmaning kennis geeft van haar beslissing i.v.m. de aanvraag tot vrijstelling, wordt de aanvraag geacht te zijn verworpen.

De indiening van de aanvraag tot vrijstelling schort de verplichtingen van artikel 18 op totdat de administratie zich uitspreekt.

HOOFDSTUK IV. — *Verloop van de onderzoeken en van de sanering van het terrein**Afdeling 1. — Laboratoria en deskundigen*

**Art. 27.** § 1. Het oriënteringsonderzoek, het karakteriseringsonderzoek, het saneringsproject en het toezicht op de handelingen en werken tot sanering van het terrein worden gevoerd door een deskundige die overeenkomstig dit decreet erkend is.

De bij dit decreet bepaalde analyses worden door erkende laboratoria uitgevoerd.

De Regering kan de modaliteiten voor de monsternemingen vastleggen.

§ 2. De Regering bepaalt onder welke voorwaarden een erkenning verleend wordt.

Die voorwaarden slaan in elk geval op :

1° de bevoegdheden die de aanvrager moet voorleggen;

2° de technische middelen waarover hij beschikt;

3° de vereiste morele garanties.

**Art. 28.** De erkenningsaanvraag wordt, op straffe van onontvankelijkheid, aan de administratie gericht door middel van een formulier waarvan de Regering het model bepaalt.

De Regering bepaalt de inhoud van de aanvraag.

De aanvraag tot laboratoriumserkenning bevat een technisch onderzoek en een audit die door het "ISSeP" uitgevoerd worden.

In geval van hernieuwing van erkenning wordt de erkenningsaanvraag honderdtwintig dagen vóór de vervaldatum van de lopende erkenning verstuurd.

**Art. 29.** Binnen dertig dagen, te rekenen van de datum waarop zij die aanvraag in ontvangst neemt, stuurt de administratie haar beslissing waarbij de erkenningsaanvraag volledig en ontvankelijk bevonden werd aan de aanvrager, bij ter post aangetekend schrijven of via een verzending die vaste datum verleent.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst de administratie de aanvrager op de ontbrekende stukken. De aanvrager beschikt vervolgens over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aangetekende brief, om de aanvullende stukken bij aangetekend schrijven of via elke verzending die vaste datum verleent aan de administratie te sturen.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvullende stukken stuurt de administratie haar beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden werd naar de aanvrager. Indien de aanvraag een tweede keer onvolledig bevonden wordt door de administratie, wordt ze onontvankelijk verklaard. Indien de aanvraag onontvankelijk is, wijst de administratie de aanvrager, onder de voorwaarden en binnen de termijnen bedoeld in het eerste lid of, desgevallend, binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, op de motieven van de onontvankelijkheid.

Indien de administratie de aanvrager geen beslissing heeft toegestuurd onder de voorwaarden en binnen de termijnen bedoeld in het derde lid, wordt de aanvraag als ontvankelijk beschouwd en wordt het onderzoek voortgezet.

**Art. 30.** De administratie stuurt haar beslissing, bij ter post aangetekend schrijven of via een verzending die vaste datum verleent, aan de aanvrager binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van :

1° de dag waarop ze haar beslissing heeft verstuurd waarbij de aanvraag ontvankelijk werd bevonden;

2° zoniet, de dag na afloop van de termijn die haar toegestaan werd om haar beslissing te versturen waarbij de aanvraag ontvankelijk bevonden werd.

2° Bij gebrek aan verzending binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, wordt de erkenning geacht geweigerd te zijn.

**Art. 31.** De erkenning loopt hoogstens vijf jaar. Die duur is verlengbaar. De erkenning bevat een nummer dat voorkomt op elk document dat de houder ervan aan de administratie richt.

**Art. 32.** In geval van wijziging van één van de gegevens vermeld in de erkenningsaanvraag, waarvan de inhoud door de Regering bepaald wordt, verwittigt de houder van de erkenning onmiddellijk de administratie.

Indien de administratie oordeelt dat de vermelde wijzigingen van dien aard zijn dat ze een wijziging, een opschorting of een intrekking van de erkenning rechtvaardigen, geeft ze de houder van de erkenning kennis daarvan binnen dertig dagen.

De houder van de erkenning beschikt met ingang van de datum van ontvangst van dat schrijven over een termijn van zestig dagen om de administratie kennis te geven van de maatregelen die hij overweegt te nemen om gevolg te geven aan haar opmerkingen.

**Art. 33.** Wanneer de administratie oordeelt dat één of meer rapporten of studies onvoldoende of onvolledig zijn, kan ze een waarschuwing richten aan de houder van de erkenning. Haar beslissing wordt verstuurd bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of via een verzending die vaste datum verleent.

**Art. 34.** § 1. De erkenning kan opgeschort of ingetrokken worden :

1° indien de erkenningsvoorwaarden niet meer vervuld zijn;

2° indien de administratie oordeelt dat de kwaliteit van de prestaties van de houder van de erkenning kennelijk onvoldoende zijn;

3° indien de regels die de Regering aan de houder van de erkenning heeft opgelegd niet acht genomen worden.

§ 2. Indien de administratie van plan is een erkenning op te schorten of in te trekken, geeft ze de houder kennis daarvan bij aangetekend schrijven of via een verzending die vaste datum verleent. Daarbij :

1° vermeldt ze de motieven van de opschorting of de intrekking;

2° vermeldt ze de duur van de opschorting of de intrekking;

3° verzoekt ze de houder van de erkenning erom zijn opmerkingen te laten gelden binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van het schrijven waarin hij op de hoogte wordt gebracht van de bedoeling tot opschorting of intrekking van de erkenning.

In geval van opschorting vermeldt ze duur daarvan.

§ 3. Binnen vijftien dagen, met ingang van de datum van kennisgeving van het schrijven bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, stuurt de administratie de houder van de erkenning haar beslissing toe waarbij uitspraak wordt gedaan over de opschorting of de intrekking, bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of via een verzending die vaste datum verleent.

In geval van opschorting vermeldt ze duur daarvan.

**Art. 35.** De aanvrager kan bij de Regering een beroep instellen tegen de beslissing of het gebrek aan beslissing bedoeld in artikel 30 of tegen de beslissing bedoeld in artikel 34, § 3.

Het beroep wordt, op straffe van onontvankelijkheid, bij ter post aangetekend schrijven of via elke andere modaliteit die vaste datum verleent aan de Regering gericht binnen een termijn van twintig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van de beslissing of van de termijn waarbinnen zij genomen had moeten worden. Die termijn wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

De Regering geeft kennis van haar beslissing binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het beroep.

Bij gebrek aan kennisgeving binnen bovenbedoelde termijn wordt het beroep verworpen.

**Art. 36.** De Regering kan voorwaarden stellen waaronder natuurlijke of rechtspersonen die over een erkenning of een gelijkwaardige titel beschikken om in een ander Gewest of in een andere Lid-staat van de Europese Unie dezelfde activiteiten uit te oefenen als die bedoeld in artikel 27, § 1, gelijk gesteld kunnen worden met de personen die als deskundige in de zin van dit decreet over een erkenning beschikken.

## *Afdeling 2. — Onderzoeken*

### *Onderafdeling 1. — Oriënteringsonderzoek*

**Art. 37.** Het oriënteringsonderzoek dient om de eventuele aanwezigheid van een verontreiniging in de bodem op te sporen en om, desgevallend, een eerste omschrijving en raming van de omvang daarvan te geven.

**Art. 38.** Het oriënteringsonderzoek wordt binnen negentig dagen na het ontstaan van het element dat de in artikel 18 bedoelde verplichtingen gegenereerd heeft door de houder in drie exemplaren aan de administratie gericht. Indien het generende element een beslissing van de administratie is, gaat die termijn in op de datum van kennisgeving ervan.

Het bevat :

1° algemene informatie en o.a. de eventuele gegevens over bedoeld terrein die opgenomen zijn in de databank betreffende de toestand van de bodems en de toepasbare waarden, met inbegrip van de bodemconcentraties vermeld op de gewestelijke kaart van de bodemconcentraties;

2° een historisch overzicht van de locatie en van de lopende exploitatie;

3° pedologische, geologische, hydrologische en hydrogeologische gegevens;

4° gegevens over de monsternemingsstrategieën en -plannen, de boringen, de monsternemingen en de verpakkingen van monsters, alsook de analysemethoden en -resultaten;

5° aanbevelingen i.v.m. de veiligheidsmaatregelen die eventueel genomen moeten worden;

6° een analyse om vast te stellen of al dan niet een risicoanalyse nodig is;

7° de conclusies en voorstellen van de deskundige. Indien de deskundige veiligheidsmaatregelen voorstelt, worden die door de drager van verplichtingen genomen zonder te wachten op de beslissing van de administratie waarbij uitspraak over het onderzoek wordt gedaan;

8° de eventuele voorstellen van bodemconcentraties;

9° desgevallend, een voorstel van bodemcontrolecertificaat.

De Regering kan de inhoud van het oriënteringsonderzoek nader bepalen.

Het rapport en een overzicht van de gegevens worden eveneens langs de elektronische weg verstrekt volgens de door de administratie bepaalde modaliteiten.

De administratie kan de in het eerste lid bedoelde termijn verlengen op gemotiveerd verzoek.

**Art. 39.** De administratie stuurt haar beslissing waarbij zij zich over het onderzoek uitspreekt binnen dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het oriënteringsonderzoek, aan de drager.

Uit die beslissing wordt één van de volgende conclusies afgeleid :

1° het onderzoek is niet conform indien de inhoud ervan niet beantwoordt aan de doelstelling bedoeld in artikel 37 of de in artikel 38, tweede lid, bedoelde gegevens niet bevat;

2° het onderzoek moet aangevuld worden;

3° er is geen ander onderzoek nodig;

4° er moet een karakteriseringsonderzoek uitgevoerd worden indien de drempelwaarden of de bijzondere waarden, gewogen door de bodemconcentraties, overschreden zijn voor één of meer geanalyseerde stoffen. In dat geval kan ze bovendien :

a) veiligheidsmaatregelen opleggen totdat over het karakteriseringsonderzoek beslist wordt;

b) de drager ertoe verplichten binnen de door haar voorgeschreven termijn een financiële zekerheid te stellen volgens de modaliteiten bepaald bij artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

c) het voeren van een risico-onderzoek opleggen;

5° er moet een saneringsproject uitgevoerd worden in geval van achterlating van afval in de zin van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen indien de drempelwaarden of de bijzondere waarden niet overschreden zijn aan de rand van de afval; in dat geval bepaalt de administratie binnen welke termijn het saneringsproject haar overgelegd moet worden.

In dat geval kan ze bovendien :

a) veiligheidsmaatregelen opleggen totdat er over het saneringsproject beslist wordt;

b) de drager ertoe verplichten binnen de haar voorgeschreven termijn een financiële zekerheid te stellen volgens de modaliteiten bepaald bij artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

c) besluiten tot de noodzaak om een risico-onderzoek te voeren;

6° de grenzen van het potentieel verontreinigde terrein moeten uitgebreid worden. Desgevallend wordt de procedure opgeschort gedurende de periode die nodig is voor het voeren van het aanvullende oriënteringsonderzoek en voor het versturen van de beslissing van de administratie i.v.m. dat onderzoek.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 3°, gaat de beslissing vergezeld van een bodemcontrolecertificaat dat, desgevallend, veiligheids- of opvolgingsmaatregelen oplegt. De administratie richt op dezelfde dag een bodemcontrolecertificaat aan de eigenaar indien hij de drager niet is.

Bij gebrek aan beslissing binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, wordt ze geacht te zijn vastgelegd op grond van de conclusies van het oriënteringsonderzoek. Er kan beroep ingesteld worden overeenkomstig hoofdstuk V.

**Art. 40.** Indien de administratie overeenkomstig artikel 39, tweede lid, 2°, een aanvullend onderzoek oplegt, vermeldt ze de termijn waarbinnen het haar toegestuurd moet worden. Ze verstuurt haar beslissing binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het aanvullende onderzoek.

**Art. 41.** Er wordt geen oriënteringsonderzoek op bedoeld terrein gevoerd indien :

1° sinds minder dan twee jaar vóór het ontstaan van het element dat aan de basis ligt van de verplichting tot het voeren van dergelijk onderzoek het terrein al het voorwerp is geweest van een oriënteringsonderzoek bedoeld in de artikelen 37 en 38;

2° de handelingen en werken tot sanering overeenkomstig een saneringsplan zoals bedoeld bedoeld in artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest of overeenkomstig artikel 35, § 2, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest of van een saneringsplan zoals bedoeld in artikel 681bis/67 van het ARAB of van een herstelplan genomen bij toepassing van artikel 71 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of van boek I van het Milieuwetboek in uitvoering zijn;

3° de administratie verleent een vrijstelling van uitvoering van een dergelijk onderzoek, hetzij op verzoek van de drager van de verplichting, hetzij op eigen initiatief. In dit geval vermeldt de beslissing van de administratie de redenen waarom ze oordeelt dat een dergelijk onderzoek niet nodig is. De artikelen 42 en volgende zijn van toepassing.

In afwijking van het eerste lid, 1° tot 3°, kan de administratie een oriënteringsonderzoek opleggen indien blijkt dat noemenswaardige elementen zijn ontstaan en dat die niet in overweging genomen werden of konden worden bij de uitvoering van het vorige onderzoek, de saneringshandelingen en -werken, of bij de afgifte van het bodemcontrolecertificaat. De administratie kan de in de artikelen 39, 40, 45 en 67, § 3, wijzigen of opheffen binnen dertig dagen na ontvangst van bedoeld onderzoek.

#### Onderafdeling 1. — Karakteriseringsonderzoek

**Art. 42.** Het karakteriseringsonderzoek dient om :

1° de aard en het niveau van de verontreiniging nauwkeurig vast te stellen en, desgevallend, om te bepalen of ze een ernstige dreiging vormt;

2° te bepalen of er gesaneerd moet worden en binnen welke termijnen;

3° de elementen te verstrekken die nodig zijn voor de uitvoering van de saneringshandelingen en -werken door :

a) de verontreinigingshaarden en het te saneren terreinvolume af te bakenen;

b) het volume en de omtrek van de te saneren grondwateren af te bakenen.

**Art. 43.** Het karakteriseringsonderzoek bevat een omstandige omschrijving en lokalisering van de bodemverontreiniging opdat de administratie zich zou kunnen uitspreken over de noodzaak en de modaliteiten van een sanering van het terrein.

Het karakteriseringsonderzoek wordt in drie exemplaren aan de administratie gericht binnen een termijn van negentig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van de beslissing bedoeld in artikel 39, tweede lid, 4°, of, bij gebreke daarvan, op de verstrijksdatum van de termijn bepaald bij artikel 39, eerste lid.

De administratie kan op gemotiveerd verzoek :

1° de in het tweede lid bedoelde termijn verlengen;

2° ermee instemmen dat het karakteriseringsonderzoek gevoerd wordt in verschillende deelonderzoeken betreffende de onderscheiden verontreinigingshaarden.

**Art. 44.** § 1. Het karakteriseringsonderzoek bevat een rapport en, desgevallend, een risico-onderzoek

§ 2. Het rapport bevat in elk geval :

1° de analyse van de conclusies van het oriënteringsonderzoek en de inventaris van de huidige kennis van de locatie;

2° de omschrijving van de onderzoeksstrategie;

3° het rapport over de waarnemings- en analysewerken;

4° een aparte overzichtstabel van de analyse van de bodem- en grondwatermonsters;

5° het onderzoek naar de noodzaak om tot de sanering van het terrein over te gaan;

6° de verschillende technische saneringsprocessen die overwogen kunnen worden t.o.v. de doelstellingen van de sanering bedoeld in de artikelen 50 tot 52;

7° desgevallend, het terreingedeelte getroffen door een nieuwe verontreiniging en het terreingedeelte getroffen door een historische verontreiniging;

8° de aanbevelingen i.v.m. de veiligheidsmaatregelen die eventueel genomen moeten worden;

9° de aanbevelingen i.v.m. termijnen waarbinnen de saneringswerken aangevat en voltooid moeten worden;

10° de raming van de prijs voor het opmaken van het saneringsproject;

11° de doelstellingen van de sanering;

12° de conclusies en voorstellen van de deskundige.

De Regering kan de inhoud van het karakteriseringsonderzoek nader bepalen.

Het rapport en een overzicht van de gegevens worden eveneens langs de elektronische weg verstrekt volgens de door de administratie bepaalde modaliteiten.

§ 3. Het risico-onderzoek bepaalt, o.a. met het oog op de identificering van een eventuele bodemverontreiniging die een ernstige dreiging vormt :

1° het niveau van het risico voor de volksgezondheid en voor de kwaliteit van het leefmilieu, rekening houdend o.a. met de eventuele mobiliteit van de pollutanten en het gebruik van het terrein;

2° de noodzaak en de urgentie van de sanering en, indien ja, de aanbevelingen betreffende de data waarop de saneringshandelingen en -werken aangevat en voltooid moeten worden;

3° de aanbevelingen betreffende de veiligheidsmaatregelen of eventuele opvolgingsmaatregelen.

Het risico-onderzoeksrapport bevat de voorstellen en de aanbevelingen van de deskundige.

§ 4. Indien de deskundige concludeert dat geen sanering nodig is, stelt het rapport bijzondere waarden en een bodemcontrolecertificaat voor.

**Art. 45.** De administratie stuurt haar beslissing waarbij zij zich over het karakteriseringsonderzoek uitspreekt binnen zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst ervan, aan de drager.

Uit die beslissing wordt één van de volgende conclusies afgeleid :

1° het onderzoek is niet conform indien de inhoud ervan niet beantwoordt aan de doelstelling bedoeld in artikel 42 of de in artikel 44 bedoelde gegevens niet bevat;

2° het onderzoek moet aangevuld worden;

3° er is geen ander onderzoek nodig en de sanering wordt niet vereist;

4° er moet een sanering uitgevoerd worden;

5° de grenzen van het terrein waarvan de bodem verontreinigd is of van de zone waar afval werd achtergelaten moeten uitgebreid worden. Desgevallend wordt de procedure opgeschort gedurende de periodes die nodig zijn voor het voeren van het aanvullende oriënteringsonderzoek en het aanvullende karakteriseringsonderzoek, alsook voor het versturen van de beslissing van de administratie i.v.m. beide onderzoeken.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 3° :

- wordt de eventueel gestelde zekerheid vrijgemaakt;

- schrijft de beslissing veiligheids- of opvolgingsmaatregelen voor in geval van overschrijding van de interventiewaarden;

- gaat een bodemcontrolecertificaat bij de beslissing waarbij de bijzondere waarden vastgelegd worden en, desgevallend veiligheids- of opvolgingsmaatregelen voorgeschreven worden. De administratie richt op dezelfde dag een bodemcontrolecertificaat aan de eigenaar indien hij de drager niet is.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 4°, bepaalt de beslissing de termijn waarbinnen het saneringsproject uitgevoerd en aan de administratie overgelegd wordt. Die beslissing vermeldt, desgevallend, of het saneringsproject door een controle-instantie gevolgd wordt.

Bij gebrek aan beslissing binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, wordt ze geacht te zijn vastgelegd op grond van de conclusies van het oriënteringsonderzoek. Er kan beroep ingesteld worden overeenkomstig hoofdstuk V.

**Art. 46.** Er wordt geen karakteriseringsonderzoek op bedoeld terrein gevoerd indien :

1° het terrein sinds minder dan twee jaar vóór het ontstaan van het element dat aan de basis ligt van de verplichting tot het voeren van dergelijk onderzoek al het voorwerp is geweest van een karakteriseringsonderzoek bedoeld in de artikelen 42 tot 44;

2° de handelingen en werken tot sanering overeenkomstig een saneringsplan zoals bedoeld bedoeld in artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest of overeenkomstig artikel 35, § 2, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest of een saneringsplan zoals bedoeld in artikel 681bis/67 van het ARAB of een herstelplan genomen bij toepassing van artikel 71 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of van boek I van het Milieuwetboek in uitvoering zijn;

3° de administratie oordeelt dat de doelstellingen van het karakteriseringsonderzoek zoals bedoeld in artikel 42 bereikt zijn na afloop van het oriënteringsonderzoek en vrijstelling van uitvoering van een dergelijk onderzoek verleent, hetzij op verzoek van de drager van de verplichting, hetzij op eigen initiatief. In dit geval vermeldt de beslissing van de administratie de redenen waarom ze oordeelt dat een dergelijk onderzoek niet nodig is. De artikelen 47 en volgende zijn van toepassing.

In afwijking van het eerste lid, kan de administratie een karakteriseringsonderzoek opleggen indien blijkt dat noemenswaardige elementen zijn ontstaan en dat die niet in overweging genomen werden of konden worden bij de uitvoering van het vorige onderzoek, de saneringshandelingen en -werken, of bij de afgifte van het bodemcontrolecertificaat.

### *Afdeling 3. — Sanering van de terreinen*

#### *Onderafdeling 1. — Gevallen waarin de sanering vereist wordt*

**Art. 47.** Indien het terrein het voorwerp is van een nieuwe verontreiniging, wordt een sanering vereist als uit het karakteriseringsonderzoek blijkt dat, al naar gelang van het geval :

1° wat betreft de verontreinigde terreinen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een bodemcontrolecertificaat bedoeld in de artikelen 39, 45 en 67, vergezeld van bijzondere waarden, de in acht te nemen bijzondere waarden voor minstens één van de geanalyseerde parameters overschreden zijn;

2° wat de overige verontreinigde terreinen betreft, de door de bodemconcentraties gewogen en ter uitvoering van artikel 8 vastgelegde drempelwaarden die er op toepasselijk zijn, voor minstens één van de geanalyseerde parameters overschreden zijn.

**Art. 48.** Indien het terrein het voorwerp is van een historische verontreiniging, wordt een sanering vereist indien gelijktijdig :

1° uit het karakteriseringsonderzoek blijkt dat de door de bodemconcentraties gewogen drempelwaarden voor minstens één van de geanalyseerde parameters overschreden zijn;

2° de beslissing van de administratie vermeldt dat de verontreiniging van de bodem een ernstige dreiging vormt.

Indien de historische verontreiniging geen sanering vereist en de interventiewaarden voor minstens één van de geanalyseerde parameters overschreden zijn, maakt het terrein het voorwerp uit van veiligheids- of opvolgingsmaatregelen.

**Art. 49.** De bepalingen betreffende elk type van verontreiniging zijn van toepassing daar waar beide types onderscheiden konden worden.

Zoniet zijn de bepalingen betreffende de nieuwe verontreiniging van toepassing.

#### *Onderafdeling 2. — Saneringsdoelstellingen*

**Art. 50.** De sanering van een terrein dat door een nieuwe verontreiniging getroffen is, herstelt de bodem, wat betreft de polluenten die de drempelwaarden overschrijden, op het niveau van de door de bodemconcentraties gewogen referentiewaarden of, zoniet, op het dichtst bij die waarden liggend niveau dat aan de hand van de beschikbare beste technieken gehaald kan worden. In dit geval worden maatregelen tot aanvullend en compenserend herstel genomen overeenkomstig hoofdstuk II van titel V van deel VII van Boek I van het Milieuwetboek.

In afwijking van het vorige lid zijn de te halen waarden de bijzondere waarden die vastliggen in het bodemcontrolecertificaat.

**Art. 51.** De sanering van een terrein dat door een historische verontreiniging getroffen is, herstelt de bodem, wat betreft de pollutanten die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 48, op het niveau vastgelegd door de administratie op voorstel van de deskundige.

Dat niveau streeft naar de door de bodemconcentraties gewogen referentiewaarden en maakt het mogelijk dat minstens het bestaan van een ernstige dreiging voor de volksgezondheid en het leefmilieu voorkomen wordt, rekening houdend met de kenmerken van het terrein.

Dat niveau wordt vastgelegd op het niveau dat aan de hand van de beschikbare beste technieken bereikt kan worden wanneer het bepaalde niveau niet gehaald kan worden.

**Art. 52.** Indien afval achtergelaten wordt in de zin van artikel 39, tweede lid, 5°, beoogt de sanering van het terrein de volledige afvoer van de afval en het herstel van de door de afval aangetaste bodem overeenkomstig de artikelen 50 en 51.

Indien blijkt dat de volledige afvoer van de afval onmogelijk is, moet de sanering een bepaald gebruik mogelijk maken, rekening houdend met de huidige of toekomstige feitelijke en rechtstoestand, en het bestaan van een ernstige dreiging voor de volksgezondheid en het leefmilieu voorkomen.

#### Onderafdeling 3. — *Saneringshandelingen en -werken*

**Art. 53.** Er wordt een saneringsproject aan de administratie gericht. Daarin wordt aangegeven hoe de sanering van het terrein zal worden uitgevoerd.

Onverminderd het derde lid, bevat dat project hoe dan ook :

1° de conclusies, voorstellen en aanbevelingen van de deskundige die in het karakteriseringsonderzoek voorkomen;

2° de identificatie van de in het karakteriseringsonderzoek opgespoorde pollutanten waarvan de concentraties stroken met de criteria die vastliggen in de artikelen 47 en 48, de door die pollutanten verontreinigde bodemvolumes en de mate waarin de sanering dringend uitgevoerd moet worden;

3° een omschrijving van de verschillende relevante technische saneringsmethodes, met, voor elk van hen, :

a) een raming van de verwachte resultaten t.o.v. de artikelen 50 tot 52;

b) een raming van de kostprijs ervan, inclusief die van de eventuele opvolgingsmaatregelen;

4° een rechtvaardiging van de saneringsmethode of, desgevallend, van de combinatie van door de deskundige aanbevolen methodes en eventuele varianten;

5° een omschrijving van de werken, van de eventuele fasering ervan, de termijnen waarbinnen ze uitgevoerd worden, inclusief de wijze van behandeling of verwerking van de stoffen of tijdelijk of definitief te verwijderen bodemgedeelten of gebouwen;

6° de omschrijving van de maatregelen die genomen worden om de veiligheid te waarborgen tijdens de uitvoering van de werken;

7° de weerslag van de handelingen en werken voor de sanering van het terrein op de naburige percelen;

8° een overzicht van de residuele risico's en, desgevallend, van de gebruiksbeperkingen, wat betreft het toekomstige gebruik van het terrein dat het voorwerp van de handelingen en werken uitmaakt;

9° de na de sanering van het terrein te nemen opvolgingsmaatregelen, de termijn waarbinnen ze behouden worden en een raming van de prijs ervan;

10° een beschrijving van de milieueffecten overeenkomstig de bepalingen van Boek I van het Milieuwetboek;

11° een niet-technische samenvatting van bovengenoemde gegevens :

12° desgevallend, het advies van de door de drager gekozen controle-instansie m.b.t. de elementen bedoeld in de vorige punten.

Desgevallend bevat het project :

1° de veiligheidsmaatregelen waaraan de terreinen na sanering onderworpen worden;

2° de door de Regering opgegeven vermeldingen vereist bij of krachtens artikel 115, tweede lid, van het "CWATUPE", de artikelen 17 en 83, tweede lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en artikel 3, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

3° de in artikel 51 bedoelde maatregelen tot aanvullend en compenserend herstel.

Indien het saneringsproject overeenkomstig artikel 39, tweede lid, 5°, uitgevoerd wordt, bevat het, in plaats van de gegevens bedoeld in het tweede lid, 1° et 2°, :

- 1° de conclusies, voorstellen en aanbevelingen van de deskundige die in het oriënteringsonderzoek voorkomen;

- de synthese van de waarnemings- en analysewerken, inclusief de identificatie van de pollutanten en de overeenstemmende volumes.

Het rapport en een synthese van de gegevens worden eveneens langs de elektronische weg verstrekt volgens de modaliteiten die door de administratie bepaald worden.

**Art. 54.** Het saneringsproject wordt, op straffe van onontvankelijkheid, in zeven exemplaren aan de administratie gericht.

**Art. 55.** De administratie verstuurt haar beslissing waarbij het saneringsproject volledig en ontvankelijk bevonden werd binnen dertig dagen, te rekenen van de datum waarop ze het in ontvangst neemt, bij ter post aangetekend schrijven of via een verzending die vaste datum verleent. Indien de aanvraag onvolledig is, stuurt ze de drager op dezelfde wijze een lijst toe van de ontbrekende stukken en gegevens en vermeldt ze dat de procedure weer opgestart wordt op de datum van ontvangst ervan.

Indien de administratie haar beslissing niet binnen die termijn aan de drager heeft gestuurd, wordt het project als ontvankelijk beschouwd. De procedure wordt voortgezet.

**Art. 56.** In de beslissing waarbij de administratie het saneringsproject volledig en ontvankelijk verklaart, :

1° vermeldt ze, overeenkomstig de bepalingen van Boek I van het Milieuwetboek betreffende de effectenbeoordeling, of het project noemenswaardige milieueffecten kan hebben;

2° wijst ze de instanties aan die om advies verzocht moeten worden.

**Art. 57.** De dag waarop de administratie overeenkomstig artikel 55 de drager haar beslissing toestuuft waarbij het saneringsproject volledig en ontvankelijk bevonden wordt, maakt ze het voor advies over aan de verschillende instanties die ze aanwijst en aan het gemeentecollege van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het project overwogen wordt.

Er wordt door betrokken gemeente(n) een openbaar onderzoek georganiseerd volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek.

**Art. 58.** De instanties sturen hun advies binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van aanhangigmaking.

Bij gebrek aan verzending van advies of van afgifte tegen bewijs van ontvangst, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

**Art. 59.** Indien een geraadpleegde instantie wenst dat een overlegvergadering tussen de geraadpleegde instanties en de administratie wordt gehouden, geeft ze de administratie binnen 15 dagen, te rekenen van de datum waarop om adviesverlening is verzocht, kennis daarvan bij aangetekend schrijven of via elke andere modaliteit die vaste datum verleent.

Indien de administratie wenst dat een overlegvergadering wordt gehouden, geeft ze de geraadpleegde instanties kennis daarvan op dezelfde wijze.

**Art. 60.** De proceduretermijnen tot de besluitvorming bedoeld in artikel 61 worden vastgelegd :

- vanaf de datum waarop de administratie haar beslissing heeft verstuurd waarbij het project ontvankelijk bevonden werd;

- zoniet, vanaf de dag volgend op de verstrijksdatum van de termijn die haar werd toegestaan om haar beslissing te versturen waarbij de aanvraag ontvankelijk bevonden werd.

**Art. 61.** De administratie stuurt haar beslissing waarbij ze uitspraak over het saneringsproject heeft gedaan aan de drager binnen een termijn van honderdtwintig dagen, te rekenen van de dag waarop ze haar beslissing heeft verstuurd waarbij het project ontvankelijk bevonden werd.

**Art. 62.** § 1. Indien de administratie het saneringsproject goedkeurt :

1° legt ze de termijn vast waarbinnen de saneringswerken aangevat en voltooid moeten worden;

2° kan ze de drager het volgende opleggen :

a) elke voorwaarde die ze nuttig acht om zich ervan te vergewissen dat het saneringsproject strookt met de doelstellingen van dit decreet;

b) elke voorwaarde die ze nuttig acht om te voorkomen dat het saneringsproject tijdens of na de uitvoering ervan gevaar, hinder of nadelen veroorzaakt voor de mens of het leefmilieu;

c) het stellen van een zekerheid volgens de modaliteiten bepaald bij artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning; de eventueel overeenkomstig artikel 40 gestelde zekerheid wordt desgevallend aangepast;

d) het toezicht op het geheel of een deel van de saneringshandelingen en -werken door een controle-instantie;

2° wijst ze desgevallend op de door de Regering opgegeven vermeldingen vereist bij of krachtens artikel 133 van het "CWATUPE", artikel 45 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en artikel 3, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

§ 2. Indien de administratie weigert het saneringsproject goed te keuren, vermeldt ze de in het project aan te brengen wijzigingen met het oog op een nieuwe indiening overeenkomstig artikel 53.

§ 3. Indien de administratie zich niet uitspreekt binnen de termijn die haar toegestaan wordt, wordt het saneringsproject geacht te zijn geweigerd. Het gebrek aan beslissing binnen een termijn van honderdtwintig dagen geeft de aanvrager recht op een forfaitaire vergoeding van 2.500 euro. De vergoedingsaanvragen vallen onder de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken.

**Art. 63.** De goedkeuring van het saneringsproject geldt als milieuvergunning, stedenbouwkundige vergunning, eenmalige vergunning, aangifte in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, voorafgaande stedenbouwkundige verklaring en registratie.

In afwijking van artikel 53 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en van artikel 87 van het "CWATUPE", verjaart de goedkeuring van het saneringsproject voor het overblijvende deel van de niet uitgevoerde saneringshandelingen en -werken slechts indien zij niet zijn uitgevoerd binnen twee jaar na de datum waarop ze uitgevoerd hadden moeten worden.

**Art. 64.** In afwijking van de artikelen 53 tot 63, dient de drager van de verplichtingen een aanvraag tot eenmalige vergunning met de gegevens van het saneringsproject in indien zijn aanvraag betrekking heeft op hetzij een project of een gemengd project in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, hetzij op aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen handelingen of werken, waaronder o.a. saneringshandelingen en -werken.

De procedure tot vergunningsaanvraag wordt gevoerd overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 voor de inrichtingen van klasse 1. De beslissing waarbij de vergunning wordt toegekend bevat de gegevens bepaald bij artikel 62, § 1, van dit decreet. De beslissing waarbij de vergunning om saneringsredenen geweigerd wordt, vermeldt de in het project aan te brengen wijzigingen met het oog op een nieuwe indiening overeenkomstig artikel 53 van dit decreet.

De afgegeven vergunning wordt uitgevoerd volgens de bepalingen van dit decreet daar ze als beslissing over het saneringsproject geldt.

Voor de andere handelingen en werken dan die i.v.m. de sanering, gaat de verstrijksdatum bedoeld in de artikelen 97 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en 87 van het "CWATUPE" pas in op de datum van ontvangst van de eindevaluatie.

#### Onderafdeling 4. — Toezicht op de saneringshandelingen en -werken

**Art. 65.** In het geval bedoeld in artikel 62, § 1, 2°, d, worden de saneringshandelingen en -werken uitgevoerd onder het toezicht van de controle-instantie die advies heeft uitgebracht over het saneringsproject. De controle-instantie spreekt zich uit over :

- de goede uitvoering van de saneringshandelingen en -werken;

- de stabiliteit van het gesaneerde terrein;

- de resultaten van de proeven en analyses uitgevoerd door laboratoria die onafhankelijk zijn van de drager, de deskundige en de controle-instantie.

Tijdens de sanering maakt de controle-instantie een rapport i.v.m. de stand van vordering van de handelingen en werken aan de administratie over op haar verzoek.



Binnen zestig dagen, te rekenen van de einddatum van de saneringshandelingen en -werken, maakt de controle-instantie een rapport over de evaluatie van de werken aan de administratie over, met o.a. :

- de resultaten van de uitgevoerde metingen en controles;
- elke nuttige opmerking betreffende het verloop van de werken.

**Art. 66.** § 1. De dragers van de verplichting tot uitvoering van de saneringshandelingen en -werken geven de administratie regelmatig kennis van de evolutie van de handelingen en werken en van elk ongeval waardoor het vlotte verloop ervan in het gedrang kan komen.

De inhoud van het document met de stand van vordering waarvan de in het eerste lid bedoelde personen kennis geven, de modaliteiten en de termijnen waarbinnen het overgemaakt wordt kunnen door de Regering bepaald worden.

§ 2. Indien nieuwe elementen optreden na de goedkeuring van het saneringsproject, kan de administratie, hetzij op verzoek van de drager of van de deskundige of van de controle-instantie, hetzij op eigen initiatief, wijzigingen aanbrengen in de voorschriften van het saneringsproject of in die opgelegd krachtens artikel 62, § 1.

Ze stuurt haar beslissing aan de drager bij ter post aangetekend schrijven of via elke andere modaliteit die vaste datum verleent.

**Art. 67.** § 1. Na afloop van de saneringshandelingen en -werken wordt een eindevaluatie gemaakt door de deskundige die het saneringsproject heeft opgemaakt.

Die evaluatie slaat op :

- 1° de doelstellingen van de sanering;
- 2° de behaalde resultaten, inclusief de gehaalde waarden, met, in de gevallen waarin de saneringsdoelstellingen niet gehaald konden worden, een analyse van de residuele risico's;
- 3° de problemen tegengekomen tijdens de werken;
- 4° de eventuele voorstellen inzake gebruiksbeperking en opvolgingsmaatregelen;
- 5° de eventuele voorstellen tot uitvoering van aanvullende werken wanneer na afloop van de werken blijkt dat de in de goedkeuring van het saneringsproject vastgelegde waarde niet gehaald werd voor één van de geanalyseerde parameters, alsook de eventuele voorstellen inzake veiligheidsmaatregelen en de raming van de prijs van die aanvullende werken;
- 6° een voorstel van bodemcontrolecertificaat.

Het rapport en een overzicht van de gegevens worden eveneens langs de elektronische weg verstrekt volgens de door de administratie bepaalde modaliteiten.

§ 2. De eindevaluatie wordt binnen zestig dagen, te rekenen van de einddatum van de saneringshandelingen en -werken, in drie exemplaren aan de administratie gericht bij ter post aangetekend schrijven of via een verzending die vaste datum verleent.

De administratie kan, indien ze het nodig acht, de deskundige en, desgevallend, de controle-instantie horen.

Na het verhoor kan ze desnoods een tegenexpertise opleggen.

§ 3. Binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de eindevaluatie en, desgevallend, van het rapport van de controle-instantie, wordt door de administratie, behalve door haar opgelegde tegenexpertise, een bodemcontrolecertificaat afgeleverd dat :

- 1° vaststelt dat de sanering is uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van dit decreet;
- 2° de bijzondere waarden vastlegt;
- 3° desgevallend gebruiksbeperkingen of opvolgingsmaatregelen oplegt.

De administratie richt op dezelfde dag een bodemcontrolecertificaat aan de eigenaar indien hij de drager niet is.

Binnen dezelfde termijn legt de administratie desgevallend aanvullende werken op die uitgevoerd moeten worden binnen de door haar bepaalde termijn en, in dat geval, de eventuele veiligheidsmaatregelen, alsook het bedrag van de te stellen zekerheid. In dat geval wordt het in het eerste lid bedoelde bodemcontrolecertificaat afgeleverd binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de datum van een nieuwe eindevaluatie.

De zekerheid gesteld ter uitvoering van artikel 62, § 1, 2°, *c.*, wordt, al naar gelang van het geval, door de administratie vrijgemaakt of aangepast binnen negentig dagen, te rekenen van de datum van afgifte van het bodemcontrolecertificaat.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor die vrijmaking.

#### *Afdeling 4. — Bepalingen gemeen aan de vorige afdelingen*

**Art. 68.** Als er meer dragers zijn, organiseert de administratie volgens modaliteiten die nader bepaald worden door de Regering, één of meer overlegvergaderingen tussen die dragers.

De dragers wijzen een mandataris aan die belast wordt met de relaties met de administratie.

De tussenkost van de deskundige en, desgevallend, van de controle-instantie en de onderzoeks- en saneringshandelingen zijn gemeen aan die dragers.

**Art. 69.** § 1. In haar beslissing betreffende het oriënteringsonderzoek, het karakteriseringsonderzoek, het saneringsproject of de eindevaluatie, kan de administratie, in geval van belangenconflict of bij gebrek aan zelfstandigheid van betrokken deskundige, bevelen dat de drager een beroep doet op een andere deskundige dan degene die het onderzoek heeft gevoerd waarover de administratie zich uitspreekt voor het gevolg van de procedure ten einde de verwezenlijking van de doelstellingen van dit decreet te waarborgen.

§ 2. De gewestelijke overheden moeten geen zekerheid stellen in het kader van de tenuitvoerlegging van dit decreet.

§ 3. Het oriënteringsonderzoek en het karakteriseringsonderzoek waarover de administratie zich uitgesproken heeft, worden op gewoon verzoek ter inzage van de overheden gelegd, onverminderd de wetgeving betreffende het recht op toegang tot informatie over het leefmilieu.

§ 4. Voor zover zij relevant en actueel zijn, kan een deel of het geheel van de resultaten en gegevens die tijdens een eerder uitgevoerde milieuevaluatie of indicatieve studie ingezameld werden, in het oriënteringsonderzoek opgenomen worden. Ze worden als dusdanig in het onderzoek opgenomen.

#### HOOFDSTUK V. — *Beroep.*

**Art. 70.** De aangewezen drager kan een beroep instellen tegen de beslissingen bedoeld in de artikelen 20, 26, 39, 45, 61, 62, 66, § 2 en 67, § 3.

Er kan ook door de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal, de vruchtgebruiker of de lessee een beroep ingesteld worden tegen de beslissingen bedoeld in artikel 26 waarbij de vrijstelling aan de aangewezen drager is toegekend.

Het beroep schorst de aangevochten beslissing niet.

Het beroep wordt, op straffe van onontvankelijkheid, bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst gericht of tegen ontvangstbewijs afgegeven aan de Regering binnen een termijn van twintig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de beslissing of, bij gebrek aan beslissing, vanaf de dag volgend op de termijn die aan de administratie werd toegestaan om haar beslissing te versturen.

Die termijnen worden opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari.

**Art. 71.** Er wordt een commissie van beroep inzake het bodembeheer ingesteld.

De commissie bestaat uit :

1° een voorzitter die het bewijs kan leveren van minstens vijf jaar ervaring in de magistratuur of advocatuur;

2° twee personen wier technische vaardigheden en ervaring in de behandelde aangelegenheden erkend zijn;

3° een lid van de administratie Leefmilieu, houder van een universitair of gelijkwaardig diploma en voorgedragen door de Minister die voor Leefmilieu;

4° een lid van de administratie Ruimtelijke ordening, houder van een universitair of gelijkwaardig diploma en voorgedragen door de Minister die voor Ruimtelijke ordening bevoegd is.

De Regering noemt voor elk gewoon lid een plaatsvervangend lid. De plaatsvervangende voorzitter en de plaatsvervangende leden hebben zitting wanneer de gewone voorzitter of het gewone lid van wie ze de plaats innemen verhinderd is. Elk mandaat loopt vijf jaar. Indien een mandaat vacant wordt voordat het verstrijkt, wordt de opvolger voor de overblijvende duur van het mandaat benoemd.

De commissie beraadslaagt slechts op geldige wijze in de aanwezigheid van de voorzitter of van zijn plaatsvervanger en van twee gewone leden of plaatsvervangers van wie minstens één over technische vaardigheden en ervaring in de behandelde aangelegenheden beschikt. Onthouding is niet toegelaten. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De voorzitter en de overige leden van de commissie zijn verplicht tot geheimhouding van de beraadslagingen.

De commissie wordt bijgestaan door een secretaris en twee adjunct-secretarissen, die door de Regering aangewezen worden. Die hebben geen stemrecht.

De Regering kan aanvullende modaliteiten voor de werking van de commissie vastleggen en presentiegeld en vergoedingen aan haar leden toekennen.

**Art. 72.** Binnen tien dagen na ontvangst van het beroep bezorgt de Regering :

1° de verzoeker een bericht van ontvangst met de datum waarop het verhoor bedoeld in het tweede lid plaatsvindt;

2° de commissie van beroep inzake het bodembeheer en, desgevallend, de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal, de lessee of de vruchtgebruiker van betrokken terrein, een afschrift van het beroep of van voornoemd bericht van ontvangst.

Binnen zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep, worden de verzoeker, de afgevaardigde van de Regering en, desgevallend, de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal, de lessee en de vruchtgebruiker erom verzocht voor de commissie te verschijnen, op eigen verzoek of op verzoek van de commissie.

De commissie maakt daarvan proces-verbal op en brengt binnen vijftien dagen advies uit aan de administratie.

Bij gebreke daarvan wordt de procedure voortgezet.

Binnen negentig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep, stuurt de Regering haar beslissing aan de verzoeker en, desgevallend, aan de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal, de lessee of de vruchtgebruiker.

Indien de beslissing van de Regering niet verstuurd wordt binnen de termijn bedoeld in het vorige lid, wordt de beslissing waartegen beroep is ingesteld, bevestigd.

#### HOOFDSTUK VI. — *Ambtshalve genomen maatregelen*

**Art. 73.** Bij afwezigheid van de drager of in geval van dringende noodzakelijkheid kan de administratie, voor rekening en ten laste van betrokken persoon, ambtshalve laten overgaan tot de uitvoering van de verplichtingen bedoeld in artikel 18.

**Art. 74.** § 1. Wanneer de SPAQuE tijdens de onderzoeken die ze voert in het kader van haar opdracht bedoeld in artikel 39, § 1, 1° en 3°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen een bodemverontreiniging vaststelt die een ernstige dreiging vormt, verwittigt ze de administratie en maant ze de in artikel 22 bedoelde drager aan tot indiening van een saneringsproject overeenkomstig de artikelen 53 en volgende. Tegelijkertijd geeft de SPAQuE de administratie en de drager kennis van de door een controle-instantie gevalideerde raming van de prijs van de sanering.

Binnen hoogstens dertig dagen, te rekenen van de datum van de aanmaning, verbindt de drager zich uitdrukkelijk tot het nakomen van de verplichtingen bedoeld in artikel 18, 1°, c, 2° of 3°, en stelt hij ten gunste van de administratie een financiële zekerheid volgens de modaliteiten bepaald bij artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning als garantie voor de kosten i.v.m. de uitvoering ambtshalve van het saneringsproject.

Bij gebreke daarvan laat de administratie een bevel tot betaling binnen vierentwintig uur betekenen, op straffe van uitvoering door inbeslagneming.

Het stellen van een zekerheid waarvan het bedrag onvoldoende is, ingevolge de betekening van een dwangbevel, is geen beletsel voor de voortzetting van de vervolgingen.

Na afloop van de beveltermijn kan de administratie laten overgaan tot de inbeslagneming, die uitgevoerd wordt op de wijze waarin het Gerechtelijk Wetboek voorziet.

Daarnaast vertrouwt de Regering de uitvoering van de sanering aan de SPAQuE toe en kan zij haar in dat kader met het oog op sanering ertoe machtigen het terrein wegens openbaar nut te onteigenen volgens de regels bepaald bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte.

Indien verschillende dragers betrokken zijn, zijn die hoofdelijk gebonden.

§ 2. Na een informatievergadering voor het publiek te hebben georganiseerd, dient de SPAQuE bij de Regering een saneringsproject overeenkomstig artikel 53, tweede lid, in, evenwel zonder een beroep op een deskundige te moeten doen.

De Regering bericht ontvangst van het volledige dossier binnen vijftien dagen na de indiening ervan. Zij wint desnoods het advies in van de diensten en instanties die ze nuttig acht en doet uitspraak over het saneringsproject binnen negentig dagen na ontvangst van het bericht van ontvangst.

§ 3. In afwijking van artikel 67 geeft de administratie het bodemcontrolecertificaat af binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de eindevaluatie. De eindevaluatie wordt door een controle-instantie gemaakt en bevat de resultaten van de analyses die de SPAQuE in de loop van de uitvoering van de saneringshandelingen en -werken en na afloop van de sanering aan het ISSeP toevertrouwt.

§ 4. De krachtens dit artikel genomen maatregelen gelden als milieuvergunning, eenmalige vergunning, stedenbouwkundige vergunning, aangifte in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en als voorafgaande stedenbouwkundige aangifte.

In afwijking van artikel 87 van het CWATUPE en van artikel 53 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning vervalt de goedkeuring van het saneringsproject slechts voor het overblijvende gedeelte van de niet uitgevoerde saneringshandelingen en -werken indien ze niet zijn uitgevoerd binnen twee jaar na de datum waarop ze het hadden moeten zijn.

#### HOOFDSTUK VII. — *Overtredingen*

**Art. 75.** Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan indien :

- 1° de in artikel 18 bedoelde verplichtingen niet nagekomen worden;
- 2° niet voldaan wordt aan de informatieplicht bedoeld in artikel 5.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Subsidies*

**Art. 76.** § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering aan elke natuurlijke of rechtspersoon, privaats- of publiekrechtelijk, een subsidie toekennen om een oriënteringsonderzoek, een karakteriseringsonderzoek of een saneringsproject in de zin van dit decreet uit te voeren.

Die subsidie vormt een minimis-steun in de zin van Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag op de minimis-steun.

Het totaalbedrag van de toegekende steun, berekend overeenkomstig artikel 2 van genoemde Verordening, mag niet hoger zijn dan 100.000 euro over een periode van drie jaar.

Indien de begunstigde van de subsidie een onderneming is, met name elke natuurlijke of rechtspersoon die goederen of diensten op de markt aanbiedt, verbindt hij zich, vooraleer de in het eerste lid bedoelde subsidie te ontvangen, tot de aangifte van alle steun verkregen in de loop van de drie laatste jaren. Bij de berekening van het subsidiebedrag wordt rekening gehouden met de andere minimis-steun, waarbij het totaalbedrag van de steun niet hoger mag zijn dan 100.000 euro over een periode van drie jaar.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kan de Regering aan elke natuurlijke persoon, rechtspersoon van publiek recht of openbaar nut of rechtspersoon van privaatsrecht een subsidie toekennen met het oog op de tenuitvoerlegging van de nakoming van de verplichtingen bepaald bij artikel 18 van dit decreet wanneer ze betrekking heeft op een terrein waarvan een publiekrechtelijke persoon eigenaar is.

Die subsidie wordt toegekend in de vorm van één euro aan één of meer natuurlijke personen, rechtspersonen van publiek recht of openbaar nut of rechtspersoon van privaatsrecht die zulks overeenkomen en die drie euro investeren voor die tenuitvoerlegging.

#### HOOFDSTUK IX. — *Opheffings- en wijzigingsbepalingen*

##### *Afdeling 1. — Decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

**Art. 77.** Artikel 1, 13°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld als volgt :

”; het herstel is, wat de bodem betreft, het herstel dat resulteert uit de verplichtingen bedoeld in artikel 18 van het decreet betreffende het bodembeheer”.

**Art. 78.** Artikel 71, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 4°, luidend als volgt :

”4° informatie verstrekken aan de toezichthoudend ambtenaar.”

**Art. 79.** Artikel 81, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

”De afgevaardigde ambtenaar en de technisch ambtenaar zijn eveneens bevoegd om samen kennis te nemen van de aanvragen tot eenmalige vergunningen bedoeld in artikel 63 van het decreet betreffende het bodembeheer.”

In artikel 177, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden ”ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest” vervangen door de woorden ”Fonds pour la protection de l’environnement, section incivilités environnementales”.

*Afdeling 2. — Boek I van het Milieuwetboek*

**Art. 80.** Artikel D.29-1, § 5, van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld met een 4<sup>o</sup>, luidend als volgt :  
"4<sup>o</sup> de saneringsprojecten in de zin van het decreet betreffende het bodembeheer."

**Art. 81.** Artikel D.49 van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld als volgt :

"d. de saneringsprojecten in de zin van het decreet betreffende het bodembeheer;"

d. wordt e.

**Art. 82.** In artikel D.67, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek wordt tussen het eerste en het tweede lid, dat het derde lid wordt, een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Wanneer het project betrekking heeft op een installatie of een activiteit vermeld op de lijst in bijlage 3 bij het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer, bevat de omschrijving van het in 1<sup>o</sup> bedoelde project in elk geval :

1<sup>o</sup> algemene gegevens en o.a. de eventuele gegevens m.b.t. bedoeld terrein opgenomen in de databank betreffende de toestand van de bodem bedoeld in het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer en de toepasbare waarden, inclusief de bodemconcentraties in de zin van hetzelfde decreet;

2<sup>o</sup> een historisch overzicht van de locatie en, desgevallend, van de lopende exploitatie;

3<sup>o</sup> geologische, hydrologische en hydrogeologische gegevens."

In artikel D.88, § 1, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek worden voor het slotpunt de woorden "behalve als ze betrekking heeft op de verplichtingen bepaald bij het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer" ingevoegd.

In artikel D.138, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek wordt het slotpunt vervangen door een kommapunt en wordt dat lid aangevuld als volgt :

"- het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer."

In artikel D.149, § 1, van hetzelfde boek, wordt het slotpunt vervangen door een kommapunt en wordt een 5<sup>o</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

"5<sup>o</sup> informatie aan de administratie verstrekken in de zin van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer."

Artikel D.155 van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld als volgt :

"§ 4. De dagvaarding m.b.t. een overtreding van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer wordt overgeschreven op de hypotheekbewaring van de toestand van de goeden, op benaerstiging van de gerechtsdeurwaarder.

De dagvaarding bevat de kadastrale aanwijzing van het onroerend goed dat het voorwerp is van de overtreding en identificeert de eigenaar ervan in de vorm en onder de straf bepaald bij de wet van 10 oktober 1913.

Elke terzake gegeven beslissing wordt aan de zelfkant van de overschrijving van de dagvaarding of van het exploit vermeld volgens de procedure bepaald bij artikel 84 van de wet van 16 december 1851 houdende herziening van het hypothecair stelsel.

§ 5. De griffier van het burgerlijke of strafrechtelijke rechtsgebied bezorgt de administratie en, desgevallend, de SPAQuE een afschrift van de dagvaardingen m.b.t. overtredingen van artikel 84 van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer voor de bodemrechtbanken, zowel in eerste instantie als in beroep."

In artikel D.157, § 2, van hetzelfde boek wordt het slotpunt door een kommapunt vervangen en wordt deze paragraaf aangevuld als volgt :

"4<sup>o</sup> de bepalingen van het decreet betreffende het bodembeheer in acht te nemen."

In artikel D.170, § 2, van hetzelfde boek wordt het slotpunt vervangen door een kommapunt en wordt een 5<sup>o</sup> toegevoegd, luidend als volgt :

"5<sup>o</sup> de dossiersrechten bepaald bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en bij het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer."

*Afdeling 3. — Fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de inwordeing en het geschil inzake rechtstreekse gewestelijke belastingen*

**Art. 83.** In artikel 35, § 2, eerste lid, 2<sup>o</sup> van het Fiscaal Decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de inwordeing en het geschil inzake rechtstreekse gewestelijke belastingen wordt het woord "saneringsplan" vervangen door het woord "saneringsprojecten".

De twee laatste leden van dezelfde paragraaf worden geschrapt.

**Art. 84.** Artikel 35, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"De aanwezigheid van afval bedoeld in deze paragraaf wordt weer een element dat de belasting genereert indien het saneringsproject niet wordt goedgekeurd overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende het bodembeheer, behalve in het geval bedoeld in artikel 62, eerste lid, ervan indien de saneringshandelingen en -werken niet aangevat worden op de datum waarop ze aangevat moeten worden overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende het bodembeheer, indien de saneringshandelingen en -werken niet voltooid zijn op de vastgelegde datum en indien de aanvullende werken niet uitgevoerd zijn binnen de termijn vastgelegd overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende het bodembeheer."

*Afdeling 4. — Decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen*

**Art. 85.** Artikel 2 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt aangevuld met een 30<sup>o</sup>, luidend als volgt :

"30<sup>o</sup> SPAQuE : Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement".

Het opschrift van afdeling 4 van hoofdstuk VII van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt vervangen door volgend opschrift : "De SPAQuE"; "De SPAQuE";

De woorden "de Openbare Maatschappij" worden vervangen door de woorden "De SPAQuE" in artikel 39, § 2, eerste en tweede lid, § 3, eerste lid, § 4, eerste lid, en § 5 van hetzelfde decreet;

De woorden "de Openbare Maatschappij" bedoeld in artikel 39" worden vervangen door de woorden

"de SPAQuE" in de artikelen 20, § 3, tweede lid, en § 5, 25, § 1, eerste lid, § 2, tweede en vijfde lid, 26, § 1, derde lid, 33, § 1, tweede lid, 36, 5°, 42, § 1, eerste lid, 43, § 1, derde lid en 47, § 1.

In artikel 72 van hetzelfde decreet worden de woorden "openbare maatschappij met handelsdoeleinden bedoeld in artikel 39" worden vervangen door het woord "SPAQuE".

**Art. 86.** In artikel 39, § 1, eerste lid, 3°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen worden de woorden "saneringsplannen bedoeld in de artikelen 42 en 47" vervangen door de woorden "saneringsprojecten bedoeld in het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer".

Artikel 39, § 3, tweede lid 2, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

In artikel 39, § 4, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "van de sanering in de zin van het decreet betreffende het bodembeheer of van een sanering in de zin van artikel 167 van het CWATUPE" ingevoegd tussen de woorden "artikel 43, § 1," en "geen handeling".

In artikel 39, § 4, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "sanering of rehabilitatie" ingevoegd tussen de woorden "herstel" en "vormt".

Artikel 39 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de paragrafen 6 en 7, luidend als volgt :

"§ 6. De waarborg van het Gewest t.o.v. derden wordt aan de SPAQuE toegekend onder de voorwaarden die de Waalse Regering bepaalt, tegen de rentevoet en de afschrijving van de door de SPAQuE uit te geven obligaties en tegen de aan te gane leningen.

In geval van niet-terugbetaling van de obligaties of leningen of van de desbetreffende betalingen, stort het Gewest de aan de derden verschuldigde sommen aan de SPAQuE.

§ 7. De Regering kan onroerende goederen en participaties die eigendom van het Gewest zijn in het kapitaal van de SPAQuE inbrengen."

**Art. 87.** artikel 42 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 88.** Artikel 43 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt :

"§ 5. De Regering geeft de administratie kennis van de maatregelen genomen overeenkomstig dit artikel."

#### *Afdeling 5. — Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, patrimonium en energie*

**Art. 89.** In artikel 85, § 1, 3°, van het Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, patrimonium en energie worden de woorden "bedoeld in artikel 14 van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems" vervangen door de woorden "in de zin van artikel 10 van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer".

Artikel 150bis, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een 8°, luidend als volgt :

"8° de gegevens over het goed opgenomen in de databank in de zin van artikel 10 van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer".

In artikel 167, 2°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "sanering in de zin van artikel 2, 10°, sub artikel 26 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten" vervangen door de woorden "sanering van het terrein in de zin van artikel 2, 10°, van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer".

#### *HOOFDSTUK X. — Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 90.** Behalve andersluidende bepaling, geschiedt elke verzending bedoeld in dit decreet :

1° hetzij bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

2° hetzij via elke soortgelijke formule die vaste datum verleent aan de verzending en aan de inontvangstname van de akte, ongeacht de gebruikte dienst voor de distributie van het schrijven;

3° hetzij door afgifte van de akte tegen ontvangstbewijs.

De Regering kan de lijst vastleggen van de methodes waarvan ze acht dat ze een vaste datum aan de verzending en aan de inontvangstname kunnen verlenen.

De verzending geschiedt uiterlijk op de vervaldatum.

De dag van inontvangstname van de akte, die het startpunt is, wordt niet meegerekend

De vervaldatum wordt in die termijn meegerekend. Wanneer die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldatum naar de volgende werkdag verschoven.

**Art. 91.** De administratie mag de in artikel 20 bedoelde beslissing niet nemen in de volgende gevallen :

1° wanneer een bericht van ontvankelijkheid van een saneringsplan in de zin van artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest of in artikel 35, § 2, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet is afgegeven;

2° wanneer de aanvraag tot goedkeuring van een indicatief onderzoek van de locatie in de zin van artikel 681bis/67 van titel III van het ARAB voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet door de technisch ambtenaar in ontvangst genomen wordt.

**Art. 92.** Het saneringsplan ingediend krachtens het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest of van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, waarvan het bericht van ontvankelijkheid van voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet dateert, zet de behandeling ervan voort volgens de bepalingen van kracht op de datum van het bericht van ontvankelijkheid.

Wanneer een indicatief onderzoek krachtens artikel 681bis/67 van titel III van het ARAB is ingediend en voor 31 december 2010 wordt goedgekeurd, worden de aanvragen tot goedkeuring van het karakteriseringsonderzoek en van het saneringsplan volgens de bepalingen van het ARAB onderzocht.

**Art. 93.** De erkenning als deskundige in het vak "grond- en ondergrondverontreiniging", toegekend volgens de procedure bedoeld in artikel 681bis/73 van het ARAB, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van titel III van het ARAB door de invoering van bijzondere maatregelen die toepasselijk zijn op de vestiging en de uitbating van benzinestations, wordt voor een periode van één jaar, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering genomen op grond van artikel 27, § 2, gelijkgesteld met de erkenning als deskundige, in de zin van de artikelen 27 tot 35.

**Art. 94.** De aanvragen van de vergunning die vereist wordt voor de behoeften van de sanering, ingediend voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet, alsook de desbetreffende administratieve beroepen worden onderzocht volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

**Art. 95.** De maatregelen genomen krachtens de artikelen 42, 43 en 47 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen met het oog op de sanering van het terrein, alsook de veiligheidsmaatregelen die krachtens dezelfde artikelen voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet worden genomen, worden geregeld door de bepalingen die toepasselijk zijn op de datum van de aanneming ervan.

Het eerste lid is ook toepasselijk op de veiligheidsmaatregelen en op de maatregelen tot sanering van het terrein genomen krachtens artikel 71 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

**Art. 96.** § 1. Voor zover de saneringshandelingen en -werken die in het kader van het saneringsplan uitgevoerd worden krachtens het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest of het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen of krachtens een saneringsplan overeenkomstig artikel 681bis/67 van het ARAB, goedgekeurd voor de inwerkingtreding van dit decreet, met de doelstellingen daarvan stroken, gaat de beslissing waarbij uitspraak wordt gedaan over de goede uitvoering van de saneringshandelingen en -werken vergezeld van een bodemcontrolecertificaat.

§ 2. Indien na afloop van een herstelplan of van een saneringsplan bedoeld in § 1 blijkt dat de doelstellingen ervan niet gehaald konden worden, kan de minister op gemotiveerd voorstel van de administratie een verlenging van de uitvoeringstermijn toekennen. Die verlenging mag niet langer zijn dan de helft van de oorspronkelijke termijn.

**Art. 97.** Een dossiersrecht, waarvan de opbrengst integraal aan het "Fonds pour la Protection de l'Environnement, Section incivilités environnementales" gestort wordt en dat de administratieve kosten dekt, wordt ten laste van elke natuurlijke of rechtspersoon geheven wegens het verkrijgen van een bodemcontrolecertificaat overeenkomstig dit decreet.

Het dossiersrecht is verschuldigd op de datum waarop het bodemcontrolecertificaat door de administratie afgegeven wordt.

Het dossiersrecht bedraagt :

- 250 euro indien het bodemcontrolecertificaat na afloop van een oriënteringsonderzoek wordt afgegeven;
- 500 euro indien het bodemcontrolecertificaat na afloop van een karakteriseringsonderzoek wordt afgegeven;
- 1.000 euro indien het bodemcontrolecertificaat na afloop van een sanering wordt afgegeven.

**Art. 98.** De artikelen 5, 7, 18 tot 26, 28 tot 30 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten worden opgeheven.

In het opschrift van dat decreet worden de woorden "de sanering van verontreinigde bodems en" weggelaten.

**Art. 99.** Met uitzondering van artikel 21, waarvan de datum van inwerkingtreding door de Regering wordt vastgelegd, treedt dit decreet in werking drie maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 100.** De Regering legt uiterlijk 31 december een omstandig jaarverslag i.v.m. de uitvoering van dit decreet aan het Parlement over. Het eerste verslag wordt voor 31 december 2010 overgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

Voor de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme  
B. LUTGEN

Nota

(1) Zitting 2008-2009.

Stukken van het Waals Parlement, (2008-2009).

Integraal verslag, openbare zitting van  
Bespreking - Stemmingen.